

**UNHCR**  
**Emergency & Security Service**



**WRITENET Paper No. 07/ 2001**

**L'ASIE CENTRALE APRÈS LE 11 SEPTEMBRE:  
INCIDENCES GÉOPOLITIQUES DE LA CRISE AFGHANE  
ET FACTEUR ISLAMIQUE**

**Par Mohammad-Reza Djalili, Thierry Kellner**

**Institut universitaire de hautes études internationales, Genève**

**Janvier 2002**

WriteNet is a Network of Researchers and Writers on  
Human Rights, Forced Migration, Ethnic and Political Conflict

WriteNet is a Subsidiary of Practical Management (UK)  
E-mail: [writenet@gn.apc.org](mailto:writenet@gn.apc.org)

THIS PAPER WAS PREPARED MAINLY ON THE BASIS OF PUBLICLY AVAILABLE INFORMATION, ANALYSIS AND COMMENT. ALL SOURCES ARE CITED. THE PAPER IS NOT, AND DOES NOT PURPORT TO BE, EITHER EXHAUSTIVE WITH REGARD TO CONDITIONS IN THE COUNTRY SURVEYED, OR CONCLUSIVE AS TO THE MERITS OF ANY PARTICULAR CLAIM TO REFUGEE STATUS OR ASYLUM. THE VIEWS EXPRESSED IN THE PAPER ARE THOSE OF THE AUTHOR AND ARE NOT NECESSARILY THOSE OF WRITENET OR UNHCR.

ISSN 1020-8429

# TABLE DES MATIÈRES

<b>1</b>	<b>Introduction .....</b>	<b>1</b>
<b>2</b>	<b>Dimensions régionales de la crise afghane.....</b>	<b>3</b>
2.1	Dimensions transnationales du facteur ethnique .....	3
2.2	La question des réfugiés afghans .....	6
2.3	Le rôle historique des puissances extérieures.....	9
<b>3</b>	<b>Le Pakistan : un acteur incontournable .....</b>	<b>12</b>
<b>4</b>	<b>Iran: errances de la politique afghane de Téhéran.....</b>	<b>20</b>
<b>5</b>	<b>La “ceinture du nord” .....</b>	<b>23</b>
5.1	Le Tadjikistan .....	23
5.2	L'Ouzbékistan .....	27
5.3	Le Turkménistan.....	30
5.4	La République kirghize .....	31
5.5	Le Kazakhstan.....	33
<b>6</b>	<b>La Chine : un voisin devenu attentif .....</b>	<b>36</b>
<b>7</b>	<b>La Russie : retour d'influence ? .....</b>	<b>44</b>
<b>8</b>	<b>L'Inde : un nouvel acteur ? .....</b>	<b>48</b>
<b>9</b>	<b>L'après-taliban et l'islamisme en Asie centrale .....</b>	<b>53</b>
<b>10</b>	<b>Quelques remarques sur les risques de l'après-taliban. ....</b>	<b>63</b>
<b>11</b>	<b>Conclusion .....</b>	<b>66</b>

United Nations High Commissioner for Refugees  
CP 2500, CH-1211 Geneva 2, Switzerland

Web Site: <http://www.unhcr.org>

## 1 Introduction

Désormais, il existe une unanimité au sein de l'opinion publique internationale pour considérer les événements tragiques du 11 septembre 2001 comme un tournant dans l'. Certains prétendent même que cette date marque véritablement le début du XXIe siècle comme l'attentat de Sarajevo a pu signifier l'entrée dans le XXe siècle. Il y aurait ainsi une sorte de période de "*no man's land*" temporel s'étendant de décembre 1991, date de l'effondrement de l'URSS, considérée comme la fin du XXe siècle, aux attentats du 11 septembre. Seul l'avenir déterminera si la période ouverte par cet événement constitue bel et bien le début d'un tournant historique. Cependant il ne fait aucun doute que l'onde de choc provoquée par les attentats du 11 septembre s'est répercutée en Asie centrale de manière spectaculaire par l'intervention américaine contre Ben Laden, son réseau et le régime des taliban qui les protégeait. Dans cette perspective, il est important d'examiner les conséquences géopolitiques de la nouvelle guerre d'Afghanistan et du renversement du régime extrémiste des taliban sur l'ensemble de la région mais aussi sur les mouvements islamistes actifs dans cette zone.

Du point de vue géopolitique, la situation de l'Afghanistan est paradoxale. Partie intégrante de l'espace centre-asiatique, ce pays situé au carrefour de plusieurs civilisations, à la charnière du Moyen-Orient et du sous-continent indien, est aussi le lieu de rencontre des mondes iranien, indien, turc et chinois. Mais cette terre difficile d'accès, placée au cœur de l'Eurasie, est aussi celle d'un pays du bout du monde, vu de l'Occident, et un pays des marges et des confins par rapport aux empires historiques asiatiques : Chine, Inde, Perse. Cette double nature du pays, situé à la fois au centre et à la périphérie, explique sans doute en grande partie les incidences externes des événements afghans. Ainsi, des événements très graves peuvent se dérouler à l'intérieur des frontières afghanes sans que le monde extérieur ne s'en émeuve et parfois même ne s'en aperçoive. Mais, dans certaines circonstances particulières, les événements d'Afghanistan peuvent entraîner des répercussions bien au-delà des régions proches et même prendre une dimension mondiale. Il en a été ainsi au moins une fois au XXe siècle, lorsque l'Armée rouge a franchi, le 25 décembre 1979, les frontières de l'URSS et est intervenue en Afghanistan afin de soutenir les communistes qui avaient pris le pouvoir à Kaboul au printemps de l'année précédente. A l'époque, l'invasion de l'Afghanistan fut identifiée par Washington comme un acte pouvant menacer les intérêts vitaux des États-Unis et progressivement tout fut mis en œuvre pour aider la résistance afghane, celle des moudjahidins devenus sans doute à leur insu les combattants de la liberté, dans cette phase de l'histoire parfois qualifiée de "deuxième guerre froide". Le retrait de l'Armée rouge à la suite de neuf ans de guerre sanglante contre les moudjahidins soutenus par les États-Unis mais aussi par le Pakistan, l'Arabie saoudite et la Chine, ne fut pas uniquement une victoire afghane, elle fut aussi une défaite soviétique qui traumatisa l'URSS et contribua, parmi bien d'autres facteurs, à en accélérer la chute. Sans tomber dans le travers du discours triomphaliste des moudjahidins affirmant qu'ils sont à eux seuls à l'origine de l'effondrement de l'Union soviétique, il faut néanmoins reconnaître que les événements qui se sont déroulés en Afghanistan durant la décennie 1980 ont eu une portée mondiale et des conséquences qui ont largement dépassé le cadre national afghan et même le contexte régional d'Asie centrale et du sous-continent indien.

Un peu plus de treize ans après le départ des Soviétiques, les terribles attentats qui, le 11 septembre 2001, ont frappé les États-Unis, ont eu pour conséquence de replacer l'Afghanistan au centre d'une nouvelle problématique mondiale. Accusé d'offrir un sanctuaire à

l'organisation terroriste al-Qaïda et à son chef Oussama Ben Laden considérés par les États-Unis comme les responsables des attentats de New York et de Washington, le régime des taliban s'est vu sommer de remettre le terroriste saoudien aux autorités américaines. Confronté au refus des taliban, le dimanche 7 octobre 2001, Washington a lancé une campagne de bombardements sur le territoire afghan, suivie de l'envoi de troupes au sol. Ainsi a débuté le premier conflit armé du XXI<sup>e</sup> siècle dans lequel les États-Unis sont massivement engagés, avec le soutien politique - non sans arrière-pensées pour certains - d'une large coalition internationale. Ce conflit a pour théâtre d'opérations l'Afghanistan, pays en guerre depuis vingt-deux ans et dont la population, une des plus pauvres du monde, souffre d'une terrible sécheresse depuis trois ans. Il se déroule dans un contexte géopolitique très particulier marqué par l'existence d'un enchevêtrement de conflits, s'étendant le long d'une sorte d'arc de crise, allant du Proche-Orient à la région du golfe Persique, en passant par le Caucase, l'Asie centrale,<sup>1</sup> le Cachemire et se prolongeant jusqu'au Xinjiang, région autonome située aux confins de la Chine. À ces conflits se mêlent des enjeux pétroliers et gaziers, des rivalités inter-étatiques parfois féroces, des trafics illicites en tous genres et enfin la présence du plus important nombre de réfugiés de la planète. Dans ces conditions, l'évaluation des incidences géopolitiques régionales de la crise d'Afghanistan s'impose d'elle-même à qui veut comprendre les enjeux profonds de la guerre, enjeux qui varient d'un pays à l'autre. Au premier rang des États concernés, se trouvent les six voisins de l'Afghanistan : le Pakistan, l'Iran, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan et la Chine. Mais pour comprendre les dynamiques qui conditionnent les politiques de ces six États, il faut élargir le cercle des voisins proches à deux autres grands acteurs régionaux : la Russie et l'Inde. Si ces deux États ne possèdent pas de frontières communes avec l'Afghanistan, ils sont néanmoins impliqués ou préoccupés par la tournure que prendront les événements sur le territoire afghan et dans le pourtour de ce pays.

Outre les conséquences géopolitiques, la fin du régime des taliban en Afghanistan aura aussi certainement un impact considérable sur la situation actuelle et sur le devenir des mouvements islamistes dans l'ensemble de la région d'Asie centrale. Cette question fera également l'objet d'une évaluation, la plus précise possible, dans notre étude des conséquences des événements du 11 septembre en Asie centrale. Nous procéderons de la manière suivante : après avoir passé en revue les facteurs déterminant les dimensions régionales de la crise afghane, à savoir le caractère transnational du fait ethnique, la question des réfugiés afghans et le rôle historique des puissances extérieures, nous examinerons successivement les réactions mais aussi les orientations de la politique étrangère des voisins de l'Afghanistan face à la nouvelle situation régionale produite par l'intervention américaine dans ce pays. Nous passerons donc en revue les choix du Pakistan, de l'Iran, des trois États de la ceinture du nord - le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan - mais aussi au-delà, les deux autres républiques de l'Asie centrale et enfin de la Chine. L'étude de ce premier cercle d'acteurs, constitué par les États voisins de l'Afghanistan, sera complétée par celle des deux autres grands acteurs régionaux : la Russie et l'Inde. Enfin, nous consacrerons la dernière partie de cette étude à l'analyse de l'après-taliban et de l'islamisme en Asie centrale.

---

<sup>1</sup> Pour une étude récente consacrée à cette région voir Olcott, M. B., *Revisiting the Twelve Myths of Central Asia*, Working Papers, n° 23, Washington: Carnegie Endowment for International Peace, septembre 2001, <http://www.ceip.org/files/pdf/Olcott.pdf> [accédé le 31 janvier 2002]

## 2 Dimensions régionales de la crise afghane

### 2.1 Dimensions transnationales du facteur ethnique

Le paysage ethnique de l'Afghanistan est particulièrement complexe à tel point que les ethnologues parlent d'une véritable mosaïque afghane (voir le tableau ci-dessous). Mais cette complexité est encore plus grande qu'il n'y paraît à première vue en raison de la persistance des structures tribales et de la permanence des organisations claniques. La religion introduit également un facteur supplémentaire de complexité au sein des groupes ethniques. Deux exemples suffiront à illustrer ce fait : chez les Hazaras d'origine turco-mongole, on trouve des shî'ites duodécimains mais aussi des ismaéliens (shî'ites septimaniens) et des sunnites;<sup>2</sup> quant aux Pachtounes, ils sont en majorité sunnites, mais on trouve également des Pachtounes shî'ites.<sup>3</sup>

Les groupes ethniques en Afghanistan en 1978<sup>4</sup>

Groupes ethniques	Nombre d'individus	Pourcentage de la population	Localisation
Pachtounes	4 800 000	40 %	Concentrés dans le Sud et le Sud-Est mais présents dans l'ensemble du pays
Tadjiks	3 600 000	30 %	Nord et Nord-Est et région de Kaboul
Ouzbeks	1 200 000	10 %	Nord
Hazaras	1 000 000	8,3 %	Centre (Hazaradjat) et Kaboul
Aymaqs	500 000	4,2 %	Ouest
Turkmènes	400 000	3,3 %	Nord
Baloutches	200 000	1,7 %	Ouest et Nord-Ouest
Nuristanis	70 000	0,6 %	Est
Pashaïs	60 000	0,5 %	Kuhistan de Kaboul, Vallée de Kunar, Laghman
Autres	170 000	1,4 %	-
Population totale	12 000 000		

Du fait des vingt-deux ans de guerre qui ont ravagé l'Afghanistan, il n'existe pas de statistiques précises de la population afghane (le CIA Factbook donne le chiffre de 26 813 057 habitants en juillet 2001) ni de sa répartition entre les différents groupes ethniques. Le seul recensement entrepris par les Nations unies, dans les années 70, a été interrompu par le déclenchement de la guerre avec l'URSS. Les vicissitudes du conflit ont contraint des millions d'Afghans à se réfugier à l'étranger, mais aussi à quitter les régions où ils vivaient traditionnellement et à s'installer ailleurs dans le pays. Ces mouvements migratoires internes se sont répétés à plusieurs reprises, ce qui a contribué à modifier la localisation des différents groupes ethniques au cours des vingt dernières années. La proportion actuelle des différentes minorités au sein de la population afghane n'est pas davantage connue avec précision. On

<sup>2</sup> Concernant cette population voir Mousavi, S. A., *The Hazaras of Afghanistan : An Historical, Cultural, Economic and Political Study*, New-York: St. Martin's Press, 1997

<sup>3</sup> Détails voir "Afghanistan" in *The Encyclopaedia of Islam*, Leiden: E.J.Brill, 1986, p. 225

<sup>4</sup> D'après P. Centlivres, La nouvelle carte ethnique de l'Afghanistan, *Les nouvelles d'Afghanistan*, n°47, avril 1990, p. 4

dispose au mieux d'estimations qui donnent une idée de l'ordre de grandeur existant entre les différents groupes ethniques. En 1990, selon les Nations unies, la répartition ethnique était la suivante : 38% de Pachtounes, 25% de Tadjiks, 19% d'Hazaras et 6% d'Ouzbeks, les autres groupes ethniques formant 12% de la population.<sup>5</sup>

Une caractéristique importante relative aux groupes ethniques de l'Afghanistan mérite d'être relevée car elle introduit un élément explicatif important dans l'analyse des retombées du conflit afghan sur la scène régionale. En effet, la répartition géographique de nombreux groupes ethniques présents en Afghanistan s'étend au-delà des frontières de ce pays. Les Pachtounes se répartissent ainsi entre l'Afghanistan et le Pakistan, de même que les Baloutches que l'on retrouve également en Iran et au Pakistan. On trouve des Tadjiks en Afghanistan mais aussi en Iran, en Chine et bien sûr au Tadjikistan. Les populations ouzbèkes se concentrent dans le nord de l'Afghanistan, le long de la frontière avec l'Ouzbékistan, de même que les Turkmènes que l'on retrouve dans l'ouest de l'Afghanistan près de la frontière du Turkménistan. Il y a également de nombreux Turkmènes en Iran. Des Kirghiz sont installés dans le nord de l'Afghanistan, l'est du Tadjikistan, en Chine et bien sûr dans la République kirghize. Le caractère transfrontalier des ethnies est un facteur favorisant l'intervention des États voisins dans les affaires afghanes. Ce n'est bien entendu pas le seul et ce facteur particulier ne joue pas non plus de manière systématique. Ainsi le Turkménistan n'a-t-il pas pris le parti des Turkmènes afghans. Au contraire, le pouvoir a ordonné en 1996 d'ouvrir le feu sur des réfugiés turkmènes qui tentaient de franchir la frontière et en aurait expulsé des milliers d'autres qui essayaient de gagner son territoire pour échapper aux persécutions en Afghanistan.<sup>6</sup> Par contre, il est clair que la question pachtoune a joué un rôle important dans la politique afghane du Pakistan. Islamabad s'est en effet fortement appuyé sur les Pachtounes pour interférer dans la politique afghane au cours des vingt dernières années. Dans le cas iranien, ce n'est pas le facteur ethnolinguistique qui a essentiellement joué en faveur de l'aide que Téhéran a prodiguée au Hezb-e Wahdat, formation politique des Hazaras dirigée par Karim Khalili, mais plutôt le facteur religieux, ces derniers étant shî'ites. Cependant, faisant preuve de pragmatisme, Téhéran a élargi son assistance aux groupes ethniques minoritaires de langue persane mais de religion sunnite (sauf les Ismaéliens shî'ites du Pamir) qui luttaient contre la domination pachtoune et son soutien pakistanais. À partir de 1993, la République islamique a ainsi aidé le parti du président Rabbani qui est d'origine tadjike (du Badakhshan) mais aussi le général Dostom qui est d'origine ouzbèke<sup>7</sup> et enfin le Front Uni (l'Alliance du nord) dès sa formation en 1996.<sup>8</sup> Ethniquement, cette dernière est composée de Tadjiks, d'Ouzbeks et d'Hazaras et, sur le plan religieux, on y trouve donc des sunnites et des shî'ites. Le Tadjikistan et l'Ouzbékistan ont pour leur part soutenu

---

<sup>5</sup> Cité in Amnesty International, *Les minorités en Afghanistan*, Londres, novembre 1999

<sup>6</sup> *RFE/RL Turkmen Report*, Exclusive Interview with Boris Shikhmuradov on Afghan Conflict, Situation in Turkmenistan, 30 novembre 2001

<sup>7</sup> Détails sur le soutien iranien aux groupes non-pachtounes in Human Rights Watch, *Afghanistan: Crisis of Impunity: The Role of Pakistan, Russia, and Iran in Fueling the Civil War*, New-York, July 2001

<sup>8</sup> Le Front Uni ou Jabha-yi Muttahid-i Islami-yi Milli barayi Nijat-i Afghanistan est composé du Jamiat-i Islami-yi Afghanistan de Burhanuddin Rabbani, du Hezb-e Wahdat e-Islami-yi Afghanistan fondé par Abdul Ali Mazari mais dont le dirigeant actuel est Karim Khalili, du Junbish-i Milli-yi Islami-yi Afghanistan du général Dostom, du Harakat-i Islami-yi Afghanistan de l'Ayatollah Muhammad Asif Muhsini et enfin du Ittihad-i Islami Bara-yi Azadi Afghanistan de Abdul Rasul Sayyaf. Détails in Human Rights Watch, *Afghanistan: Crisis of Impunity*, pp. 12-13

moralement et politiquement le Front Uni. Ils lui ont également fourni une assistance logistique. Le Tadjikistan a surtout permis à l'aide russe et iranienne d'atteindre le Front Uni en permettant son transit à travers son territoire vers le nord de l'Afghanistan. Dans le cas de l'Ouzbékistan, le facteur ethnique est plus clairement présent car Tachkent a surtout soutenu le général Dostom mais il a tout de même permis à l'aide iranienne de transiter par son territoire à destination des autres composantes du Front Uni. Face aux avancées militaires des taliban dans le nord de l'Afghanistan, Tachkent a cependant établi des contacts avec le régime de Kaboul majoritairement pachtoune. Le Turkménistan, malgré sa neutralité officielle, a surtout collaboré avec les taliban en raison du projet de gazoduc vers le Pakistan mais, avant la chute d'Hérat, il a également coopéré avec le Front Uni. La République kirghize n'a semble-t-il pas fourni d'aide militaire directe aux factions afghanes mais il soutenait politiquement le Front Uni et a également laissé transiter de l'aide.

Avant le conflit avec les Soviétiques, la complexité ethnique de l'Afghanistan était transcendée par le sentiment d'appartenance nationale à l'État afghan et le facteur d'unité religieux qu'était l'islam. Cependant, les luttes qui ont éclaté en 1992 entre factions afghanes ont pris un caractère ethnique et religieux de plus en plus marqué. On a assisté à une ethnicisation du conflit qui a conduit à de véritables massacres<sup>9</sup> voire à une épuration ethnique dans certaines régions du pays<sup>10</sup> suivie de l'installation de colons destinée à modifier la carte ethnique de la région nouvellement conquise.<sup>11</sup> Cette situation risque de laisser des traces importantes dans la société afghane pour l'avenir. La violence de la guerre civile a détruit la tradition de tolérance de l'islam afghan et brisé les relations entre groupes ethniques et à l'intérieur même de ces groupes. Selon A. Rashid, elle a divisé

les sectes islamiques et les groupes ethniques d'une manière qu'aucun Afghan ordinaire n'aurait jamais pu envisager. Les massacres commis - comme celui des Hazara de Kaboul par Massoud en 1995, des Hazara de Mazar par les taliban en 1997, puis celui des Hazaras et des Ouzbeks par les taliban en 1998- n'ont aucun précédent dans l'histoire afghane; ils ont peut-être endommagé de manière irréparable le tissu de l'âme nationale et religieuse du pays. La politique anti-chiite délibérée des taliban a discrédité l'islam et l'unité du pays que les groupes minoritaires tentent de fuir en masse. Pour la première fois dans l'histoire de l'Afghanistan, le facteur d'unité qu'est l'islam s'est transformé en une arme mortelle aux mains d'extrémistes, en force de division, de fragmentation.<sup>12</sup>

---

<sup>9</sup> La haine ethnique a été le fait de tous les camps. En mai 1997, après l'échec de la prise de Mazar i-Sharif par les taliban, des milliers de combattants taliban ont été capturés puis massacrés. Plus de 20 charniers ont été découverts près de la ville de Shibarghan, dans la province septentrionale du Jozjan. Au début de l'année 1999, après les combats acharnés à Bâmiyân, les habitants hazara restés dans la ville ont été systématiquement massacrés par les taliban.

<sup>10</sup> Human Rights Watch, *Massacres of Hazaras in Afghanistan*, New-York, février 2001 et Constable, P., Many Witnesses Report Massacre by Taliban, *Washington Post*, 19 février 2001

<sup>11</sup> Des tribus pachtounes ont été encouragées par les taliban à s'installer dans les régions qu'ils contrôlaient. Cela a été le cas à Bâmiyân.

<sup>12</sup> Rashid, A., *L'Ombre des taliban*, Paris: Autrement Frontières, 2001, p.115-16

Mais le sentiment d'appartenance ethnique n'est lui-même pas sorti indemne de la guerre civile. Au sein des ethnies mêmes sont apparues des fractures profondes.

[Des] identités territoriales et régionales ont remplacé l'identité nationale ou fondée sur des relations tribales. Les Afghans ne se désignent plus comme Afghans ou même comme Pachtounes et Tadjiks, mais comme Kandahari, Panshiri, Hérati, Kabouli (...) La fragmentation est à la fois horizontale et verticale, et elle néglige l'ethnicité pour ne retenir que les habitants d'une vallée ou d'une ville.<sup>13</sup>

Devant cette situation, la crainte d'une dislocation de l'Afghanistan ne peut pas être écartée. Étant donné le caractère transnational des ethnies en Afghanistan, un tel scénario engendrerait une onde de choc extrêmement importante qui toucherait l'ensemble des États voisins. La configuration même du système régional pourrait s'en trouver profondément bouleversée. Aucun État de la région n'a vraiment intérêt à ce qu'une situation de ce type ne se matérialise, la boîte de Pandore de l'ethnicité doit demeurer fermée.

## 2.2 La question des réfugiés afghans

Avant même le déclenchement des opérations américaines, du fait de la guerre contre l'Union soviétique puis de la guerre civile qui a déchiré le pays à partir de 1992, l'Afghanistan a connu plusieurs vagues de déplacements de population très importants. Comme le rappelait Amnesty International en 1999, les Afghans forment en fait depuis vingt ans le plus fort contingent de réfugiés du monde.<sup>14</sup> En effet, entre 1979 et 1992, environ un cinquième de la population afghane, soit six millions de personnes, se sont installés à l'étranger, dans les pays frontaliers et même beaucoup plus loin, jusqu'en Europe occidentale, aux États-Unis et en Australie.<sup>15</sup> De plus, outre des départs vers l'étranger, l'Afghanistan a connu d'importants déplacements de population à l'intérieur même du pays. Après la chute du gouvernement prosoviétique en 1992, un mouvement de retour s'était amorcé parmi les réfugiés. Un grand nombre avait choisi de rentrer chez eux, croyant la paix revenue. Le HCR a estimé qu'entre 1989, date du retrait soviétique, et 1999, plus de quatre millions d'Afghans déplacés sont ainsi rentrés au pays.<sup>16</sup> Mais un nombre substantiel de réfugiés afghans a toutefois décidé de demeurer en exil en raison de l'instabilité politique ou de son opposition aux régimes qui se sont succédé à Kaboul alors que d'autres vagues de départ, surtout au sein des minorités ethniques, s'amorçaient avec la reprise du conflit armé sur le terrain après 1992 et surtout avec l'avancée des taliban. En plus de la persistance d'une certaine instabilité due à la poursuite de la guerre civile, un autre phénomène a, ces dernières années, contribué à accroître les déplacements de population au sein du pays : la très grave sécheresse qui touche

---

<sup>13</sup> *Idem.*, p. 257

<sup>14</sup> Amnesty International, *Les réfugiés afghans: Le plus fort contingent de réfugiés du monde*, Londres, novembre 1999

<sup>15</sup> Centlivres, P., Centlivres-Demont, M., Exil et diaspora afghane en Suisse et en Europe, *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n°30, juin-décembre 2000, <http://www.ceris-sciencespo.com/publica/cemoti/textes30/centlivres.pdf> [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>16</sup> Centlivres, Centlivres-Demont, Exil et diaspora afghane ...



l'Afghanistan. Il s'agit de la pire que le pays ait connue depuis 1971.<sup>17</sup> Sur le plan régional, les deux pays frontaliers qui ont accueilli le plus grand nombre de réfugiés sont l'Iran et le Pakistan. Malgré les retours massifs de réfugiés en 1992, on dénombrait encore en décembre 2000 environ 1,5 millions de réfugiés sur le sol iranien et environ 2 millions de réfugiés sur le sol pakistanais en juin 2001.<sup>18</sup> Les républiques d'Asie centrale ont également accueilli un petit nombre de réfugiés en provenance d'Afghanistan. On en dénombrait en juin 2001, 1 500 au Turkménistan, 8 800 en Ouzbékistan et environ 15 400 au Tadjikistan. A l'intérieur même du territoire afghan, les Nations unies estimaient que le nombre de personnes déplacées atteignait avant le 11 septembre environ 1 000 000 d'individus. Ces chiffres ont été revus à la hausse dans le courant du mois d'octobre pour atteindre 1 160 000 personnes. Avec le déclenchement du conflit, l'ONU prévoyait que 2 000 000 de personnes pourraient être déplacées à l'intérieur de l'Afghanistan alors que 1 500 000 autres pourraient gagner les pays voisins.

### Personnes déplacées sur le territoire Afghan<sup>19</sup>

Régions	Nombre de personnes déplacées
Nord-Est (Faizabad)	100 000
Centre (Kaboul)	100 000
Hazarajat (Bâmiyân)	60 000
Nord (Mazar i-Sharif)	500 000
Sud (Kandahar)	200 000
Ouest (Hérat)	200 000
Total	1 160 000

Les craintes exprimées par les Nations unies au début de l'intervention américaine concernant l'afflux probable de réfugiés vers les pays frontaliers ne se sont cependant pas matérialisées. Selon les estimations des organisations internationales, environ 100 000 personnes auraient gagné le Pakistan au début du conflit. En fait, dès le début du conflit, les six États frontaliers de l'Afghanistan - Pakistan, Iran, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan, et Chine - ont bloqué l'accès à leurs frontières pour des raisons de sécurité ou en évoquant leur incapacité à accueillir davantage de réfugiés.<sup>20</sup> Washington a également demandé à Islamabad de renforcer le contrôle à ses frontières pour empêcher la fuite des militants islamistes et des taliban hors de l'Afghanistan. On se souviendra que les frontières de l'Iran, du Pakistan et du Tadjikistan avec l'Afghanistan étaient déjà fermées aux réfugiés depuis l'année dernière. Cette politique a empêché des milliers de réfugiés de quitter le pays. La grande masse des

<sup>17</sup> Sur la situation économique de l'Afghanistan et la sécheresse, voir United Nations, General Assembly, Emergency International Assistance for Peace, Normalcy and Reconstruction of War-stricken Afghanistan: Report of the Secretary-General, (A/56/687), 7 décembre 2001

<sup>18</sup> Voir la situation des réfugiés afghans en Iran in Naïm, M., A Machad, ville sainte iranienne, des dizaines de milliers de réfugiés afghans ont renoncé au retour, *Le Monde*, 5 décembre 2001 et Naïm, M., L'indispensable 'carte bleue' des Afghans en Iran, *Le Monde*, 5 décembre 2001

<sup>19</sup> Norwegian Refugee Council, Global IDPersons Project, *Afghanistan: Profile Summary*, Genève, 1<sup>er</sup> novembre 2001, <http://www.db.idpproject.org/sites/idpSurvey.nsf/wCountries/Afghanistan> [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>20</sup> Voir détails sur la situation des réfugiés dans les pays voisins avant et après le 11 septembre 2001 in Human Rights Watch, *No Safe Refuge: The Impact of the September 11 Attacks on Refugees, Asylum Seekers and Migrants in the Afghanistan Region and Worldwide*, New-York, 18 octobre 2001

personnes déplacées à l'occasion de l'intervention américaine se sont donc concentrées sur le territoire afghan et le long des frontières fermées des pays voisins.<sup>21</sup>

Selon le dernier rapport du bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA en anglais), au cours des deux derniers mois, environ 60 000 réfugiés afghans auraient regagné le pays en provenance du Pakistan ou de l'Iran.<sup>22</sup> Environ 30 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays seraient également rentrées à Kaboul. Près de 10 000 réfugiés concentrés à la frontière tadjike auraient regagné les villes du nord de l'Afghanistan. Il resterait autour de 4 000 personnes déplacées dans les îles de la rivière Piandj à la frontière du Tadjikistan.<sup>23</sup> Mais d'autres réfugiés continuent à vouloir quitter le pays en gagnant le Pakistan, en raison, semble-t-il, des difficultés économiques mais aussi des bombardements américains qui se poursuivent.<sup>24</sup> Alors que la situation sur le terrain n'est pas encore complètement stabilisée - le banditisme sévit dans certaines régions, des combattants de al-Qaïda circulent encore dans le pays et des poches de résistance des taliban subsistent - le HCR a commencé à organiser le rapatriement des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Grâce à l'aide internationale, la famine devrait être évitée cet hiver dans la majeure partie de l'Afghanistan.<sup>25</sup> Conformément à l'accord du 31 décembre 2001, le déploiement de la Force internationale d'assistance à la sécurité composée de 4 000 à 4 500 hommes, devrait commencer à sécuriser le pays et aider à l'acheminement des convois humanitaires en direction des plus démunis.<sup>26</sup>

Il faut cependant reconnaître que l'ampleur de la tâche qui attend la communauté internationale en Afghanistan est immense. Selon les estimations de la Banque mondiale, il faudra en effet 15 milliards de dollars dans les dix prochaines années pour assurer la reconstruction du pays.<sup>27</sup> Le nouveau ministre afghan de la Planification, Haji Mohammad Mohaqiq, pense pour sa part qu'il aura besoin de 45 milliards de dollars au cours des dix ans à venir.<sup>28</sup> Le redressement du pays pourrait prendre des décennies tant l'Afghanistan a souffert de destructions pendant les années de conflit. Dans le secteur de l'éducation par exemple, l'UNICEF note que seuls 40% des hommes et 10% des femmes sont alphabétisés,

---

<sup>21</sup> L'Iran a par exemple ouvert deux camps de réfugiés qui ont accueilli environ 10 000 personnes dans le *no man's land* qui le sépare de l'Afghanistan. Voir Naïm, M., L'Iran refuse d'accueillir de nouveaux réfugiés, *Le Monde*, 20 novembre 2001

<sup>22</sup> United Nations, Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, *Afghanistan: Situation Report*, n° 34, 31 décembre 2001, et United Nations, Integrated Regional Information networks, *Afghanistan: Focus on Returning Refugees*, 29 décembre 2001

<sup>23</sup> Agence France Presse, Afghan Refugees Return Home from Tajik Border, 4 janvier 2002

<sup>24</sup> Agence France Presse, Thousands of Afghan Refugees Surge toward Pakistan, 2 janvier 2002

<sup>25</sup> Agence France Presse, Food Supply in Afghanistan Now Sufficient to Avert Famine, 31 décembre 2001. Voir le cas des Hazaras in Recknagel, C., Afghanistan: International Aid Agencies Seek to Avert Famine among Hazaras (Part 1)", *RFE/RL Weekday Magazine*, 31 décembre 2001

<sup>26</sup> Le Monde, L'accord sur le déploiement de la force internationale a été signé, 1<sup>er</sup> janvier 2002

<sup>27</sup> RFE/RL Weekday Magazine, Afghanistan: World Bank Says \$15 billion Needed over 10 years, 8 janvier 2002

<sup>28</sup> Reuters, L'Afghanistan évalue ses besoins à 45 milliards de dollars, 12 janvier 2002

ce qui laisse deviner les difficultés du pays pour l'avenir.<sup>29</sup> C'est toutefois sur le plan humain que la tâche sera peut-être la plus difficile. Comme le déclarait à l'Agence France presse (AFP) un ingénieur afghan réfugié au Pakistan, "la tragédie nous poursuivra encore longtemps, même des millions de dollars ne pourront nous rendre ce que nous avons perdu".<sup>30</sup>

### 2.3 Le rôle historique des puissances extérieures

#### Les frontières de l'Afghanistan<sup>31</sup>

Pays	Frontières
Chine	76 km
Iran	936 km
Pakistan	2 430 km
Tadjikistan	1 206 km
Turkménistan	744 km
Ouzbékistan	137 km

"La position géographique de l'Afghanistan et le caractère particulier de son peuple confèrent au pays une importance politique qu'il ne faut pas sous-estimer dans les affaires d'Asie centrale", écrivait Friedrich Engels dans un texte publié en 1858.<sup>32</sup> La position géographique de l'Afghanistan, situé au "cœur de l'Asie" comme l'écrivait le poète indo-pakistanaïse Mohammad Iqbal,<sup>33</sup> et contrôlant les voies de passage vers le sous-continent indien, a en effet depuis l'Antiquité invité les puissances extérieures à intervenir dans les affaires des peuples de cet espace. Au cours de son histoire, l'Afghanistan a été traversé par tous les grands conquérants depuis Cyrus et a été administré par des Empires dont le centre de gravité politique était situé en Perse, en Inde ou dans les steppes de l'Asie centrale. L'espace afghan a successivement appartenu à l'Empire perse achéménide, à Alexandre de Macédoine, aux Grecs Séleucides, à l'Empire indien Maurya, aux Scythes, aux Parthes, à l'Empire kushan, aux Hun Hephtalites, aux Sassanides, aux Arabes, aux Samanides, aux Turcs, aux Ghaznévides, aux Ghurides, aux Khwarazam Shah, aux Mongols, à Tamerlan, aux Timourides, avant de devenir le témoin des disputes entre Safavides d'Iran et Moghols de l'Inde pendant deux siècles. Au début du XVIIIème siècle, les Pachtoune d'origine locale montent en puissance et font la conquête de l'Iran avant d'être chassés du pouvoir par Nadir Shah. A la mort de celui-ci, survenue en 1747, un capitaine de la garde personnelle d'origine Pachtoune, Ahmad Shah, se fait élire souverain à Kandahar et jette les bases de la nouvelle dynastie Durrani. Pendant son règne, il mène des raids en Inde et son empire qui s'étend sur une partie de l'Iran (Mashad et Nishapour) actuel et englobe le territoire du Pakistan

<sup>29</sup> Pathman, S., Afghan Education Challenge, *IWPR's Reporting Central Asia*, n° 95, 19 décembre 2001

<sup>30</sup> Agence France Presse, Après 20 ans de guerre, l'Afghanistan est en ruines, 26 novembre 2001

<sup>31</sup> "Afghanistan" in United States, Central Intelligence Agency, *The World Factbook 2001*, Washington, 1<sup>er</sup> janvier 2001

<sup>32</sup> *Le Monde*, L'Afghanistan vu par Engels, 30 décembre 2001

<sup>33</sup> Rashid, *L'Ombre des taliban*, p. 23

contemporain, touche désormais à l'Amou-Daria au nord.<sup>34</sup> Les Durrani vont présider aux destinées de l'Afghanistan jusqu'à la période contemporaine puisqu'ils sont chassés du pouvoir en 1973. Mais le pouvoir des Durrani n'empêche pas les puissances régionales de s'intéresser à l'Afghanistan. Dès 1809, inquiets des menées de Napoléon qui avait envoyé le général Gardanne en Perse, dans l'espoir d'amener le Shah (Fath Ali) à envahir l'Inde, les Anglais concluent un traité d'alliance avec le descendant d'Ahmad Shah, Shah Shudja.<sup>35</sup> Si l'Afghanistan rencontre des difficultés avec ses voisins Perses (attaque d'Hérat) et Sikhs (prise de Peshawar), c'est désormais la rivalité anglo-russe qui va devenir le facteur d'intervention principal des puissances étrangères en Afghanistan. Ainsi, en 1838, les Persans, avec l'aide et les conseils de la Russie, assiègent Hérat, clé de l'Afghanistan et de l'Inde. Londres réagit en dépêchant une armée malgré la levée du siège d'Hérat par la Perse. Remarquons qu'en 1856 Nasser e-din Shah prendra la ville d'Hérat mais un débarquement britannique sur les rives du golfe Persique le contraindra toutefois à renoncer à sa conquête.

Pour les Britanniques, la première guerre afghane qui débute donc en 1838 va se solder par un échec retentissant et la perte de la quasi-totalité de son corps expéditionnaire. En fait, la politique d'ingérence de Londres en Afghanistan, provoquée par sa crainte des visées de la Russie sur l'Inde,<sup>36</sup> va lui coûter deux guerres : celle de 1838-1842 et une autre en 1878-1880.<sup>37</sup> Londres sera amené à intervenir une troisième fois sur le sol afghan au moment de la proclamation de l'indépendance du pays en 1919 par le roi Amanullah.<sup>38</sup> La guerre sera cependant de courte durée. Le traité de Rawalpindi (août 1919) reconnaît l'indépendance du pays.<sup>39</sup> Un autre voisin s'intéresse également à l'Afghanistan : l'URSS. Dès 1917, Moscou tente d'établir des relations avec son voisin. En mai 1921, la Russie bolchévique signe avec Kaboul un traité d'amitié - le premier traité conclu par l'Afghanistan indépendant - et en 1936 un accord de commerce est également signé entre les deux États.<sup>40</sup> L'intérêt des Soviétiques pour l'Afghanistan ne laisse pas indifférents les États voisins qui craignent

---

<sup>34</sup> Détails sur l'histoire de l'Afghanistan in Dupree, L., *Afghanistan*, Princeton: Princeton University Press, 1973

<sup>35</sup> Voir Elphinstone, M., *An Account of the Kingdom of Caubul, and Its Dependencies, in Persia, Tartary, and India : A view of the Afghan Nation, and History of the Dooraunee Monarchy*, Londres: R. Bentley, 1839

<sup>36</sup> Sur le "grand jeu" anglo-russe : Gillard, D., *The Struggle for Asia, 1828-1914 : A Study in British and Russian Imperialism*, Londres: Methuen, 1977; et Hopkirk, P., *The Great Game : On Secret Service in High Asia*, Londres: Murray, 1997

<sup>37</sup> Norris, J. A., *The First Afghan War, 1838-1842*, Cambridge: Cambridge University Press, 1967; Fraser-Tytler, W. K., *Afghanistan: A Study of Political Developments in Central and Southern Asia*, 3 éd., rév. par M. C. Gillett, Londres; New-York: Oxford University Press, 1967; Heathcote, T. A., *The Afghan Wars, 1839-1919*, Londres: Osprey, 1980; Robson, B., *The Road to Kabul : The Second Afghan War, 1878-1881*, Londres; New-York: Arms and Armour Press, 1986; Waller, J. H., *Beyond the Khyber Pass : The Road to British Disaster in the First Afghan War*, New-York: Random House, 1990

<sup>38</sup> Sur cette période voir Poullada, L. B., *Reform and Rebellion in Afghanistan, 1919-1929: King Amanullah's Failure to Modernize a Tribal society*, Ithaca: Cornell University Press, 1973

<sup>39</sup> Stewart, R.T., *Fire in Afghanistan, 1914-1929: Faith, Hope, and the British Empire*, Garden City NY: Doubleday, 1973

<sup>40</sup> Kapur, H., *Soviet Russia and Asia, 1917 - 1927 : A Study of Soviet Policy towards Turkey, Iran and Afghanistan*, Genève: M. Joseph, 1966 et Adamec, L. W., *Afghanistan, 1900-1923: A Diplomatic History*, Berkeley: University of California Press, 1967

l'influence de Moscou sur Kaboul. Londres surtout se méfie des visées soviétiques. L'Afghanistan adhère à la Société des Nations en 1934. En 1937, Kaboul conclut le Traité de Saadabad avec l'Iran, l'Irak et la Turquie, ce qui renforce ses relations avec les États musulmans de la région. Après la Seconde Guerre mondiale, les relations entre Kaboul et son voisin pakistanais devenu indépendant en 1947 sont troublées par la question de la frontière qui sépare les tribus pachtounes. Le tracé de la frontière du Pakistan et de l'Afghanistan, qui s'étend du nord du Baloutchistan jusqu'au flanc sud du Wakhan, avait été défini par le Traité de la Ligne Durand, signé le 12 novembre 1893 entre Abdul Rahman Khan, l'Émir de Kaboul, et Sir Henry Mortimer Durand, le secrétaire des Affaires Étrangères du gouvernement britannique de l'Inde. Ce traité a intégré de vastes territoires habités par les tribus pachtounes à l'Empire des Indes. En juillet 1947, l'Angleterre a organisé un référendum proposant aux populations d'intégrer soit l'Inde soit le Pakistan. Devant ce choix, les tribus Pachtounes ont opté pour le Pakistan. Depuis, leur désir de changer de statut s'est peu manifesté.<sup>41</sup> Kaboul, par contre, a du mal à reconnaître cet état de fait. Les tensions entre les deux États après 1947 vont conduire l'Afghanistan à rechercher l'appui de Moscou. En juin 1950, l'URSS et l'Afghanistan signent un nouveau traité de commerce. Sous la direction de Mohammad Daoud, premier Ministre de 1953 à 1963, les relations entre Kaboul et Islamabad restent tendues alors que parallèlement l'Afghanistan se rapproche de l'URSS (nouveau traité de commerce et visite de Nicolas Boulganine et Nikita Khrouchtchev à Kaboul en 1955). Malgré son refus d'adhérer au Pacte de Bagdad, l'Afghanistan continue à entretenir des relations avec Washington tout en recevant de l'aide militaire soviétique. Jusqu'à la fin du ministère Daoud en 1963, les relations avec le Pakistan demeurent tendues. Paradoxalement, les relations entre l'URSS et l'Afghanistan se détériorent sous la présidence de Daoud qui a renversé son cousin Zaher Shah en 1973. A partir de 1974, le président Daoud tente de prendre ses distances vis-à-vis de Moscou et se rapproche de l'Iran et des États du golfe Persique pour obtenir de l'aide économique. Sous l'impulsion de l'Iran et de l'Arabie saoudite, les relations de l'Afghanistan avec le Pakistan se détendent progressivement. Ali Bhutto se rend ainsi en visite officielle à Kaboul en 1975 et Daoud lui rend la politesse en 1976. Parallèlement à ce rapprochement avec ses voisins musulmans, les relations avec l'URSS se détériorent rapidement. Le 27 avril 1978, Daoud est renversé par un coup d'État mené par les communistes afghans. Mais les différentes factions au sein du mouvement communiste se déchirent. À l'intérieur de la faction Khalq, Nur Muhammad Taraki s'oppose à Hafizullah Amin. À cette opposition interne au Khalq, il faut ajouter sa rivalité avec la faction Parcham, dirigée par Babrak Karmal. Après le meurtre de Nur Muhammad Taraki, Hafizullah Amin rencontre des représentants américains en octobre 1979, ce qui inquiète Moscou et va précipiter son intervention militaire directe en Afghanistan.<sup>42</sup> Avant même l'invasion du pays par l'Armée rouge le 25 décembre 1979, les puissances régionales (Pakistan, Iran, Chine) mais aussi la super-puissance américaine et ses alliés (OTAN, Arabie saoudite) vont s'impliquer sur le sol afghan en soutenant la résistance des moudjahidins qui s'est rapidement organisée.<sup>43</sup> En fait, comme le reconnaîtra Z. Brzezinski,

---

<sup>41</sup> Voir les remarques sur le National Awami Party in Jaffrelot, C., *Le Pakistan au cœur des tensions ethniques et de clivages régionaux* in C. Jaffrelot (éd), *Le Pakistan, carrefour de tensions régionales*, Bruxelles, Editions complexe, 1999, pp. 22 et sv.

<sup>42</sup> Voir le dossier spécial New Evidence on Soviet Intervention in Afghanistan in New East-bloc Evidence on the Cold War in the Third World and the Collapse of Detente in the 1970s, *Cold War International History Project Bulletin*, n° 8-9, Winter 1996-1997, pp. 128-84

<sup>43</sup> Voir Report by Soviet Defense Minister Ustinov to CPSU CC on 'Foreign Interference' in Afghanistan, 2 October 1980 in New East-bloc Evidence on the Cold War..., pp. 176-7

en 1998, “*We didn’t push the Russians to intervene [in Afghanistan], but we consciously increased the probability that they would do so. This secret operation was an excellent idea. Its effect was to draw the Russians into the Afghan trap. You want me to regret that?*”<sup>44</sup>

Une fois encore, l’Afghanistan devient l’objet de rivalités qui le dépassent. Par Afghanistan interposé, ce sont les deux super-puissances de la planète qui s’affrontent. A la suite de dix ans de guerre meurtrière et d’interventions étrangères, le retrait des Soviétiques ne va pas améliorer la situation du pays. Les différentes factions afghanes se déchirent entre elles après le départ des troupes de Moscou et les puissances régionales continuent à intervenir dans les affaires de l’Afghanistan. C’est ce que dénonçait le Secrétaire général des Nations unies dans un rapport à l’Assemblée générale de novembre 1998 :

L’Afghanistan, après avoir été l’un des catalyseurs des rivalités entre super-puissances, est maintenant devenu le théâtre d’une nouvelle version, purement régionale, du ‘grand jeu’, dans lequel interviennent les intérêts intérieurs, les enjeux économiques et les préoccupations liées à la sécurité nationale des pays voisins et de ceux qui les encouragent. Le pays se trouve maintenant dans un cercle vicieux : le fait que les factions afghanes sont incapables de s’entendre aux fins d’un règlement politique est à la fois la cause et l’effet de l’ingérence persistante d’éléments extérieurs dans les affaires de l’Afghanistan.<sup>45</sup>

À la suite des attentats du 11 septembre, l’intervention américaine en Afghanistan qui a débuté le 7 octobre 2001 est-elle appelée à mettre un terme à ce “grand jeu” régional dont parlait le Secrétaire général des Nations unies ? Ou au contraire, risque-t-elle de le relancer ? Les réactions des voisins de l’Afghanistan aux attentats du 11 septembre 2001 offrent quelques indices pour répondre à cette question. Nous allons à présent les passer en revue.

### **3 Le Pakistan : un acteur incontournable**

Le Pakistan n’est pas un pays voisin comme les autres pour l’Afghanistan. Cette particularité ne s’explique pas uniquement par la prise en compte des considérations géographiques. Certes, l’État afghan possède les frontières les plus longues (environ 2 430 km) avec ce pays et le territoire pakistanais offre un accès à la mer relativement proche, mais le particularisme des relations afghano-pakistantaises se justifie aussi, comme nous l’avons vu, par des considérations historiques. L’Afghanistan a été le seul État ayant voté à l’ONU contre l’adhésion du Pakistan. Ce vote s’explique par les revendications de Kaboul sur le territoire pachtoune de l’ex-empire des Indes qui, après la partition, est passé sous contrôle de son nouveau voisin. De ce fait, les relations entre les deux pays voisins ont été longtemps très tendues. Ce n’est qu’après 1963, lorsque Zaher Shah démet son cousin Daoud, premier ministre et défenseur de la cause du “Pachtounistan”, que les rapports entre les pays se détendent progressivement. Le roi Zaher Shah se rend par exemple en visite officielle à Islamabad en 1968. Avec le retour de Daoud en 1973, cette fois en tant que président de la nouvelle République d’Afghanistan, la question du “Pachtounistan” ressurgit mais les pressions de l’Iran et de l’Arabie saoudite conduisent Kaboul à normaliser ses relations avec Islamabad. L’arrivée des communistes afghans au pouvoir ravive toutefois la question. Taraki

---

<sup>44</sup> Zbigniew Brzezinski cité in Popham, P., Taliban Is a ‘Monster Hatched by the US’, *The Independent* [Londres], 17 septembre 2001

<sup>45</sup> Cité in Amnesty International, *Les minorités en Afghanistan*

puis Amin instrumentalisent la revendication sur le “Pachtounistan” pour légitimer un pouvoir qu’ils savent faible. A la veille de l’invasion soviétique, cette question demeure donc le principal contentieux entre Islamabad et Kaboul. Lorsqu’en décembre 1979, l’année où la révolution islamique triomphe en Iran, les forces armées soviétiques pénètrent en Afghanistan, une opportunité nouvelle s’offre donc au Pakistan.<sup>46</sup> Désormais ce pays va devenir le point de passage obligé du soutien international à la résistance afghane. Islamabad prend conscience des avantages stratégiques qu’il peut tirer de sa situation et s’implique avec tous les moyens dont il dispose pour devenir un acteur incontournable sur la scène politique afghane. Entre 1979 et 1989, outre l’objectif principal qui est d’obtenir le retrait des Soviétiques, la stratégie d’Islamabad a également visé à créer les conditions nécessaires pour qu’un régime allié s’établisse à Kaboul une fois la guerre terminée. La mise en place d’un tel régime en Afghanistan était censée éliminer l’influence soviétique mais aussi indienne dans son voisinage, et permettre au Pakistan d’écarter toute menace sur son intégrité territoriale en provenance de Kaboul (problème du Pachtounistan). Grâce à son contrôle de Kaboul, Islamabad espérait obtenir une “profondeur stratégique”, c’est-à-dire une sorte d’*hinterland* où il pourrait se replier en cas d’attaque de l’Inde. La création d’un État satellite en Afghanistan assurait également la sécurité d’Islamabad en écartant le risque d’une alliance de revers entre New Delhi et Kaboul en cas de conflit. Enfin, il s’agissait d’un premier pas vers la réalisation de la vocation panislamique du Pakistan en Asie, vocation imaginée par le général Zia ul-Haq. Comme ce dernier l’avait déclaré en juin 1988,

en aidant [les États-Unis] en Afghanistan, nous avons gagné le droit d’avoir à Kaboul un régime de notre choix. Nous avons pris des risques en assumant notre rôle, et nous ne permettrons pas que la situation régionale revienne à ce qu’elle était auparavant, avec une influence indienne et soviétique et des revendications sur notre territoire. Ce sera un véritable État islamique, une véritable confédération islamique, une partie de la renaissance panislamique qui gagnera un jour, vous verrez, les musulmans de l’Union soviétique. Il n’y aura plus de passeports entre le Pakistan et l’Afghanistan. Qui sait, peut-être un jour le Tadjikistan et l’Ouzbékistan se joindront-ils à nous, et, pourquoi pas, l’Iran et la Turquie.<sup>47</sup>

Pour atteindre ses objectifs stratégiques, Islamabad, avec l’approbation de Washington et le financement du Royaume saoudien, a systématiquement soutenu les groupes afghans les plus radicaux et les mieux disposés à son égard. C’est grâce aux fournitures militaires assurées par la CIA et les services secrets pakistanais (l’Inter Services Intelligence - ISI) que les islamistes sont devenus le moteur de la lutte contre les Soviétiques.<sup>48</sup> Pendant la durée de la guerre contre l’URSS, les moudjahidins afghans ont également été “parrainés” par les partis islamistes du pays, notamment la principale formation fondamentaliste du Pakistan, le

---

<sup>46</sup> Grare, F., *Le Pakistan face à l’Asie centrale : l’Affaire afghane et la ‘nationalisation’ de l’Islam*, PSIS Occasional Paper, n°1, Genève: Institut universitaire de hautes études internationales, 1995, p. 22

<sup>47</sup> Zia ul-Haq cité in Harrison, S.S., Les liaisons douteuses du Pakistan, *Le Monde diplomatique*, octobre 2001, pp. 22-3

<sup>48</sup> Rashid, *L’Ombre des taliban*, p. 119

Jama'at-i Islami.<sup>49</sup> Ces partis ont profité du contexte de guerre en Afghanistan pour tenter d'accroître leur influence dans la société pakistanaise mais aussi au sein de l'appareil d'État. Durant les années de dictature du général Zia, sous son impulsion mais aussi sous l'influence de la guerre en Afghanistan et de la révolution iranienne, le phénomène "djihad" s'est également développé au Pakistan.<sup>50</sup> Cette période a donc généré des effets aujourd'hui encore visibles sur la scène politique pakistanaise. Même s'il ne faut pas en exagérer la force, il existe à l'heure actuelle des formations islamistes actives au Pakistan.<sup>51</sup>

Pour en revenir à la stratégie afghane d'Islamabad, de manière générale, elle a misé sur les groupes pachtounes<sup>52</sup> - principalement sur les Ghalzays<sup>53</sup> - au détriment des autres groupes ethniques minoritaires, car, d'une part la population du Pakistan compte environ 20 millions de Pachtounes - soit plus qu'en Afghanistan - sur une population totale estimée à 150 millions d'habitants et, de l'autre, ce sont historiquement les Pachtounes qui ont dirigé l'État afghan depuis trois siècles. En les soutenant, le Pakistan pensait écarter la menace des revendications afghanes dans la question du "Pachtounistan". Enfin, dernier facteur, les Pachtounes sont sur-représentés dans l'armée pakistanaise puisqu'ils forment environ 20% de ses effectifs. Cette présence a favorisé les contacts avec les groupes pachtounes de la résistance afghane et influencé les décisions des militaires pakistanais en leur faveur.

Après le départ des Soviétiques, le Pakistan va tenter de conserver la situation privilégiée qu'il a acquise dans les affaires de l'Afghanistan en devenant le principal intervenant étranger dans les luttes inter-afghanes qui s'amplifient après 1989. Pendant la guerre contre Moscou et après le départ des Soviétiques, Islamabad et le Jama'at-i Islami avaient favorisé le Hezb-i-Islami dirigé par Gulbuddin Hekmatyar, un Pachtoune kharruti de la tribu des Ghalzays, originaire de la province de Baghlan dans le nord-est de l'Afghanistan. Mais devant l'incapacité d'Hekmatyar à imposer son pouvoir sur le terrain et l'effondrement de son mouvement après 1992, Islamabad va chercher un nouveau relais apte à concrétiser ses options politiques. Dès 1994, le Pakistan se tourne vers les taliban - pour la plupart d'origine

---

<sup>49</sup> Sur ce parti, voir Grare, F., *Political Islam in the Indian Subcontinent: The Jama'at-i Islami*, New Delhi: CSH-Manohar, 2001 et Nasr, S.V.R., *The Vanguard of the Islamic Revolution: The Jama'at-i Islami of Pakistan*, Berkeley: University of California Press, 1994

<sup>50</sup> Ehsan Ahrari donne la définition suivante de ce phénomène. Il s'agit de l'émergence de groupes radicaux "that emphasize the primacy of jihad in the very strict meaning of holy war to bring about political and social changes both within and outside Pakistan". D'après Ahrari, M.E., *Jihadi Groups, Nuclear Pakistan and the New Great Game*, Carlisle PA: Strategic Studies Institute, août 2001, p. 3

<sup>51</sup> Blom, A., "Les partis islamistes à la recherche d'un second souffle", in Jaffrelot (éd.) pp. 99-115

<sup>52</sup> Parmi les sept partis reconnus par Islamabad comme représentants de la résistance afghane, six avaient en fait une base ethnique essentiellement pachtoune. Voir détails in Grare, *Le Pakistan face à l'Asie centrale*, pp. 38 et sv.

<sup>53</sup> Les Pachtounes sont historiquement divisés en deux tribus principales, les Ghalzays et les Durrans. Les Pachtounes se considèrent comme les descendants de Qais, un des compagnons du Prophète Mahomet. Les Ghalzays se disent descendants du fils cadet de Qais et les Durrans de son fils aîné, Sarbanar. Ces deux groupes sont traditionnellement en compétition. Le groupe pachtoune des Durrans (dont est issu l'ancien roi de l'Afghanistan Zahir Shah) a dirigé l'Afghanistan moderne du XVIIIème siècle à 1973 sauf pendant neuf mois en 1929. Ils se divisent en deux branches principales, les Zirak et les Panjpi. La branche Zirak est dominée par les Popalzai dont est originaire Hamid Karzai. Généralement, les Pakistanais se méfient surtout des Durrans considérés comme moins favorables à Islamabad. D'après Rashid, A., *L'Ombre des taliban*, passim et Y. Effendi, Afghan pre-Loya Jirga Complexities, *The Dawn*, 14 décembre 2001



pachtoune - qui ont fait leur apparition sur la scène politique afghane. Parallèlement, l'influence du Jama'at-i Islami diminue au profit de celle du Jama'at-i Ulama i-Islam (JUI) qui entretient des relations étroites avec le mouvement taliban. Ce dernier, composé d'étudiants des écoles islamiques (madrassas) établies dans les camps de réfugiés au Pakistan, prétend ramener la paix en Afghanistan en mettant fin à la guerre civile. Sur le plan idéologique, l'islam des taliban rompt avec le soufisme, connu pour sa tolérance à l'égard de la diversité religieuse et traditionnellement très présent en Afghanistan.<sup>54</sup> L'idéologie des taliban trouve sa source dans une interprétation extrême de l'islam de l'école déobandi, un mouvement réformateur apparu en Inde à l'époque coloniale et qui se proposait de régénérer la société musulmane sunnite en adaptant les textes islamiques classiques aux réalités contemporaines.<sup>55</sup> Contrairement à l'Afghanistan, les écoles déobandi se sont développées rapidement au Pakistan après la partition de l'Inde. Les déobandis y ont créé le Jama'at-i Ulama i-Islam (JUI) dont l'influence a surtout grandi dans les années 90. Ce parti n'a pas joué de rôle direct dans la guerre d'Afghanistan contre l'URSS mais il a profité du conflit pour établir des centaines d'écoles le long de la "ceinture pachtoune pakistanaise", dans la Province de la frontière nord-ouest et au Baloutchistan. Ces écoles, véritables centres de formation pour les taliban,<sup>56</sup> ont été financées par des fonds saoudiens et le wahhabisme<sup>57</sup> venu d'Arabie saoudite a progressivement pénétré leur idéologie.

A partir de 1991, l'effondrement de l'URSS a offert au Pakistan de nouvelles possibilités dans les ex-républiques musulmanes de l'Union Soviétique<sup>58</sup>. Sur le plan économique, Islamabad pensait devenir la voie d'accès privilégiée de l'Asie centrale vers l'Océan indien. Un retour à la stabilité en Afghanistan devait lui permettre d'ouvrir un corridor d'accès aux nouvelles républiques d'Asie centrale et à leurs ressources pétrolières et gazières.<sup>59</sup> À la fin de l'année 1994, grâce au soutien d'Islamabad, les taliban ont commencé leur conquête progressive du territoire afghan.<sup>60</sup> Outre l'ouverture de l'Asie centrale à son influence, en soutenant le mouvement des taliban, le Pakistan a poursuivi ses visées stratégiques traditionnelles : stabilisation de l'Afghanistan et établissement d'un gouvernement allié à

---

<sup>54</sup> Les deux ordres soufi principaux de l'Afghanistan sont la Naqshbandiya et la Qadiriya. Les soufis ont été persécutés par le régime des taliban. Sur l'islam et le soufisme en Afghanistan voir Westerlund, D. et Ingvar Svanberg (éd.), *Islam Outside the Arab World*, Richmond: Curzon, 1999 et Wieland, A., *Islamische Mystik in Afghanistan : die strukturelle Einbindung der Sufik in die Gesellschaft*, Stuttgart: F. Steiner, 1998

<sup>55</sup> Metcalf, B. D., *Islamic Revival in British India : Deoband, 1860-1900*, Princeton: Princeton University Press, 1982

<sup>56</sup> En 1999, au moins huit des ministres du gouvernement taliban avaient été formés à l'école Dar ul-Ulum Haqqania du Maulana Samiul Haq, le dirigeant d'une faction séparatiste du JUI. Des dizaines d'autres "cadres" taliban auraient également été formés dans cette école. Pendant le règne des taliban, Samiul Haq était, semble-t-il, en contact permanent avec le mollah Omar, ce qui montre les liens étroits qui existent entre taliban et partis radicaux pakistanaïes. Voir Rashid, *L'Ombre des taliban*, p. 124 et 126

<sup>57</sup> Il s'agit d'un mouvement musulman puritain et rigoriste fondé par Mohammad Ibn'Abd al-Wahhab (1703-1792) en Arabie. Son alliance avec la tribu des Saoud aboutit à la naissance de l'Arabie saoudite. Voir Agence France Presse, Le wahhabisme : une doctrine rigoriste de l'islam qui a inspiré les taliban, 24 septembre 2001

<sup>58</sup> Grare, F., Désillusions centre-asiatiques, déconvenues afghanes in Jaffrelet (éd), pp. 53-70

<sup>59</sup> Sur les projets de Bridas et Unocal/Delta Oil entre le Turkménistan et le Pakistan via l'Afghanistan voir Rashid, *L'Ombre des taliban*, pp. 201 et sv.

<sup>60</sup> Détails dans Rashid, *L'Ombre des taliban*, pp. 37-111

Kaboul, censé écarter toute menace sur son intégrité territoriale et lui offrir la “profondeur stratégique” qu’il recherche face à l’Inde rivale dont le territoire est sept fois supérieur au sien. C’est du moins le calcul des stratèges pakistanais, calcul que certains observateurs ont estimé totalement erroné. Ahmad Eqbal écrivait dès 1998 à la suite à la prise de Mazar i-Sharif par les taliban avec le soutien d’Islamabad qu’*“in military thought [‘strategic depth’] is a non-concept unless one is referring to a hard-to-reach place where a defeated army might safely cocoon. Yet far from improving the tenuous notion of ‘strategic depth’, the Taliban’s victory is likely to augment Pakistan’s political and strategic predicament.”*<sup>61</sup> L’auteur montre que loin de renforcer la sécurité du Pakistan, le soutien massif accordé aux taliban a conduit à son isolement sur la scène régionale. Ses relations avec l’Iran se sont dégradées. Les États de l’Asie centrale tout comme la Russie se méfient des visées pakistanaises. Même le vieil allié chinois considérait les taliban comme une menace pour le Xinjiang, sa province turcophone de l’extrême-ouest du pays.<sup>62</sup> Face au soutien pakistanais aux taliban, les autres États de la région ont accru leur assistance aux groupes anti-taliban, précipitant ainsi la spirale de l’ingérence dans le conflit afghan. Mais l’analyse d’Eqbal n’est pas entendue à Islamabad qui lie de manière croissante sa politique afghane au conflit du Cachemire. Les taliban permettent en effet aux militants cachemiris ou pakistanais de s’entraîner sur le territoire afghan avant d’aller combattre les forces indiennes au Cachemire.<sup>63</sup> Ce facteur cachemiri explique en partie le soutien fidèle d’Islamabad au régime de Kaboul jusqu’au 11 septembre 2001.

En ce qui concerne les ambitions pakistanaises en Asie centrale, dès 1998, étant donné l’image négative des taliban dans l’opinion publique internationale - la pression des féministes américaines sur Unocal rendent ainsi difficile sa collaboration avec les taliban - il est devenu clair qu’aucune société pétrolière sérieuse n’allait investir dans la réalisation de projets de gazoducs et d’oléoducs traversant le territoire afghan et ce d’autant que la guerre se poursuivait avec les forces de l’Alliance du nord. Malgré l’échec de ses visées en Asie centrale, le Pakistan a continué jusqu’à l’été 2001 à fournir en armement et aussi en volontaires, le régime des taliban et ce malgré l’embargo décrété par les Nations unies en hiver 2001-2002.<sup>64</sup> À la veille des événements de septembre 2001, le Pakistan était donc très impliqué en Afghanistan malgré son isolement international croissant. Les risques internes grandissants que son soutien aux taliban lui faisait courir, étaient également négligés. En effet, les orientations de la politique pakistanaise ont entraîné des répercussions sur son sol et

<sup>61</sup> Eqbal, A., A Mirage Mis-named Strategic Depth, *Al-Ahram Weekly On-line*, Issue n°392, 27 août-2 septembre 1998, <http://www.ahram.org.eg/weekly/1998/392/foc12.htm> [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>62</sup> Ahrari, Jihadi Groups..., p. 31

<sup>63</sup> Le général Aziz, qui a dirigé toutes les activités des services de renseignement pakistanais avant et après la guerre d’Afghanistan, a mis en place des camps d’entraînement de chaque côté de la frontière entre l’Afghanistan et le Pakistan pour deux organisations islamistes. La plus importante, le Lashkar-e-Taiba, est composée de Pakistanais, mais aussi d’Afghans. L’autre, le Harakat-ul-Ansar, est principalement formé de Pakistanais et de Cachemiris mais aussi d’Afghans et de vétérans arabes de la guerre d’Afghanistan. Il a notamment détourné vers Kandahar en janvier 2000 un avion des lignes régulières indiennes. Il est considéré comme un “groupe terroriste” par Washington depuis 1997. Sur ce dernier point voir Rajeswari, P.R., U.S. Policy on Terrorism - Case of Harkat-ul-Ansar, *Strategic Analysis*, vol. 22, n° 7, octobre 1998, pp. 1055-66

<sup>64</sup> Détails in Human Rights Watch, *Afghanistan: Crisis of Impunity*. Le 19 décembre 2000, le Conseil de sécurité de l’ONU a adopté la résolution 1333 (S/RES/1333) qui renforçait l’embargo sur les armes à destinations des taliban (résolution 1267, octobre 1999 – S/RES/1267) et interdisait les voyages des officiels taliban ayant rang de ministres en dehors de l’Afghanistan

dans la société civile. Le spectre d'une "talibanisation" de certaines régions du Pakistan était ainsi évoqué. Si certains militaires pakistanais avaient tablé sur une reconnaissance de la ligne Durand et un contrôle du nationalisme pachtoune par les taliban, c'est en fait l'inverse qui s'est produit. Non seulement Kaboul n'a pas reconnu cette ligne mais, en outre, le nationalisme pachtoune a été encouragé par les taliban qui ont aussi propagé leur vision de l'islam parmi les Pachtoune du côté pakistanais de la frontière. En outre, d'autres groupes ethniques pakistanais ont été mis en contact avec les taliban et leur idéologie, du fait de leur passage en Afghanistan dans le cadre de la lutte contre l'Alliance du nord. Une analyse portant sur 110 Pakistanais capturés par les troupes du commandant Massoud révèle que seulement 33 d'entre eux étaient Pachtoune.<sup>65</sup> Parmi les prisonniers d'origine pakistanaise, 28 étaient Punjabis, 17 ont été rangés dans le groupe des locuteurs Urdu, 15 étaient Sindis et 11 Baloutches. Cela signifie que l'influence des taliban ne s'est pas limitée au seul groupe pachtoune mais qu'elle a essaimé dans les autres groupes ethniques du Pakistan, notamment par le biais de la collaboration avec les mouvements radicaux pakistanais engagés dans la lutte au Cachemire. La même étude constate en effet que 39% des prisonniers capturés par l'Alliance du nord ont admis appartenir au mouvement Harakat-ul-Ansar ou Harakat-ul-Mujahideen actifs au Cachemire. D'autres partis politiques pakistanais, comme Jamiat-e Ulema, Islami Mahaz, Jamaat-e Tablighi, le Mouvement Mohajir Qawmi et la Ligue musulmane pakistanaise, étaient également représentés parmi les prisonniers. Outre l'aide gouvernementale que les taliban recevaient d'Islamabad, ils étaient également soutenus par la mafia des transporteurs routiers et par des entreprises privées pakistanaises. Ces quelques éléments démontrent l'étendue du soutien dont les taliban jouissaient au Pakistan avant le 11 septembre 2001.

Avec l'effondrement des tours du World Trade Center le 11 septembre 2001, c'est toute la stratégie pakistanaise en Afghanistan qui s'est trouvée remise en cause. Face au désastre et devant la détermination américaine, le général Musharraf, au pouvoir depuis le coup d'État du 12 octobre 1999, a choisi de s'aligner sur les positions de Washington.<sup>66</sup> Ce choix était difficile et non sans risque, étant donné le soutien dont jouissaient les taliban au Pakistan. Aussi, pour assurer son contrôle sur l'armée, base de son autorité dans l'État pakistanais, le président Musharraf a limogé trois généraux (dont Mahmoud Ahmad, chef actuel de l'ISI) considérés comme proches des islamistes. Pour éviter l'agitation des groupes radicaux, le président pakistanais a également mis en résidence surveillée leurs principaux dirigeants. Ainsi Fazlur Rehman, le chef du Jamaat Ulema-e-Islam, Sami Ul-Haq, dirigeant du Jamiat-Islami, directeur de la madrasa Al Haqqania connue pour avoir formé une grande partie des dirigeants taliban et Azam Tariq, chef du Sipah-i-Sahaba Pakistan, ont été arrêtés. Le responsable d'un groupuscule extrémiste, Sufi Mohammed, qui est aussi l'un des chefs tribaux du nord pakistanais, a pour sa part été condamné à trois ans de prison pour avoir combattu auprès des taliban après le début des frappes américaines. Le Pakistan a également adopté une politique ferme à l'égard des manifestations anti-américaines organisées par les formations islamistes du pays. Parallèlement à ces premières mesures internes, Islamabad a soutenu l'idée d'inclure un certain nombre de "taliban modérés" dans le futur gouvernement afghan, ce qu'a rejeté New Delhi mais aussi la Russie et l'Iran. Lors de la visite de Colin Powell à Islamabad, le 16 octobre 2001, le président pakistanais Pervez Musharraf a ainsi indiqué que "l'extrémisme n'est pas le fait de chaque taliban [...] Je ne veux pas rentrer dans

---

<sup>65</sup> Sirrs, J., The Taliban's International Ambitions, *The Middle East Quarterly*, Summer 2001

<sup>66</sup> Rashid, A., Pakistan Faces Stark Choices to End Diplomatic Isolation, *Eurasia Insight*, 17 septembre 2001

les détails de qui sont les modérés, mais nous savons avec certitude qu'il y a de nombreux modérés chez les taliban".<sup>67</sup> Islamabad a donc tenté de conserver un rôle prépondérant dans les affaires de l'Afghanistan de l'après-taliban en essayant d'éviter que les Pachtounes ne soient marginalisés au profit de l'Alliance du nord dans le futur gouvernement afghan. Mais devant les difficultés à trouver des "taliban modérés" acceptables pour la communauté internationale, le Pakistan a été amené à reconnaître l'Alliance du nord qu'il avait pourtant combattue jusque là.<sup>68</sup> Il a essayé de nouer des contacts avec les forces tadjikes et ouzbèkes mais aussi avec M. Karzai<sup>69</sup> afin de ne pas être complètement marginalisé sur la scène politique afghane. Malgré son soutien aux États-Unis dans leur campagne contre les taliban, Islamabad subit cependant le contrecoup de sa stratégie afghane des dernières années. Une partie de la population de l'Afghanistan se montre hostile et ne pardonne pas le soutien pakistanais au régime taliban.<sup>70</sup> La méfiance demeure également au sein de certaines composantes du gouvernement intérimaire afghan à l'égard d'Islamabad qui avait critiqué fin novembre 2001 le manque de représentation des Pachtounes dans les négociations de Bonn.<sup>71</sup> Pour prévenir et contrebalancer une trop grande influence d'Islamabad, Kaboul s'est ainsi empressé de nouer des contacts avec New Delhi.<sup>72</sup> En outre, signe que certains dans le gouvernement intérimaire afghan n'apprécient guère le Pakistan, le ministre de l'Intérieur, Younous Qanooni, a accusé l'ISI de favoriser la fuite de Ben Laden en direction des zones pachtounes pakistanaises.<sup>73</sup> Les relations pakistano-afghanes demeurent donc empreintes de méfiance. Des signes encourageants sont cependant apparus avec la visite à Islamabad du ministre afghan des Finances, Hedayat Amin Arsala, le 10 janvier 2002. Il s'agit du premier contact politique officiel à ce niveau entre les deux pays depuis la déroute des taliban et c'est également la première visite d'un ministre afghan dans un pays étranger depuis l'intronisation du gouvernement intérimaire à Kaboul. Les deux États seraient sur le point de rétablir des relations diplomatiques normales.<sup>74</sup>

Dans sa politique afghane, le Pakistan dispose encore de cartes importantes. Il n'a, semble-t-il, pas abandonné l'idée de trouver un relais local en Afghanistan lui permettant de conserver une certaine influence dans le pays. Islamabad veut éviter que les Pachtounes ne soient marginalisés sur la scène politique afghane. Le risque est en effet que ces derniers, se sentant exclus du nouveau régime afghan, ne revendiquent un État qui leur soit propre, ce qui menacerait bien entendu l'intégrité territoriale du Pakistan.<sup>75</sup> C'est dans ce contexte que

---

<sup>67</sup> Agence France Presse, Mais qui sont ces 'taliban modérés'?, 17 octobre 2001

<sup>68</sup> Claude, P., Le Pakistan reconnaît l'Alliance du Nord, *Le Monde*, 28 novembre 2001

<sup>69</sup> Paracha, S., Pakistan Looks to Karzai, *IWPR's Reporting Central Asia*, n° 93, 13 décembre 2001

<sup>70</sup> Voir les réactions très hostiles des Kaboulis à l'annonce de la visite d'Abdul Sattar, le ministre pakistanais des Affaires étrangères à l'occasion de l'investiture du gouvernement intérimaire de H. Karzai, Agence France Presse, Les Pakistanais ne sont pas les bienvenus à Kaboul, 20 décembre 2001

<sup>71</sup> *International Herald Tribune*, Pakistan's Choice, 28 novembre 2001

<sup>72</sup> Sulser, E., Au nez et à la barbe d'Islamabad, Kaboul s'empresse de renouer avec l'Inde, *Le Temps*, 17 décembre 2001

<sup>73</sup> *BBC News*, Pakistan Spy Service 'Aiding Bin Laden', 30 décembre 2001

<sup>74</sup> Agence France Presse, Un ministre afghan à Islamabad, 11 janvier 2002

<sup>75</sup> Paracha, S., Pashtuns May Demand Own State, *IWPR's Reporting Central Asia*, n°87, 23 novembre 2001

d'anciens dignitaires du mouvement taliban comme Wakil Ahmed Muttawakil (ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement taliban), Maulvi Arsala Rahmani (ancien ministre de l'Éducation), et Abdul Hakim Mujahid (l'envoyé des taliban auprès des Nations unies) ont annoncé à Islamabad la réactivation du groupe Khudamul Furqan Jamiat (la Société des Serviteurs du Saint Coran) essentiellement constitué de Pachtounes. Ces anciens leaders taliban représenteraient la faction qui, au sein du mouvement, s'opposait à la collaboration du mollah Omar avec ceux que l'on a baptisés les "Arabo-Afghans". Ils seraient donc plus présentables et pourraient ainsi constituer le relais local que cherche encore actuellement Islamabad. Ils entretiendraient déjà des contacts avec H. Karzai au déplaisir, semble-t-il, des autres composantes du gouvernement intérimaire issues des minorités ethniques. Ils espèrent en tout cas pouvoir jouer un rôle lors de la future réunion de la Loya Jirga.<sup>76</sup> Le Pakistan pourrait également tenter d'appuyer les Pachtounes au sein du gouvernement intérimaire. C'est peut-être à travers ces groupes, c'est-à-dire en jouant une fois encore la carte pachtoune, qu'Ismaïlahabad va tenter de rester présent sur la scène afghane. Il compte sur le fait bien réel qu'aucun gouvernement stable ne pourra s'installer en Afghanistan sans le soutien des Pachtounes.

Mais le conflit afghan a également entraîné des conséquences graves pour le Pakistan au Cachemire. Face aux pressions de l'Inde - pays contre lequel Ismaïlahabad a déjà mené trois guerres en 1947-1948, 1965 et 1971 - la question de l'avenir des mouvements radicaux soutenus par le Pakistan est ouverte. Ismaïlahabad se trouve plus que jamais confronté à cette problématique. Il lui faudra sans doute beaucoup d'habileté pour trouver une formule acceptable non seulement pour l'Inde mais aussi pour son opinion publique. Si de nombreux Pakistanais sont en effet conscients du fait que leur pays n'avait pas d'autre choix que de se ranger aux côtés de Washington, les forces sympathiques à la cause cachemiri mais aussi aux thèses islamistes sont cependant encore nombreuses dans le pays. Outre les groupes et les partis islamistes pakistanais, au sein des forces militaires du pays, on estime qu'"au moins 30% des officiers de l'ISI, et un peu moins dans l'armée, sont acquis à la cause des islamistes".<sup>77</sup> Le revirement de la politique du Pakistan en Afghanistan et la lutte contre certains groupes islamistes au sein du pays, constituent un véritable traumatisme pour l'armée et les services de renseignement pakistanais.<sup>78</sup> Ils risquent de laisser des traces même si, pour l'heure, le général Musharraf tient solidement son armée en main.

Devenu un allié majeur des États-Unis, le gouvernement pakistanais essaye aussi de rentabiliser son alignement sur Washington au mieux de ses intérêts. Sur le plan économique, Ismaïlahabad commence à toucher les dividendes de sa participation à la coalition internationale. Entre le 11 septembre et la mi-décembre 2001, le Pakistan a en effet déjà bénéficié de la manne internationale. Le Fonds monétaire international a ainsi accordé des prêts pour 1 309 milliard de dollars (dont 109 millions disponibles immédiatement), la Banque mondiale pour 974 millions dans le cadre de l'exercice 2001-2002 (dont 300 millions de dollars supplémentaires depuis le 11 septembre), et la Banque asiatique de développement 950 millions de dollars pour le même exercice. Les États-Unis auraient pour leur part accordé 1 milliard de dollars d'aide à Ismaïlahabad, dont 600 millions sous forme de dons. Washington a

---

<sup>76</sup> McConnel, A., Ex-Taliban Officials Form New Political Group, *Eurasia Insight*, 27 décembre 2001

<sup>77</sup> Chiffre in Philip, B., Le revirement du général Moucharraf est 'un véritable traumatisme' pour l'armée, *Le Monde*, 11 décembre 2001

<sup>78</sup> *Ibid.*

également réduit de 375 millions de dollars la dette du Pakistan à son égard. Après avoir levé le 22 septembre les sanctions mises en place contre Islamabad à la suite des essais nucléaires de 1998, les États-Unis réfléchissent également à une augmentation de ses quotas d'importation dans le secteur du textile qui représentent 50% des exportations du Pakistan. Enfin l'Union européenne s'est engagée à financer, à hauteur de 50 millions d'euros, les besoins sociaux du Pakistan et a accordé des facilités commerciales en faveur des exportations pakistanaises pour plus de 1 milliard d'euros.<sup>79</sup> Un allègement de la dette pakistanaise, estimée à 37 milliards de dollars, est en cours au Club de Paris (la négociation porte sur 13 milliards de dollars de créances bilatérales). Malgré l'aide accordée, certains analystes se demandent cependant si elle sera suffisante pour sortir l'économie pakistanaise de son marasme. Ils estiment qu'il faudrait au moins 10 milliards de dollars.<sup>80</sup> Cette aide est d'autant plus essentielle que la réintégration nécessaire des groupes islamistes dans la société civile pakistanaise implique une "action forte en termes de développement économique" selon l'expression de C. Jaffrelot.<sup>81</sup>

Si aux yeux de certains, la crise afghane et les tensions autour du Cachemire affaiblissent la position d'Islamabad par rapport à son environnement régional, elles ont aussi créé une formidable opportunité pour le Pakistan de réorienter ses choix, de modifier l'horizon de sa politique étrangère et de tenter de trouver une solution pour essayer de sortir de la logique d'affrontement avec l'Inde. Le Pakistan pourrait également saisir cette occasion pour normaliser ses relations avec Téhéran.<sup>82</sup> Sur le plan interne, Islamabad devra sans doute s'attaquer à la dérive islamiste et essayer de réduire l'influence des partis radicaux dans l'appareil d'État. La société civile pourrait également profiter du nouveau contexte pour entamer un processus de régénération. La relance de l'économie doit également devenir une priorité du gouvernement pakistanais afin de réduire le terreau de l'islamisme. Bien entendu, ce programme d'action exige une volonté politique forte et un engagement puissant de la part des autorités du pays mais aussi une aide internationale en rapport avec ces ambitions. La crise afghane offre au Pakistan la possibilité de réintégrer la communauté internationale en bénéficiant de l'aide internationale nécessaire à la remise en ordre du pays. C'est aux autorités qu'il incombe aujourd'hui de saisir cette opportunité historique et de se donner les moyens nécessaires pour la mettre en œuvre.

#### **4 Iran: errances de la politique afghane de Téhéran**

Parmi les six pays voisins de l'Afghanistan, l'Iran est incontestablement celui qui possède les liens historiques les plus anciens et les plus importants avec ce pays. La raison en est simple : à l'exception de la Chine, qui partage avec l'Afghanistan une frontière longue seulement de 76 km dans la région difficile d'accès du Pamir (le couloir de Wakhan), les autres voisins de l'Afghanistan sont tous des États nouveaux issus soit comme le Pakistan de la partition de l'Inde en 1947, soit comme le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan, nés à la suite de

---

<sup>79</sup> D'après Stern, B., En trois mois, le Pakistan a perçu 6 milliards de dollars d'aide, *Le Monde*, 12 décembre 2001

<sup>80</sup> Faruqui, A., Repaying Pakistan, *Far Eastern Economic Review*, 13 décembre 2001

<sup>81</sup> C. Jaffrelot cité in Bosshard, A., Les islamistes opérant au Pakistan devraient aussi être pris pour cible, *Le Temps*, 5 octobre 2001

<sup>82</sup> Iran Press Service, Elimination of Taleban Helps Iran Pakistan Relations Improve, 30 novembre 2001 et Akhtar, J., Pakistan, Iran Ready for New Strategic Cooperation, Iran Press Service, 10 décembre 2001

l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Par ailleurs, une grande partie du territoire actuel de l'Afghanistan a fait partie de la Perse jusqu'au début du XVIII<sup>ème</sup> siècle. La séparation de l'Afghanistan de l'Iran s'explique en partie par le shî'isme militant pratiqué par la dynastie Safavide qui régna en Iran de 1501 à 1722, militantisme que rejetaient déjà les Pachtounes. A ces liens historiques, il faut ajouter un facteur plus important encore : l'appartenance de l'Iran, de l'Afghanistan, du Tadjikistan, des villes de Samarkand, de Boukhara et de la région du Sorkhandarya en Ouzbékistan à un même espace culturel construit autour de l'héritage littéraire persanophone qui depuis plus d'un millénaire a été un ferment d'unité pour des populations vivant parfois très éloignées géographiquement les unes des autres. Si, à ces considérations, on ajoute les réalités géopolitiques actuelles, comme la longue frontière qui sépare les deux pays et s'étend sur plus 930 km, la présence de deux millions de réfugiés afghans en Iran depuis vingt ans et la menace socio-économique que représente pour l'Iran le trafic de la drogue en provenance d'Afghanistan, il semble évident que Téhéran est amené à jouer un rôle de premier plan dans la résolution de la crise afghane. Or il n'en est rien et l'Iran reste un acteur de second plan loin derrière le Pakistan. Pourtant, contrairement à ce pays, Téhéran n'a d'autre ambition qu'une stabilisation de la situation en Afghanistan ainsi que la formation d'un régime plus modéré à Kaboul. L'Iran ne cherche pas, comme Islamabad, une hypothétique profondeur stratégique en Afghanistan face à l'Inde ou un accès aux ressources en pétrole et gaz de l'Asie centrale ou encore la mise en place d'un pouvoir qui lui soit inféodé, comme l'a toujours voulu le Pakistan, afin de contrecarrer les éventuelles revendications afghanes sur les provinces du nord Pakistan, peuplées de Pachtounes, qu'on désigne dans ces régions sous le nom de Pathans.

A l'époque contemporaine, le profil relativement bas et le manque d'efficacité de la politique iranienne en Afghanistan s'expliquent avant tout par le contexte historique et l'évolution de la situation dans la République islamique d'Iran qui voit le jour en février 1979. En l'espace de quelques semaines, deux événements historiques majeurs se produisent qui vont avoir un impact déterminant sur les relations entre les deux pays voisins. Le 4 novembre 1979, les "étudiants de la ligne de l'imam" occupent l'Ambassade américaine à Téhéran et prennent en otage 52 diplomates. Le 25 décembre 1979, les troupes soviétiques entrent en Afghanistan afin de protéger le régime communiste installé à Kaboul depuis 1978. Cette intervention dans un pays "musulman frère et voisin" n'est cependant que mollement condamnée par l'ayatollah Khomeyni. Occupé à édifier sa politique anti-américaine, il ne veut pas en même temps se mettre à dos l'URSS en dépit de son slogan maintes fois répété de "ni l'Est, ni l'Ouest". Quelques mois plus tard, alors que la résistance afghane face à l'invasion soviétique commence à s'organiser, le 22 septembre 1980, l'armée de Saddam Hussein attaque l'Iran. La guerre Iran/Irak est déclenchée, elle durera huit ans. Plus question pour Téhéran de s'impliquer en Afghanistan et de disperser ses forces, cela d'autant plus que les Américains se sont engagés massivement dans le soutien aux moudjahidins afghans. Cependant, Téhéran accepte une seule exception à cette politique : le soutien aux groupements shî'ites qui représentent environ 20% de la population de l'Afghanistan.<sup>83</sup> Ce faisant, l'Iran oubliait les leçons de l'histoire. En effet, le militantisme shî'ite avait été à l'origine de la sortie de l'Afghanistan du giron iranien. C'est pourquoi, au moment de la prise de Kaboul par les moudjahidins et de la chute du gouvernement communiste de Nadjibullah en 1992, les Iraniens n'ont que très peu de moyens pour influencer l'évolution de la situation interne en Afghanistan alors que les Pakistanais sont déjà largement présents sur l'échiquier afghan. La montée en puissance dès 1994 des talibans, production pakistanaise par excellence, et leur

---

<sup>83</sup> Détails in Djalili, M.-R., L'Iran prisonnier d'une logique confessionnelle, *Les nouvelles d'Afghanistan*, n°68, 1995, pp. 7-8

installation dans la capitale en 1996 est un nouvel échec pour l'Iran, les talibans étant anti-shi'ites, anti-iraniens et, du fait du caractère fruste et archaïque de leur mouvement, peu sensibles aux finesses de la culture persane. A partir de ce moment, outre le soutien aux partis shi'ites, Téhéran esquisse un rapprochement avec les groupes qui formeront l'Alliance du nord. Entre temps, les relations entre les deux pays continuent de se détériorer et cette détérioration atteint son point culminant durant l'été 1998, quand les talibans, après leur entrée à Mazar i-Sharif, assassinent dix diplomates iraniens présents dans la grande ville du nord. La guerre est évitée de justesse grâce à une médiation internationale efficace. Depuis lors, les deux régimes islamistes voisins se sont uniquement appliqués à éviter tout motif de confrontation directe.

Après les attentats du 11 septembre, la politique iranienne à l'égard de l'Afghanistan est désormais directement connectée à ses rapports avec les États-Unis. Cette politique va connaître une évolution en trois temps. Dans un premier temps, les autorités de la République islamique, toutes tendances confondues, et pour une fois en phase avec l'opinion publique, ont condamné très fermement les actions terroristes contre les États-Unis. Les circonstances semblent offrir une opportunité nouvelle pour reconsidérer les relations irano-américaines. Mais deux semaines plus tard, changement de cap : le 26 septembre, Ali Khamenei, Guide suprême du régime, annonce que l'Iran ne participera pas à la coalition américaine contre le terrorisme. Khatami s'empresse d'abonder dans ce sens et dénonce "l'arrogance" de George Bush. Cette deuxième étape de retour à l'antiaméricanisme primaire, sera suivie par une troisième, habituelle dans la diplomatie islamique, celle de la politique de l'ambiguïté. Attaqué par certains parlementaires réformistes, accusé par les commentateurs de quelques journaux et par les intellectuels iraniens de l'intérieur du pays comme de la diaspora de sacrifier une fois de plus les intérêts nationaux de l'Iran aux intérêts idéologiques du régime, le gouvernement tente de faire preuve de pragmatisme. Pragmatisme d'autant plus nécessaire que l'Iran voit ses possibilités d'action diminuer, au profit du Pakistan, par rapport à la mise en place du gouvernement de transition qui doit succéder à celui des talibans à Kaboul. Cette politique qui consiste à ne rien changer sur le fond et, par le moyen de gesticulations diplomatiques nombreuses et intenses, à brouiller les pistes, convient parfaitement à M. Khatami, connu pour être un piètre réformateur mais un illusionniste émérite.<sup>84</sup>

L'Iran semble aujourd'hui bien marginalisé dans les nouveaux rapports de force qui se mettent en place dans l'Afghanistan de l'après-taliban. En se montrant sceptique à propos de l'accord de Bonn<sup>85</sup> - accord qui offre pour la première fois depuis 20 ans un gouvernement à l'Afghanistan où les Tadjiks et les Pachtounes collaborent entre eux au lieu de se déchirer<sup>86</sup> - au nom de la trop grande influence que les États-Unis exerceraient sur ce pays, non seulement Téhéran augure mal de ses nouvelles relations avec Kaboul et dessert ses intérêts nationaux, mais, en outre, l'Iran rate une fois encore la possibilité d'entamer un processus de normalisation avec Washington, normalisation dont le pays aurait grand besoin étant donné

---

<sup>84</sup> Djalili, M.-R., *Iran : l'illusion réformiste*, Paris: Ed. Presses de Sciences-Po, 2001

<sup>85</sup> Iran Press Service, Ali Khameneh'i Expressed His Opposition to the Afghan Interim Government, 16 décembre 2001

<sup>86</sup> Appelbaum, A., Expert : Interim Government Promising, but Presents Challenges, *Eurasia Insight*, 21 décembre 2001



l'état lamentable de son économie<sup>87</sup> et le peu de résultats concrets - mis à part une amélioration de son image - de sa politique étrangère depuis plus vingt ans. Alors que l'après-taliban commence à prendre forme en Afghanistan, le président Bush a adressé à Téhéran une sévère mise en garde contre toute tentative de déstabilisation du pays et tout essai de saper l'autorité du gouvernement intérimaire en place à Kaboul. Les prises de positions respectives de Washington et Téhéran laissent mal augurer des relations entre ces deux États mais aussi entre Téhéran et Kaboul dans un avenir proche.<sup>88</sup> Sans le dire ouvertement, les autorités de la République islamique semblent penser que les États-Unis veulent faire de l'Afghanistan une autre Turquie, un régime sécularisé et ancré à l'Ouest. Dans cette perspective, le régime de Téhéran risque de se trouver encadré par deux alliés de Washington.

## **5 La “ceinture du nord”**

Les trois républiques qui bordent le nord de l'Afghanistan, à savoir le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan, bien que toutes trois anciennes républiques socialistes soviétiques, ont chacune développé une politique particulière par rapport à la situation de l'Afghanistan. Ce sont des considérations éminemment politiques qui, plus que toutes autres raisons, ont présidé à ces choix, choix qui par ailleurs prouvent que dix ans après le démantèlement de l'URSS, on assiste à une réelle diversification des politiques étrangères entre les cinq États d'Asie centrale ex-soviétiques. Cette différenciation trouve son origine dans la situation interne particulière de chaque pays, dans les ambitions politiques des équipes au pouvoir et dans les contraintes externes. Elle est par ailleurs accentuée par l'apparition d'une compétition régionale entre les États voisins de la zone.

### **5.1 Le Tadjikistan**

Le pays de la ceinture du nord historiquement le plus impliqué dans la question afghane est le Tadjikistan. Cette implication s'explique en partie par la communauté ethnolinguistique qui existe entre Tadjiks des deux côtés de la frontière, mais en partie seulement. En fait, la guerre civile du Tadjikistan qui a éclaté en juin 1992 et la prise de Kaboul par les taliban qui a conduit le gouvernement officiel de l'Afghanistan à se replier dans le nord du pays ont eu pour effet de créer une imbrication sans précédent entre les deux pays. Durant la guerre civile tadjike, les “islamo-démocrates” en rébellion contre les néo-communistes au pouvoir à Douchanbé ont trouvé refuge et soutien en Afghanistan, tandis que depuis 1996, le Tadjikistan était devenu la base arrière de l'Alliance du nord, Douchanbé le centre diplomatique de l'opposition afghane et l'aéroport de Kulyab, la base de son parc aérien et son centre logistique d'où elle pouvait recevoir l'aide russe, iranienne ou indienne. Par ailleurs, le Tadjikistan est aussi le principal point d'appui de l'influence russe dans la région d'Asie centrale. Face à la riposte américaine en Afghanistan, la décision des autorités du Tadjikistan a donc été conditionnée par cet ensemble de facteurs. Douchanbé, qui avait rapidement signalé sa volonté de coopérer avec Washington, s'est fait rappeler à l'ordre par Moscou. Le ministre tadjik des Affaires étrangères, Igor Sattarov, annonçait ainsi le 16 septembre que son gouvernement n'autorisait pas l'utilisation du territoire tadjik par un autre État en vue de lancer des attaques contre l'Afghanistan. Cette position sera maintenue jusqu'au 8 octobre, le lendemain du début des frappes américaines sur l'Afghanistan. À cette date, le gouvernement de Douchanbé se déclare prêt à ouvrir son espace aérien aux forces

---

<sup>87</sup> Iran Press Service, Economist Warns of Socio-Economic Explosion in Iran, 20 décembre 2001

<sup>88</sup> Agence France Presse, Terrorisme: Bush met en garde l'Iran, 10 janvier 2002

américaines et, si cela s'avérait nécessaire, également ses aéroports. Mais rien de concret ne suit ces déclarations. Sur la scène politique interne du pays, le président du Parti de la Renaissance islamique, Saïd Nouri, dont certains observateurs craignaient qu'il ne s'aligne sur Kaboul, annonçait le même jour que son parti ne soutenait pas la position des taliban. Cette prise de position, conforme à celle qu'il avait adoptée dès 1997,<sup>89</sup> démontre une fois encore que le facteur ethnique a joué contre la prétendue solidarité islamique, Nouri préférant soutenir l'Alliance du nord principalement composée de Tadjiks plutôt que les taliban pachtoune.

Les raisons des prises de position de Douchanbé s'expliquent en partie par la nécessité de consulter Moscou. En effet, la décision de collaborer avec Washington ne pouvait pas se faire sans l'aval de la capitale russe qui stationne environ 20 000 garde-frontières dans ce pays et exerce une sorte de tutelle sur cette République, la plus pauvre de l'ex-URSS. A la différence de l'Ouzbékistan, les liens militaires étroits avec la Russie empêchent Douchanbé de prendre des décisions importantes en matière de politique étrangère sans recevoir son accord. Ce sont donc les réticences russes qui expliquent en grande partie l'autorisation tardive accordée par le Tadjikistan aux États-Unis d'utiliser son territoire pour les opérations militaires en Afghanistan. Suite à l'échec de la visite du général Tommy Franks en Ouzbékistan - visite dont l'objectif était de convaincre Islam Karimov d'étendre le champ de la collaboration américano-ouzbèke - Donald Rumsfeld s'est rendu le 3 novembre 2001<sup>90</sup> au Tadjikistan pour persuader Douchanbé d'ouvrir une base aux forces américaines. Malgré ces discussions et la visite d'experts américains venus inspecter les installations tadjikes,<sup>91</sup> aucune solution n'a pu être trouvée, semble-t-il, avant que l'Alliance du nord n'enregistre des victoires militaires essentielles, victoires d'ailleurs dues à la coordination entre ses initiatives au sol et les opérations aériennes américaines sur les positions occupées par les taliban depuis le début du mois de novembre. C'est au moment où elle a progressé sur le terrain (prise de Mazar i-Sharif, de Taloqan, de Hérat, de la province de Bâmiyân dans la première quinzaine de novembre 2001), que le président Imomali Rakhmonov - avec l'aval de Moscou sans doute<sup>92</sup> - a offert aux États-Unis de déployer des troupes sur le territoire du Tadjikistan.<sup>93</sup> Ce n'est que fin novembre-début décembre que Douchanbé a véritablement donné son aval à Washington pour l'utilisation de la base de Kulyab située à 40 km de la frontière afghane.<sup>94</sup> En raison de l'état de délabrement des infrastructures locales, le premier avion occidental ne

---

<sup>89</sup> *Eurasia Insight*, Tajik Opposition Head Recalls Meeting with Taliban Leader, Q&A with Saïd Abdullah Nouri, 13 novembre 2001

<sup>90</sup> Sur la visite de D. Rumsfeld voir *RFE/RL Central Asia Report*, U.S. Seeks New Military Relationship with Tajikistan, 8 novembre 2001 et Khatchadourian, R., U.S. Eyes Bases in Tajikistan, *Eurasia Insight*, 5 novembre 2001

<sup>91</sup> Gordon, M. R., Chivers, C.J., U.S. Inspects Tajik Air Bases for Possible Use Against Taliban, *International Herald Tribune*, 6 novembre 2001

<sup>92</sup> Rodin, V., Putin's Visit to Tajikistan Bolsters Russian Influence in Central Asia, *Eurasia Insight*, 25 octobre 2001

<sup>93</sup> Voir *RFE/RL Central Asia Report*, Tajiks, Kazakhs Hedge over Reports of New U.S. Military Deployments, 15 novembre 2001

<sup>94</sup> *RFE/RL Central Asia Report*, Tajik Bases Available, 6 décembre 2001

s'y est pas posé avant le 20 décembre 2001.<sup>95</sup> Depuis cette date, le Tadjikistan est devenu une base logistique pour l'acheminement de l'aide humanitaire au nord de l'Afghanistan.<sup>96</sup>

Outre la coordination avec la Russie, d'autres raisons expliquent également la politique prudente du Tadjikistan face au conflit en Afghanistan. La crainte du flot de réfugiés qui pouvait gagner son territoire suite aux opérations militaires américaines était également perceptible à Douchanbé. Vu sa situation économique très délicate, situation encore aggravée par la sécheresse qui sévit dans le pays depuis trois années, le Tadjikistan n'était pas prêt à faire face à une telle situation. C'est pour cette raison que sa frontière avec l'Afghanistan est restée fermée et que le président Rakhmonov a annoncé, dès le mois de septembre, que les réfugiés afghans ne seraient pas autorisés à pénétrer sur le territoire tadjik.<sup>97</sup> En coordination avec Moscou, les mesures de sécurité avaient également été renforcées aux frontières du pays afin d'éviter les représailles des troupes de Kaboul.

Pour Douchanbé, l'installation en Afghanistan d'un nouveau régime où l'Alliance du nord, avec qui il entretient des relations depuis de nombreuses années, est très bien représentée,<sup>98</sup> constitue d'ores et déjà un gain essentiel pour sa sécurité. Les deux gouvernements sont en effet très proches. Le 8 décembre, avant même la mise en place du gouvernement intérimaire prévu par les accords de Bonn du 5 novembre 2001,<sup>99</sup> le ministre des Affaires étrangères afghan, Abdullah Abdullah, s'est rendu à Douchanbé pour s'entretenir avec le président Rakhmonov. Le pouvoir afghan semble intéressé par l'expérience acquise par le Tadjikistan au moment des négociations entreprises sous les auspices des Nations unies avec le parrainage de la Russie et de l'Iran pour mettre fin à la guerre civile qui déchirait le pays depuis 1992. Elles ont en effet abouti à la conclusion à Moscou, le 27 juin 1997, d'un accord général sur l'établissement de la paix entre le gouvernement tadjik et l'Opposition tadjike unie. À la suite de cet accord, une Commission de Réconciliation nationale chargée du problème des réfugiés, de la démobilisation des combattants de l'Opposition tadjike unie et de leur intégration dans les structures gouvernementales et aussi de la formation d'un

---

<sup>95</sup> RFE/RL *Central Asia Report*, ... And Contends with Crumbling Infrastructure in Tajikistan, 27 décembre 2001

<sup>96</sup> Agence France Presse, Red Cross Convoy Crosses into Afghanistan from Tajikistan, 3 janvier 2002

<sup>97</sup> RFE/RL *Newsline*, ... Which Will Remain Closed to Afghan Fugitives, 21 septembre 2001

<sup>98</sup> Sur les 30 membres du cabinet Karzai, 17 font partie de l'Alliance du nord. Sur le plan ethnique, le gouvernement compte onze Pachtounes, huit Tadjiks, cinq Hazaras, trois Ouzbeks et trois représentants de minorités moins nombreuses. Les Tadjiks détiennent les postes clés des Affaires étrangères, du ministère de l'Intérieur et partagent avec les Ouzbeks depuis la nomination du général Dostom le ministère de la Défense. Les Ouzbeks sont également bien représentés dans le gouvernement (Agriculture, Eau et électricité, Mines et industries, Défense). Le cabinet est formé de représentants de l'Alliance du nord, du groupe de Rome proche l'ancien roi Zaher Shah et du groupe des exilés Pachtounes de Peshawar (en opposition aux Pachtounes de la faction de Kandahar dont étaient issus les taliban). Les Hazaras sont également représentés dans le gouvernement, c'est eux qui s'occuperont notamment du ministère de la condition féminine par l'intermédiaire de Sima Samar, une des deux femmes du cabinet (l'autre se nomme Suhaila Sidiq et a été nommée Ministre de la Santé). D'après l'Agence France Presse, Un gouvernement multi-ethnique prête serment en Afghanistan, 22 décembre 2001. Voir détails du cabinet in *BBC News*, Afghanistan's Interim Cabinet, 27 décembre 2001

<sup>99</sup> Accords sur des dispositions provisoires en Afghanistan avant le rétablissement d'institutions gouvernementales permanentes, Bonn, 5 décembre 2001, [http://www.afghana.org/biblio\\_archives/accords\\_bonn.htm](http://www.afghana.org/biblio_archives/accords_bonn.htm) [accédé le 31 janvier 2002]

nouveau gouvernement a été constituée.<sup>100</sup> Malgré les difficultés rencontrées dans le pays lors de la mise en œuvre de l'accord, le processus de partage du pouvoir avec l'Opposition tadjike unie a introduit un certain pluralisme dans le système politique tadjik. Le Tadjikistan est ainsi le seul État d'Asie centrale où il existe un parti islamique d'opposition légal, ce qui ne plaît pas forcément à ses voisins, notamment à l'Ouzbékistan qui verrouille au contraire tout l'espace politique. Ce type d'expérience ouvre en tout cas des perspectives intéressantes pour Kaboul qui doit également entamer un processus délicat de réconciliation nationale.

Étant donnée la forte représentation de l'élément tadjik au sein du nouveau gouvernement afghan mis en place le 22 décembre, la position de Douchanbé se trouve également renforcée face à son voisin ouzbek. Avant le 11 septembre, les relations entre ces deux États n'étaient en effet pas idylliques. Douchanbé se méfie de l'hégémonisme de Tachkent et garde en mémoire la prise de la ville de Khojand dans la région de Leninabad par Mahmud Khudoberdiev en 1998 avec l'appui de l'Ouzbékistan. Douchanbé sait également que la minorité ouzbèke représente environ 23% de la population du pays et que ses intérêts n'ont guère été pris en considération lors de la négociation de l'accord de paix de 1997. Les liens privilégiés de Tachkent avec la faction de Khojand écartée du pouvoir par les Kulabîs dès 1995 et négligée dans les accords de 1997 constituent également un élément d'inquiétude pour le Tadjikistan. L'Ouzbékistan craint, pour sa part, le nationalisme tadjik et ses revendications sur Boukhara et Samarcande et accuse le Tadjikistan d'abriter les militants du Mouvement islamique d'Ouzbékistan. Pour tenter d'améliorer leurs relations et éviter les épisodes du type Khudoberdiev, le président Rakhmonov a rencontré Islam Karimov à Tachkent le 27 décembre. A l'issue de cette visite, les deux hommes ont annoncé un accord sur le respect du principe de non-interférence dans les affaires intérieures.<sup>101</sup> Le conflit afghan a donc offert aux deux États l'occasion de rapprocher quelque peu leurs positions. La guerre en Afghanistan et l'après-guerre qui commence à se dessiner ont également permis à Douchanbé de sortir de l'isolement relatif où elle se trouvait sur la scène internationale et de renouer des contacts avec le monde extérieur. On a ainsi pu assister dans le courant du mois de décembre 2001, à une diversification de ses relations extérieures. Alors que le pays avait été négligé par la communauté internationale ces dernières années, Douchanbé a regagné une certaine visibilité sur la scène internationale. L'Angleterre a ainsi décidé d'ouvrir une ambassade dans la capitale tadjike.<sup>102</sup> Le président Rakhmonov s'est rendu pour sa part en Arabie saoudite. A l'occasion de cette visite, les deux États ont décidé d'accroître le niveau de leurs échanges diplomatiques et un accord de coopération a également été conclu. Il prévoit le financement par l'Arabie saoudite de projets d'infrastructures dont le pays a grandement besoin.<sup>103</sup> Douchanbé engrange donc les premiers bénéfices financiers de son alignement sur les positions de Washington. Malgré la nouvelle présence américaine dans la région et aussi certains contacts établis fin 2000-début 2001 sous l'administration Clinton en vue de permettre à Washington de monter une opération à partir de son territoire, opération

---

<sup>100</sup> Détails sur le conflit du Tadjikistan, le processus de négociations et ses résultats *in* K. Abdullaev, C. Barnes (éd), *Politics of Compromise: The Tajikistan Peace Process, Accord : An International Review of Peace Initiatives*, n°10, mars 2001

<sup>101</sup> *RFE/RL Newslines*, Tajik, Uzbek Presidents Pledge to Strengthen Cooperation, 28 décembre 2001

<sup>102</sup> *RFE/RL Newslines*, Britain to Open Embassy in Tajikistan, 10 décembre 2001

<sup>103</sup> *BBC News*, Tajikistan, Saudi Arabia Reach Cooperation Agreement, 11 décembre 2001

destinée à capturer Ben Laden avec l'aval semble-t-il de Moscou,<sup>104</sup> les autorités du Tadjikistan privilégient cependant toujours leurs relations avec leurs alliés traditionnels en matière de sécurité. Les contacts avec les autres protecteurs de l'Alliance du nord, à savoir la Russie et l'Inde, se sont multipliés. C'est ainsi que Douchanbé a reçu la visite du ministre russe de la Défense le 7 décembre.<sup>105</sup> Moscou envisage de renforcer sa présence sur le territoire tadjik. Le ministre tadjik de la Défense, Sherali Khayrulloev, s'est également rendu en Inde le 18 décembre pour discuter de la coopération technique et militaire entre les deux États.<sup>106</sup> Seul l'Iran semble pour l'instant absent de la scène tadjike. Au Tadjikistan, d'autres voix se font cependant entendre dans la presse quant à l'orientation stratégique du pays. Certains pensent qu'il devrait saisir la chance historique qui lui est offerte de s'aligner sur Washington et de quitter la position périphérique que les stratèges russes lui avait assignée pour devenir une sorte de tête de pont de l'Amérique en Asie centrale<sup>107</sup> et ce d'autant que les États-Unis envisagent de rester pour une longue période en Afghanistan.<sup>108</sup>

Pour l'avenir, comme dans le cas des autres États d'Asie centrale, le Tadjikistan peut également espérer que le nouveau gouvernement afghan, sous la pression internationale, sera amené à s'attaquer au problème de la drogue, drogue dont une partie importante transite par son territoire et a contribué à entretenir le climat d'insécurité qui règne dans le pays. Comme pour tous les États de la zone d'ailleurs, le retour à la stabilité en Afghanistan, garanti par la communauté internationale, constitue en soi un acquis très important pour ce pays. Le Tadjikistan demeure néanmoins l'État le plus fragile de l'Asie centrale.<sup>109</sup>

## 5.2 L'Ouzbékistan

La situation de l'Ouzbékistan est bien différente de celle du Tadjikistan. D'une part, Tachkent bénéficie d'une plus grande autonomie politique par rapport à Moscou et, d'autre part, il existe depuis quelques années une coopération militaire avec Washington. Comme les autres États d'Asie centrale, excepté le Tadjikistan, Tachkent est membre du programme de Partenariat pour la paix de l'OTAN depuis la mi-1994. Dans le cadre de ce programme, des officiers ouzbeks ont participé à des exercices de maintien de la paix aux États-Unis et en Europe occidentale en 1995 et 1997 (Cooperative Nugget) et 1996 et 2001 (Cooperative Osprey). L'Ouzbékistan participe également au Bataillon centrasiatique (Centrazbat) formé en décembre 1995 avec le Kazakhstan et la République kirghize en vue du maintien de la paix en Asie centrale. Dans ce cadre, Tachkent a participé aux côtés de contingents

---

<sup>104</sup> En janvier 2001, le Secrétaire américain de la Défense Jeffrey Starr rencontrait le Ministre tadjik de la Défense pour discuter de la sécurité régionale et du problème de l'Afghanistan mais aussi de la possibilité d'une coopération militaire entre les deux pays. Il aurait invité Douchanbé à rejoindre le programme du Partenariat pour la Paix de l'OTAN.

<sup>105</sup> *RFE/RL Newslines*, Tajik President Meets with Russian Defense Minister, 10 décembre 2001

<sup>106</sup> *BBC News*, Tajik Defense Minister Visits India, 19 décembre 2001

<sup>107</sup> *BBC News*, Commentator Calls on Tajiks to Restore 'Historic Status Quo' in Afghanistan", 12 décembre 2001

<sup>108</sup> Le président Bush a ainsi déclaré le 28 décembre dans son ranch texan "Je nous imagine là-bas pour une assez longue période" in Agence France Presse, Les États-Unis en Afghanistan pour longtemps, al-Qaïda proche de la fin, 29 décembre 2001

<sup>109</sup> International Crisis Group, *Tajikistan: An Uncertain Peace*, Asia Report, n°30, Och; Bruxelles, 24 décembre 2001

américains, aux exercices qui se sont tenus en 1997 au Kazakhstan et en Ouzbékistan, en 1998 en République kirghize et en Ouzbékistan, et en septembre 2000 au Kazakhstan. Sur le plan bilatéral, un accord signé avec les États-Unis en 1995 permet à des officiers ouzbeks d'effectuer des stages de formation en Amérique. Sur le plan de l'équipement, Washington a également fourni des véhicules de transport militaires à l'armée ouzbèke en février 2000. Enfin, selon certaines sources, des unités de commandos américains auraient séjourné à plusieurs reprises en Ouzbékistan, depuis l'attentat du 16 février 1999 qui a fait 15 morts à Tachkent, pour former des unités spécialisées dans la lutte anti-terroriste. L'intervention américaine en Afghanistan a donc offert à Tachkent la chance d'approfondir sa coopération avec Washington. Si, le 16 septembre, l'Ouzbékistan semblait prêt à accueillir les Américains, les pressions russes faisaient cependant hésiter Islam Karimov le 19 de ce mois.<sup>110</sup> Le 24 septembre, l'avant-garde américaine arrivait cependant sur le territoire ouzbek.<sup>111</sup> Il est à remarquer que le 22 septembre, le président Poutine avait donné son accord au déploiement américain en Asie centrale contre l'avis de certains de ses conseillers. Les 26-28 septembre, le Sous-Secrétaire d'État américain pour le contrôle de l'armement et la sécurité internationale, John Bolton, s'est rendu à Tachkent suivi le 5 octobre par le secrétaire d'État américain à la Défense, Donald Rumsfeld. Entre ces deux visites, le président Karimov avait officiellement annoncé, le 1<sup>er</sup> octobre, que l'espace aérien ouzbek était ouvert aux Américains uniquement dans des buts "humanitaires et de sécurité".<sup>112</sup> Mais en fait, sur le terrain, le déploiement des troupes de Washington s'est accéléré. Si les autorités ouzbèkes ont essayé de minimiser l'importance de leur coopération avec Washington, c'est sans doute par crainte de représailles de la part des forces des taliban.<sup>113</sup> Malgré les menaces proférées par ces derniers, le 7 octobre, les États-Unis et l'Ouzbékistan ont signé un accord établissant une base solide pour la coopération bilatérale dans le domaine de la lutte anti-terroriste. Le 12 octobre, dans un communiqué conjoint, les deux capitales ont annoncé que l'Ouzbékistan autorisait l'utilisation de son espace aérien ainsi que les installations militaires et civiles d'un de ses aéroports pour des "opérations humanitaires". Le communiqué précisait en outre que les deux gouvernements avaient décidé d'établir de nouvelles relations basées sur un engagement à long terme destiné à favoriser la sécurité et la stabilité régionale. La dernière partie de l'accord a attiré l'attention des observateurs. Il stipule en effet que :

*Our two governments have decided to establish a qualitatively new relationship based on a long-term commitment to advance security and regional stability. We recognize the need to work closely together in the campaign against terrorism. This includes the need to consult on an urgent*

---

<sup>110</sup> Il a ainsi déclaré ce jour là, "Uzbekistan has never given any obligations or held talks with the United States on using its airspace and military bases to attack Afghanistan". Voir Baker, P., Uzbeks Eager to Join U.S. Alliance, *Washington Post*, 17 septembre 2001; *RFE/RL Central Asia Report*, In the Shadow of the Bear, Central Asian States Clarify Their Positions on Strikes against Afghanistan, 20 septembre 2001 et Borden, A., Mukhame, S., U.S. 'Arrives' in Uzbekistan, *IPWR's Reporting Central Asia*, 21 septembre 2001

<sup>111</sup> *RFE/RL Central Asia Report*, U.S. Men and Materiel Reportedly Land in Uzbekistan, 28 septembre 2001

<sup>112</sup> *RFE/RL Central Asia Report*, Uzbek Territory Available for Search-and-rescue and Humanitarian Purposes Only, 11 octobre 2001

<sup>113</sup> *RFE/RL Central Asia Report*, ... But Official Position Not the Whole Story, 11 octobre 2001

*basis about appropriate steps to address the situation in the event of a direct threat to the security or territorial integrity of the Republic of Uzbekistan.*<sup>114</sup>

La dernière phrase de cet accord constitue en effet un engagement sans précédent des États-Unis à l'égard d'une république de l'ex-URSS. Même s'il ne s'agit pas d'une véritable garantie de sécurité offerte par les États-Unis à l'Ouzbékistan,<sup>115</sup> Washington s'engage cependant à ouvrir des consultations avec Tachkent en cas de menace directe contre la sécurité ou l'intégrité territoriale du pays. Ce document ouvre également la possibilité d'une présence militaire américaine à long terme sur le sol ouzbek, ce qui inquiète Moscou mais aussi Pékin. Mille cinq cents à deux mille militaires américains sont déployés sur la base militaire de Khanabad et on ne peut prédire quels seront les choix définitifs de Washington après la défaite des taliban. Certains signes laissent cependant penser que les États-Unis envisagent une présence à plus long terme. Les observateurs ont ainsi relevé, que lors de sa conférence de presse du 8 décembre 2001 à Tachkent, Colin Powell avait parlé d' "intérêts permanents" des États-Unis dans la région et qu'en outre, une lettre de Georges Bush au président Karimov faisait état de la volonté de Washington de soutenir l'Ouzbékistan dans son désir de développer une politique étrangère "indépendante".<sup>116</sup> Autre signe de l'importance de Tachkent dans la stratégie américaine depuis octobre 2001, le secrétaire d'État à la Défense, Donald Rumsfeld, s'est déjà rendu trois fois en Ouzbékistan.

La décision du président ouzbek, Islam Karimov, d'offrir des bases et des installations aux forces armées américaines sur son territoire reflète ses ambitions régionales déjà anciennes. Il s'agit de faire de l'Ouzbékistan, l'État-clé de l'Asie centrale.<sup>117</sup> Un autre objectif est aussi important pour Tachkent : la lutte contre l'opposition islamiste du pays, surtout contre le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (IMU selon l'acronyme anglais) dirigé par Juma Namangani et dont les troupes évaluées à 6 000 combattants agissaient depuis l'Afghanistan, à travers le Tadjikistan. La collaboration entre Washington et Tachkent a déjà porté ses fruits dans ce domaine puisque l'aviation américaine a bombardé, au tout début de sa campagne aérienne en Afghanistan, des positions et des installations de ce Mouvement dans les provinces de Balkh et Kunduz près de la frontière ouzbèke. Le camp d'entraînement de Dasht-e-Shur aurait été bombardé dès la première vague des frappes américaines.<sup>118</sup> En outre, le sort même de Juma Namangani est incertain. D'après certaines sources, il aurait en fait péri

---

<sup>114</sup> Voir le texte du Joint Statement between the Government of the United States of America and the Government of the Republic of Uzbekistan, Washington DC, 12 octobre 2001, <http://www.state.gov/t/pa/prs/ps/2001/index.cfm?docid=5354> [accédé le 31 janvier 2002] et Baird, A., New Alliance Brings United States, Uzbekistan into Long-term Embrace, *Eurasia Insight*, 18 octobre 2001

<sup>115</sup> Voir *RFE/RL Central Asia Report*, Joint U.S.-Uzbek Statement Announces 'Qualitatively New Relationship', 18 octobre 2001

<sup>116</sup> Harba, F., U.S. Aid to Uzbekistan to Greatly Expand under Economic Cooperation Agreement, *Eurasianet Business and Economics*, 10 décembre 2001, <http://www.eurasianet.org/departments/business/articles/eav121001.shtml> [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>117</sup> Cheterian, V., Rekacewicz, P., L'étoile montante ouzbèke, *Le Monde diplomatique*, novembre 2001, pp. 16-17

<sup>118</sup> McConnell, A., Afghanistan Bombing Targets Provide Insight on U.S. Anti-terrorism Coalition, *Eurasia Insight*, 12 octobre 2001. Les États-Unis ont bombardé des installations utilisées par les indépendantistes tchéchènes, des bases situées dans la région de Mazar i-Sharif et des camps d'entraînement situés dans les districts de Hakrez et Mirbachakot dans la province de Kandahar.

dans les environs de Kunduz.<sup>119</sup> Malgré les coups portés aux radicaux islamistes en Afghanistan par les opérations militaires américaines, le président Karimov continue de faire de la lutte contre l'islamisme radical sa priorité.<sup>120</sup> Il a également attiré l'attention des Nations unies sur la nécessité de prendre des mesures afin de réduire la circulation des armes sur le sol afghan. Il s'agit d'éviter qu'elles n'entretiennent l'insécurité dans le pays mais aussi à l'étranger.<sup>121</sup> Sur le terrain afghan, Tachkent a également pu créer un relais au plus haut niveau puisque son protégé, le général Dostom, qui s'est illustré aux côtés des Américains dans les opérations militaires du nord de l'Afghanistan, a été nommé vice-ministre de la Défense par Hamid Karzai. Les intérêts de l'Ouzbékistan devraient ainsi être pris en compte à Kaboul. Outre ces gains immédiats pour sa sécurité, Tachkent a également obtenu, en échange de son soutien, l'engagement de Washington de lui fournir une assistance économique importante (un accord a été négocié fin novembre 2001 et rendu public en Ouzbékistan le 6 décembre 2001).<sup>122</sup> Une dernière remarque : l'alignement extrêmement rapide de Tachkent sur Washington à l'occasion de la crise afghane a jeté un doute sur la volonté de participation de l'Ouzbékistan à l'organisation de coopération de Shanghai dominée par le condominium sino-russe. Avec le regain d'influence américaine dans la zone, Tachkent a vu sa marge de manœuvre diplomatique s'accroître. Il l'a, semble-t-il, rapidement mise en œuvre puisqu'à la réunion de l'organisation de coopération de Shanghai du 7 janvier 2002, un officiel chinois a, pour la première fois, déclaré qu'elle avait pour objectif de lutter contre "trois forces" c'est-à-dire, "*the terrorist groups in Chechnya and East Turkestan and the Uzbekistan Islamic Movement*". L'évocation du Mouvement Islamique d'Ouzbékistan n'est sans doute pas le fruit du hasard.<sup>123</sup>

### 5.3 Le Turkménistan

Le Turkménistan est le seul État de la ceinture du nord à avoir choisi délibérément de rester en dehors de la coalition internationale. Cela procède sans doute du statut de neutralité permanente dont ce pays s'est doté,<sup>124</sup> de l'isolement constant qui caractérise son régime ainsi que des bonnes relations qu'Achkhabad entretenait avec les taliban - au point que le président a refusé à plusieurs reprises de rencontrer le président Rabbani et le ministre des Affaires étrangères Abdullah Abdullah qui avaient fait le déplacement dans la capitale turkmène - dans les années où le Turkménistan rêvait de construire un gazoduc qui irait jusqu'au Pakistan via l'Afghanistan.<sup>125</sup> Mais il se peut aussi que ce pays se soit mis hors jeu, comme le

---

<sup>119</sup> Voir *infra*.

<sup>120</sup> Agence France Presse, Uzbek President Fears Islamic Rebels Could Seep into Central Asia, 27 décembre 2001

<sup>121</sup> Voir United Nations, Security Council, Message from the President of the Republic of Uzbekistan to the Secretary-General of the United Nations (A/56/719-S/2001/1213), 19 décembre 2001. Concernant ce problème, voir Pirseyedi, B., *The Small Arms Problem in Central Asia : Features and Implications*, Geneva, UNIDIR, mai 2000

<sup>122</sup> Voir Harba

<sup>123</sup> Agence France Presse, Central Asian Terror Crack-down to Focus on Three Groups, 8 janvier 2002

<sup>124</sup> Le Turkménistan a fait approuver ce statut par l'Assemblée générale des Nations unies dans sa résolution 50/80A adoptée le 12 décembre 1995. Voir Khoudaiberdiev, R., Main Purpose of Niyazov's Neutrality is Isolation of Turkmenistan: Interview with Boris Shikhmuradov, *RFE/RL Turkmen Report*, 16 décembre 2001

<sup>125</sup> Voir Rashid, *L'Ombre des taliban*, pp. 201 et sv.



pense Olivier Roy, “du fait de la personnalité excentrique de son président Sepamourad Niyazov”.<sup>126</sup> Ses relations particulières avec l’Iran, pays voisin et seul débouché non-russe pour ses exportations de gaz, ont aussi probablement influencé la décision du Turkménistan de rester à l’écart de la coalition mise en place par les Américains.

Même si aucune compagnie pétrolière ne s’est montrée jusqu’ici véritablement intéressée, la fin du régime des taliban et l’établissement éventuel de la stabilité en Afghanistan relancent bien entendu la question du gazoduc turkmène vers les marchés du Pakistan et au-delà de l’Inde.<sup>127</sup> Le président Niyazov a évoqué cette question avec Kenzo Oshima, le représentant des Nations unies pour l’aide humanitaire, en suggérant que l’organisation prenne en charge la construction de ce gazoduc afin d’aider à la stabilité de l’Afghanistan.<sup>128</sup> Mais, comme l’avait déclaré naguère un expert américain, c’est la paix qui amènera le gazoduc en Afghanistan et non ce dernier qui lui procurera la paix. Il faudra donc attendre une stabilisation complète de l’Afghanistan mais aussi des relations indo-pakistanaïses - étant donné que le gazoduc n’est rentable que s’il fournit le marché indien - pour que ce projet ait une chance de sortir des cartons.<sup>129</sup>

#### 5.4 La République kirghize

Quant aux autres anciennes républiques soviétiques d’Asie centrale qui ne possèdent pas de frontières communes avec l’Afghanistan, à savoir la République kirghize et le Kazakhstan, elles se sont également rangées aux côtés des États-Unis. Si Bichkek s’est très tôt aligné sur les positions de Washington - le président Akaev a ainsi autorisé le survol du territoire kirghiz par l’aviation américaine dès le 25 septembre 2001<sup>130</sup> - la République kirghize a été, avec le Tadjikistan, le dernier État d’Asie centrale à accepter le déploiement des forces américaines sur son territoire, en l’occurrence sur l’aéroport de Manas à Bichkek. Progressivement, le gouvernement kirghiz a autorisé la France, le Canada, l’Italie, l’Australie et la Corée du sud à stationner des avions sur cet aéroport. Outre l’accord qu’il a dû obtenir de la Russie, le gouvernement kirghiz, tout comme celui de Douchanbé, craignait les possibles représailles de Kaboul sur son territoire en cas de coopération avec les États-Unis.<sup>131</sup> Les deux États sont en effet vulnérables à la pénétration de militants islamistes sur leur territoire comme l’ont prouvé les incursions du Mouvement islamique d’Ouzbékistan en 1999, 2000 et 2001.<sup>132</sup> Le 19 décembre 2001, Washington a déployé 200 hommes sur le

---

<sup>126</sup> *Le Nouvel Observateur*, 27 septembre -3 octobre 2001, p. 75

<sup>127</sup> Torbakov, I., Taliban Defeat Revives Debate on Trans-Afghan Pipeline, *Eurasia Insight*, 12 décembre 2001

<sup>128</sup> *Alexander’s Gas & Oil Connections*, Turkmenistan Believes UN Should Sponsor Afghan Gas Pipeline Project, vol. 6, n° 23, 6 décembre 2001, [www.gasandoil.com](http://www.gasandoil.com) [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>129</sup> Hiebert, M., Afghanistan: No Big Bin for Big Oil, *Far Eastern Economic Review*, 17 janvier 2002

<sup>130</sup> Schuepp, C., Kyrgyzstan Opens Airspace to US Warplanes, *Eurasia Insight*, 25 septembre 2001

<sup>131</sup> Hogan, B., Kyrgyz Authorities Concerned about Retaliatory Raids against Central Asian Reservoirs, *Eurasia Insight*, 16 octobre 2001; *Eurasia Insight*, Tajik Officials Increase Security at Dams and Other Strategic Facilities, 16 octobre 2001

<sup>132</sup> Koichiev, A., Kyrgyz Soldiers Reportedly Clash with IMU Fighters, *Eurasia Insight*, 26 juillet 2001; *RFE/RL Central Asia Report*; New Rebel Incursions into Southern Kyrgyzstan, 27 juillet 2001

territoire kirghiz et pourrait en envoyer plusieurs milliers d'autres.<sup>133</sup> La République kirghize espère tirer des bénéfices économiques de sa coopération avec les États-Unis<sup>134</sup> tout en redorant son blason terni ces dernières années du fait des dérives autoritaires croissantes du régime.<sup>135</sup> Sur le plan stratégique, la disparition du régime des taliban renforce à court terme la sécurité du pays. En effet, le territoire afghan ne pourra désormais plus servir de refuge au Mouvement islamique d'Ouzbékistan ou à d'autres mouvements éventuels qui pourraient menacer le régime de Bichkek.<sup>136</sup> Il faut cependant garder à l'esprit que les conditions, qui ont permis l'éclosion du radicalisme islamique dans la région, ne sont cependant pas éliminées avec la fin du régime taliban. Comme dans les autres États d'Asie centrale, le problème de la transition économique, de la corruption et de la pauvreté endémique mais aussi de la mauvaise gouvernance persiste.<sup>137</sup> Enfin, Bichkek peut espérer que le nouveau régime afghan s'attaquera au problème de la drogue qui a causé des ravages parmi sa population.<sup>138</sup> La République kirghize était en effet devenue ces dernières années une des voies principales de transit pour les productions afghanes de stupéfiants via le Tadjikistan<sup>139</sup>, comme le montre le tableau ci-dessous.

---

<sup>133</sup> Chytyrbaeva, J., Hill, D., Kyrgyzstan: U.S. Troops and Dollars Are Mixed Blessings, *RFE/RL Features*, 27 décembre 2001

<sup>134</sup> Bichkek fait payer l'utilisation de son aéroport à Washington. Les États-Unis ont également offert 3,5 millions de dollars au Kirghizstan pour remettre en état ses appareils militaires. En outre, ce dernier s'est vu accorder un prêt supplémentaire à faible intérêt de 5 millions de dollars par Tokyo pour la remise en état de l'aéroport de Bichkek en plus des 46 millions de dollars déjà alloués par le gouvernement japonais pour la réparation des pistes d'envol et des terminaux cargo.

<sup>135</sup> Voir Khamidov, A., Kulov Verdict Indicates Akayev Moving in Authoritarian Direction, *Eurasia Insight*, 29 janvier 2001; "Kyrgyzstan" in Human Rights Watch, *World Report 2001*, New-York, 2001, <http://www.hrw.org/wr2k1/europe/kyrgyztan.html> [accédé le 31 janvier 2002]; Schuepp, C., Democracy Gets a Make-over in Kyrgyzstan, *Eurasia Insight*, 30 août 2001

<sup>136</sup> Khamidov, A., Kyrgyz Crackdown on Islamic Religious Groups Set to Continue in 2001, *Eurasia Insight*, 5 janvier 2001

<sup>137</sup> Voir sur la montée du militantisme islamique dans le sud de la République kirghize du fait des conditions socio-économiques, *RFE/RL Central Asia Report*, But Home Grown Problems Are Contributing to Islamic Militancy, 27 juillet 2001

<sup>138</sup> D'après les Nations unies, le nombre de toxicomanes a augmenté de 350% ces cinq dernières années. Le pays compterait environ 50 000 toxicomanes dont 20 000 pour la seule ville de Bichkek. Cette dernière affiche un taux de 50,6 toxicomanes pour 100 000 habitants. Les toxicomanes sont passés du cannabis à l'opium et à l'héroïne. En 1999, 60% d'entre eux consommaient des opiacés. Voir United Nations, Office for Drug Control and Crime Prevention (UNODCCP), Uzbekistan Regional Office, *Kyrgyzstan: Country Profile*, Tachkent, 2001, [http://www.undep.org/uzbekistan/country\\_profile\\_kyr.html](http://www.undep.org/uzbekistan/country_profile_kyr.html) [accédé le 31 janvier 2002]. Parallèlement, le SIDA s'est étendu dans le pays. Les 3/4 des toxicomanes kirghizs seraient séropositifs. Voir *Eurasia Insight*, Central Asia Faces 'Explosive Growth' of HIV/AIDS cases, 11 décembre 2000; United Nations, Integrated Regional Information networks, *Kyrgyzstan: Drug Abuse Fuelling HIV/AIDS*, Bishkek, 29 novembre 2001

<sup>139</sup> Selon le UNODCCP, les routes principales du trafic de la drogue entre le Tadjikistan et le Kirghizstan sont les suivantes : "1) Kyzyl-Art route - covers Khorog-Osh Road and adjacent areas close to the border in the Murghab district of the Gorno-Badakhshan Province; 2) Altyn-Mazar route - starts from the Raushan plateau, continues through the ravines of the Zaalay range, and into the Chon-Alay valley; 3) Batken route - starts in the Jergatal and Garm districts of Tajikistan and continues into the Batken and Kadamjay districts of Osh and the Batken Provinces of Kyrgyzstan; 4) Leninabad route - includes all highways from the Lyailyak district and adjacent areas to the Uzbekistan province center". Voir UNODCCP, Uzbekistan Regional Office, *Kyrgyzstan: Country Profile*

### Prises de drogues en République kirghize entre 1995-2000 (en kg) <sup>140</sup>

Type de drogues saisies	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Opium	620	1 489	1 639	147	166	1.405
Heroïne	0.2	1.5	4	25	29	208
Cannabis	615	850	698	1 488	1 770	1 736

Les déclarations récentes du ministre des Affaires étrangères du gouvernement intérimaire afghan laissent à penser qu'il est conscient du problème et qu'il désire s'y attaquer.<sup>141</sup> Sa tâche risque cependant d'être difficile. En l'absence d'un retour à la stabilité puis à la croissance économique, de nombreux paysans afghans n'ont d'autres choix que de replanter de l'opium.<sup>142</sup>

## 5.5 Le Kazakhstan

Dans le cas du Kazakhstan, le conflit d'Afghanistan a été mis à profit pour relancer les relations avec les États-Unis, relations mises à mal du fait des critiques croissantes à l'égard de l'autoritarisme du président Nursultan Nazarbaev mais aussi des scandales de corruption récents impliquant des sociétés américaines dans le secteur pétrolier kazakh.<sup>143</sup> Dès le 24 septembre 2001, le président Nazarbaev a annoncé qu'il pourrait répondre positivement aux demandes américaines d'utilisation de l'espace aérien kazakh mais a cependant hésité à voir Washington utiliser le territoire kazakh, contrairement à l'Ouzbékistan.<sup>144</sup> Bien que ne possédant pas de frontière commune avec l'Afghanistan, dès le début du mois d'octobre, Astana, tout comme Bichkek, a fortement renforcé les mesures de contrôle à ses frontières mais également dans tout le pays pour assurer sa sécurité intérieure.<sup>145</sup> Preuve de l'inquiétude d'Astana, elle n'a pas hésité à déporter des citoyens Kirghiz et Ouzbeks par mesure de sécurité. Sur le plan international, l'intervention américaine en Afghanistan a donc permis un rapprochement spectaculaire entre les États-Unis et le Kazakhstan. Le 9 décembre 2001, Colin Powell rencontrait pendant deux heures le président Nazarbaev en tête-à-tête à Astana. A la suite de cette rencontre, le président kazakh annonçait son intention de se rendre à Washington. A l'occasion de cette visite aux États-Unis le 21 décembre 2001, les présidents Bush et Nazarbaev ont publié une déclaration commune jetant les bases d'une coopération renouvelée entre leurs deux pays. Les deux chefs d'État déclarent leur volonté d'accroître la coopération bilatérale dans un grand nombre de domaines comme la lutte contre le terrorisme, la non-prolifération d'armes de destruction massive, la sécurité régionale, la

---

<sup>140</sup> *Ibid.*

<sup>141</sup> Sullivan, K., Afghan Official Pledges to Wipe Out Country's Drug Trade, *Washington Post*, 27 décembre 2001

<sup>142</sup> Voir *infra*

<sup>143</sup> Voir "Kazakhstan" in Human Rights Watch, *World Report 2001*; Stratfor, *U.S. Interests in Kazakhstan Jeopardized*, 13 juillet 2000; McKeeby, D., 'Crude Business' : Corruption and Caspian Oil, *CSIS Caspian Energy Update*, août 2000, [www.csis.org/turkey/CEU000901.htm](http://www.csis.org/turkey/CEU000901.htm) [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>144</sup> Bisenova, A., Kazakhstan Backs U.S., Takes Cautious Approach on Refugees, *Eurasia Insight*, 24 septembre 2001; Bisenova, A., Kazakhstan Tries to Balance Disparate Interests, *Eurasia Insight*, 9 octobre 2001

<sup>145</sup> Pannier, B., Kazakhs, Kyrgyz Opt for Stricter Security Measures, *Eurasia Insight*, 17 octobre 2001

démocratie et l'économie de marché, les investissements et enfin le développement des ressources énergétiques. Dans le domaine économique, Washington et Astana s'engagent à renforcer un partenariat stratégique de longue haleine destiné à promouvoir l'intégration du Kazakhstan dans l'économie internationale. Ils ont convenu d'accroître les échanges économiques bilatéraux et aussi d'améliorer le climat des investissements. Washington soutiendra l'entrée d'Astana à l'OMC. En ce qui concerne particulièrement les ressources énergétiques du Kazakhstan, les Américains ont rappelé leur attachement au développement d'infrastructures multiples de transport pour l'exportation de la production d'hydrocarbures kazakhs. Dans ce cadre, le président Bush renouvelle son soutien au développement du pipeline d'exportation Aktau-Bakou-Tbilissi-Ceyhan. Dans le domaine de la sécurité, les deux États conviennent de développer leur coopération bilatérale mais aussi multilatérale dans le cadre du Partenariat pour la Paix de l'OTAN. Washington s'engage à accroître ses programmes d'assistance au Kazakhstan en vue de renforcer la sécurité aux frontières mais aussi les capacités des forces armées du pays. Dans le domaine idéologique, les deux États conviennent enfin de collaborer au développement des institutions démocratiques comme la presse libre.<sup>146</sup> Par rapport au choix de l'administration américaine précédente, les axes fondamentaux de la politique de Washington à l'égard du Kazakhstan ne semblent pas à première vue avoir subi d'infléchissements importants. Washington met toujours l'accent sur la nécessaire promotion de la démocratie et de l'économie de marché. Les dispositions de la déclaration rappellent le soutien des États-Unis à l'indépendance, à la souveraineté et à la sécurité du Kazakhstan.<sup>147</sup> Si Washington se félicite de la mise en place de l'oléoduc du Caspian Pipeline Consortium,<sup>148</sup> il réitère toutefois son attachement aux voies de désenclavement multiples et particulièrement au projet Aktau-Ceyhan, projet dont le tracé évite à la fois le territoire russe et iranien. Alors que Moscou a longtemps considéré ce dernier comme une option qui lui était défavorable, on notera cependant qu'avant le 11 septembre, son point de vue avait progressivement évolué. À l'occasion de sa rencontre avec le président Poutine en Slovénie en juin 2001, le président Bush avait en effet évoqué la Caspienne comme une des régions où la coopération économique russo-américaine pourrait se renforcer.<sup>149</sup> Conscientes des bénéfices qu'elles pouvaient espérer tirer d'un tel projet, les

---

<sup>146</sup> United States, President, Office of the Press Secretary, Joint Statement by President George W. Bush and President Nursultan Nazarbayev on the New Kazakhstan-American Relationship, 21 décembre 2001, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/12/20011221-10.html> [accédé le 31 janvier 2002]. Voir également Reuters, Bush, Kazakh Declare Longterm Strategic Partnership, 24 décembre 2001

<sup>147</sup> Voir Djalili, M-R, Kellner, T., *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, Paris: PUF, 2001, pp. 86 et sv.

<sup>148</sup> Signe de l'essor de la coopération russo-américaine dans la région de la Caspienne, la compagnie américaine ChevronTexaco est le partenaire privé le plus important dans ce projet avec 15% des parts. Les autres partenaires sont la Fédération de Russie qui détient 24% des parts, le Kazakhstan (19%), le Sultanat d'Oman (7%), Lukarco B.V. (12,5%), Rosneft-Shell Caspian Ventures Limited (7,5%), Mobil Caspian Pipeline Company (7,5%), Agip International (N.A.) N.V. (2%), BG Overseas Holdings Limited (2%), Kazakhstan Pipeline Ventures L.L.C. (1,75%) et Oryx Caspian Pipeline L.L.C. (1,75%). Le projet CPC est à la fois l'investissement américain mais aussi étranger le plus important en Russie. La ligne relie le champ de Tengiz au Kazakhstan au port russe de Novorossiysk sur la mer Noire. Il couvre 1580 km et a coûté 2,6 milliards de dollars. Voir United States, President, Office of the Press Secretary, Caspian Pipeline Consortium Fact Sheet, 13 novembre 2001, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/11/20011113-17.html> [accédé le 31 janvier 2002] et *Alexander's Gas & Oil Connections*, Kazakh-Russia Oil Pipeline Opens Officially, vol. 6, n° 24, 19 décembre 2001, [www.gasandoil.com](http://www.gasandoil.com) [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>149</sup> United States, President, Office of the Press Secretary, Press Conference by President Bush and Russian Federation President Putin, 16 juin 2001, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/06/20010618.html> [accédé le 31 janvier 2002]

entreprises russes comme Lukoil avaient également exprimé leur intérêt pour cet oléoduc.<sup>150</sup> Le rapprochement consécutif aux attentats du 11 septembre entre Washington et Moscou pourrait donc favoriser la coopération entre les deux États dans ce domaine même si des doutes persistent encore chez certains en Russie.<sup>151</sup> Le grand perdant de cette nouvelle donne serait alors l'Iran, mais on notera que le gouvernement kazakh n'écarter pas a priori le choix iranien en ce qui concerne les voies de désenclavement pour ses hydrocarbures.<sup>152</sup> Comme le président Nazarbaev l'a déclaré à Colin Powell, la voie iranienne est considérée comme la plus profitable par les investisseurs.<sup>153</sup> Malgré la déclaration commune, le doute subsiste néanmoins quant à la mise en œuvre du projet d'oléoduc. Le document enregistre en effet le soutien des deux États pour le développement du projet Aktau-Baku-Tbilisi-Ceyhan "on commercial terms". Autrement dit, la mise en œuvre définitive du projet reste liée à sa rentabilité commerciale.<sup>154</sup> Pour Astana, le regain d'intérêt américain pour la zone constitue toutefois une chance de relancer sa coopération avec Washington sur de nouvelles bases. Si au-delà des déclarations de circonstances, les États-Unis s'engagent à long terme en Asie centrale, le Kazakhstan pourrait en retirer d'importants profits tant dans le domaine économique que stratégique. L'approfondissement de la coopération en matière de sécurité entre les deux pays mais aussi la mise en place de voies de désenclavement multiples pour les exportations kazakhes d'hydrocarbures avec l'aide des États-Unis pourraient renforcer la stabilité mais aussi la souveraineté d'Astana. L'assise étatique du Kazakhstan pourrait en être renforcée et ses difficultés économiques réduites. Le nouveau climat pourrait également favoriser les investissements étrangers dans le pays. Cependant, les faibles résultats enregistrés par Astana dans le domaine de la transition vers l'économie de marché mais aussi dans celui de la mise en place d'institutions démocratiques et d'une bonne gouvernance au cours des dix années écoulées tempèrent l'optimisme pour l'avenir. Dans l'immédiat, les résultats de la campagne militaire américaine en Afghanistan se font déjà sentir puisque la menace de l'extrémisme islamique, déjà très hypothétique dans le cas du Kazakhstan, s'est évanouie. En ce qui concerne le problème du désenclavement des productions d'hydrocarbures d'Astana, comme dans le cas du Turkménistan, l'établissement d'un régime

---

<sup>150</sup> Actuellement, SOCAR détient 50% des parts du projet, British Petroleum 25,41%, Unocal 7,65%, Statoil (Norvège) 6,37%, TPAO (Turquie) 5,02%, Itochu Oil (Japon) 2,92%, Devon Energy 0,6%, et le joint-venture américano-saoudien Delta Hess 2,03%. Lukoil pourrait participer au projet à hauteur de 7,5%. Voir *Alexander's Gas & Oil Connections*, Russia Shows Increasing Interest in US-backed Pipeline, vol. 6, n° 23, 6 décembre 2001, [www.gasandoil.com](http://www.gasandoil.com) [accédé le 31 janvier 2002]; *RFE/RL Newslines*, LUKoil to Participate in Financing of Baku-Ceyhan Pipeline ?, 28 décembre 2001

<sup>151</sup> Rashid, A., Russia Anxious over Grip on Oil as US Firms Join Great Game, *Alexander's Gas & Oil Connections*, vol. 6, n° 22, 21 novembre 2001, [www.gasandoil.com](http://www.gasandoil.com) [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>152</sup> *Alexander's Gas & Oil Connections*, European Investors in Kazakhstani Oil Still Keen on Iranian Export Route, vol. 6, n° 23, 6 décembre 2001, [www.gasandoil.com](http://www.gasandoil.com) [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>153</sup> Lelyveld, M., "Kazakhstan: Nazarbaev Visit Yields Accords, But Pipeline Deal Still in Doubt", *RFE/RL*, 27 décembre 2001

<sup>154</sup> Si de très nombreux experts ont exprimé leur doute quant à la rentabilité et donc la finalisation de ce projet, récemment, la presse est devenue plus optimiste à son sujet. Voir "Baku-Ceyhan pipeline project moves ahead as SOCAR, BP-Amoco reach agreement", *Alexander's Gas & Oil Connections*, vol. 5, n° 20, November 1, 2000; "Oil Executive Explores Baku-Ceyhan Pipeline Prospects, As Caspian States Wrestle Over Export Routes. Q&A with Howard Chase of BP Amoco", *Eurasia Insight*, March 15, 2001; COE, C., "Future looks good for BTC pipeline project", *Alexander's Gas & Oil Connections*, vol. 6, n° 9, 8 mai 2001; "ENI joins Baku-Tbilisi-Ceyhan crude pipeline sponsor group", *Alexander's Gas & Oil Connections*, vol. 6, n° 22, 21 novembre 2001, [www.gasandoil.com](http://www.gasandoil.com) [accédé le 31 janvier 2002]

stable en Afghanistan relance les spéculations quant aux possibilités d'utilisation du territoire afghan.<sup>155</sup> Enfin, le président Nazarbaev a déjà engrangé les bénéfices de son alignement sur Washington. Les critiques dont il était l'objet en matière de droits de l'Homme ont désormais cédé le pas à la *Realpolitik* et cela au moment où le président kazakh est confronté à des difficultés sur la scène politique interne du pays.<sup>156</sup>

## 6 La Chine : un voisin devenu attentif

Avant l'invasion soviétique, l'attention du régime chinois ne s'était guère portée sur l'Afghanistan. Historiquement, l'Afghanistan était pourtant un des premiers États à avoir reconnu la Chine communiste. Les relations diplomatiques entre les deux États n'avaient cependant été établies qu'en janvier 1955. En août 1960, pour renforcer l'indépendance et la politique de neutralité de l'Afghanistan, la Chine avait conclu un traité d'amitié et de non-agression mutuelle avec Kaboul et, en novembre 1963, un traité délimitant la frontière était signé entre les deux gouvernements.<sup>157</sup> Cependant, l'essor des relations sino-afghanes était limité par la proximité stratégique grandissante de Pékin avec Islamabad. En effet, la Chine avait développé un véritable axe stratégique avec le Pakistan au fur et à mesure que ses relations avec New Delhi se dégradèrent.<sup>158</sup> Aussi, refusait-elle de soutenir les revendications du régime afghan sur le "Pachtounistan" face à Islamabad. Malgré l'intérêt stratégique de ce pays, la Chine n'avait pas de véritable politique afghane. La croissance de l'influence soviétique sur Kaboul va cependant forcer Pékin à s'intéresser à nouveau à l'Afghanistan. Plusieurs événements conduisent à une prise de conscience de l'importance de ce pays pour la sécurité de la Chine. L'abandon par Kaboul de sa politique de "neutralité active" à la suite du coup d'État de 1978 et la signature du pacte d'amitié entre l'URSS et l'Afghanistan constituent aux yeux des Chinois autant de preuves de l'influence grandissante de Moscou. C'est cependant l'invasion soviétique du 25 décembre 1979 qui provoque le réveil de la politique chinoise. Dès le 30 janvier 1979, le ministre chinois des Affaires étrangères la qualifie de menace pour la sécurité de la Chine.<sup>159</sup> Non seulement Pékin renforce sa coopération avec le Pakistan mais, en outre, elle devient avec Islamabad le premier État à fournir une assistance militaire aux moudjahidins afghans. Elle établit ainsi des bases d'entraînement au Xinjiang pour les moudjahidins et renforce sa collaboration avec Washington pour contrer Moscou. Le soutien de Pékin à la résistance afghane va perdurer pendant les années 80. Dans sa politique afghane, Pékin choisit d'appuyer les choix du Pakistan ou en tout cas de ne pas gêner un allié avec qui elle entretient désormais des relations "spéciales". En Afghanistan, la chute en avril 1992 du régime Najibullah et les luttes de factions qui dégénèrent à Kaboul après la prise du pouvoir par les moudjahidins incitent cependant Pékin à mettre fin à sa présence diplomatique en février 1993. Pour Pékin, la

---

<sup>155</sup> *Alexander's Gas & Oil Connections, A War for the Pipelines?*, vol. 6, n° 24, 19 décembre 2001, [www.gasandoil.com](http://www.gasandoil.com) [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>156</sup> Cutler, R. M., Government Crisis in Kazakhstan: Warm-up for the Succession to Nazarbaev?, *The Analyst*, 5 décembre 2001

<sup>157</sup> Texte in Prescott, J.R.V., *Map of Mainland Asia by Treaty*, Carlton: Melbourne University Press, 1975, pp. 240-1

<sup>158</sup> Voir Vertzberger, Y., *The Enduring Entente: Sino-Pakistani Relations, 1960-1980*, New-York: Praeger, 1983

<sup>159</sup> Hilali, A.Z., China's Response to the Soviet Invasion of Afghanistan, *Central Asian Survey*, vol. 20, n°3, 2001, pp. 326-7

poursuite de la guerre civile en Afghanistan après le retrait soviétique de même que les interventions des puissances étrangères dans le conflit afghan à mesure que ce dernier se prolonge constituent des facteurs de déstabilisation pour ses provinces de l'ouest. Un analyste chinois soulignait ainsi, dans une étude publiée en 2000 que la situation de l'Afghanistan avait produit des conséquences négatives sur l'ouest de la Chine en menaçant de s'étendre aux États voisins de l'Asie centrale et en favorisant l'essor du trafic des armes jusqu'en Chine mais aussi la pénétration de forces extrémistes dans la province du Xinjiang.<sup>160</sup> Il rappelait que le conflit avait favorisé le trafic de la drogue dont les effets se font sentir jusqu'en Chine. Sur un plan plus large, l'analyste chinois dénonçait également la pénétration américaine et celle de l'OTAN en Asie centrale. Il considérait qu'elles produisaient des changements défavorables à la Chine en menaçant la sécurité de l'extrême-ouest du pays. Enfin, il constatait que les projets de gazoducs et d'oléoducs à partir de l'Asie centrale à travers l'Afghanistan jetaient le doute quant aux possibilités pour Pékin d'accéder aux ressources énergétiques de cet espace, ressources nécessaires à l'essor économique chinois mais aussi au renforcement de la position stratégique de la Chine en Asie de l'est.<sup>161</sup> En ce qui concerne les taliban, malgré le fait que ces derniers soient soutenus par Islamabad, pourtant vieil allié de Pékin, la montée en puissance de ce mouvement inquiétait les autorités chinoises. Les auteurs chinois considéraient en effet ces derniers comme un instrument de Washington. Une étude consacrée à la géopolitique du Xinjiang publiée en 1999 relevait ainsi que les taliban représentaient une forme de l'islam proche de celle de l'Arabie saoudite avec lequel les États-Unis pouvaient s'accorder.<sup>162</sup> Le régime taliban constituait donc un danger pour la sécurité de la Chine du fait de sa proximité avec Washington. Cet élément n'est toutefois pas le seul facteur constitutif de l'inquiétude de Pékin. La Chine craignait en outre l'assistance que pourrait offrir les taliban aux mouvements indépendantistes ouïgours menaçant la stabilité de sa région autonome du Xinjiang.<sup>163</sup> À la suite des attentats perpétrés le 7 août 1998 contre les ambassades des États-Unis à Nairobi (Kenya) et à Dar es-Salaam (Tanzanie), les relations entre la Maison Blanche et Kaboul se refroidissaient très sensiblement. Peu après, Pékin adoptait une approche flexible à l'égard du régime de Kaboul. Elle a ainsi pratiqué une politique de la carotte et du bâton à son égard. Si d'un côté, la Chine a été à l'origine de la création du groupe de "Shanghai" en 1996,<sup>164</sup> groupe dont les déclarations conjointes

---

<sup>160</sup> Du, Youkang., Internationalization of Afghanistan's Civil War and Its Impacts, in Zhang, X. and Gancheng Zhao (éd), *The Post Cold War World*, Shanghai: Shanghai Institute for International Studies, 2000, pp. 315-16

<sup>161</sup> *Idem*, pp. 316-17

<sup>162</sup> Shi, Lan. Xinjiangde diyuan zhenzhi in Pan, Z. *Minzu zijue haishi minzu fenlie*, Wulumuqi: Xinjiang renmin chubanshe, 1999, pp. 365-66. Également Du, pp. 300 et sv.

<sup>163</sup> Concernant la question ouïgoure voir Kellner, T., La République populaire de Chine et la nouvelle Asie centrale dix ans après l'indépendance, Papier préparé pour la conférence The OSCE and the Multiple Challenges of Transition in the Caucasus and Central Asia (1991-2001) organisée par l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, Genève, 6-8 décembre 2001; Kellner, T., Chine, le Xinjiang et les Ouïgours, janvier 2002, <http://www.diploweb.com/p7kell2.htm> [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>164</sup> Ce forum regroupait outre Pékin, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. L'Ouzbékistan fait partie de l'Organisation de coopération de Shanghai depuis l'été 2001. Le Pakistan comme l'Inde se sont déclarés intéressés. Les autres États, à l'exception de la Chine, se méfient néanmoins d'Islamabad. Voir Farooq, U, Pakistan Wants to Join Shanghai Five, *The News* [Islamabad], in *Foreign Broadcast Information Service*, FBIS-CHI-2001-0104, 4 janvier 2001

adoptées à l'issue des sommets d'Almaty (1998),<sup>165</sup> de Bishkek (1999),<sup>166</sup> de Douchanbé (2000)<sup>167</sup> et de Shanghai (2001),<sup>168</sup> dénonçaient l' "extrémisme religieux", de l'autre, elle a plaidé pour une solution pacifique au conflit afghan dans le cadre des Nations unies<sup>169</sup> et a développé une politique d'engagement à l'égard du régime taliban. Bien qu'elle n'ait jamais retiré sa reconnaissance diplomatique au gouvernement Rabbani, Pékin n'a cependant pas soutenu militairement le front anti-taliban contrairement à l'Iran, à la Turquie, à l'Inde mais aussi à ses partenaires au sein du groupe de Shanghai. Pour faire pression sur le régime de Kaboul, Pékin a voté certaines résolutions du Conseil de Sécurité des Nations unies imposant des sanctions contre les taliban<sup>170</sup> tout en s'abstenant, à d'autres moments, comme lors du vote de la résolution 1333 du 19 décembre 2000 qui restreignait la liberté de mouvement des officiels taliban et imposait un embargo sur les armes.<sup>171</sup> Cette politique d'engagement à l'égard des taliban s'est progressivement mise en place à partir du début de l'année 1999 lorsque cinq diplomates chinois se sont rendus à Kaboul. A l'issue de cette rencontre, Pékin a annoncé l'instauration de relations commerciales officielles avec les taliban et l'organisation de vols directs entre Kaboul et Urumqi. En décembre 1999, une délégation officielle du régime des taliban composée de trois membres du gouvernement s'est rendue à Pékin pour une mission de quatre jours. Les discussions entre les parties ont porté sur une aide économique éventuelle de Pékin au régime de Kaboul. En novembre 2000, des membres de l'Institut pour l'étude des relations internationales contemporaines de Pékin, un important think-tank gouvernemental, ont fait le déplacement en Afghanistan. Un mois plus tard, quelques jours avant le vote de la résolution 1333 des Nations unies, une délégation chinoise menée par Lu Shulin, l'ambassadeur chinois à Islamabad, s'est rendue dans la capitale afghane pour négocier avec les taliban. À cette occasion, le diplomate chinois a rencontré le mollah Omar, ce qui est un privilège rarement accordé à un non-musulman.<sup>172</sup> Outre ces visites réciproques et malgré l'embargo décrété par les Nations unies, Pékin a établi des relations économiques et commerciales avec Kaboul par le biais de ses sociétés. Deux compagnies chinoises, Huawei Technologies Co. et ZTE, ont ainsi installé 12 000 lignes

---

<sup>165</sup> Joint Statement of Kazakhstan, China, Kyrgyzstan, Russia and Tajikistan on the Almaty Meeting, July 3, 1998, Xinhua in *Foreign Broadcast Information Service*, FBIS -CHI-98-184, 3 juillet 1998

<sup>166</sup> Bishkek Statement, Xinhua Domestic Service in *Foreign Broadcast Information Service*, FBIS -CHI-1999-0826, 25 août 1999

<sup>167</sup> "Réunion des ministres des Affaires étrangères de Chine, du Kazakhstan, du Kirghizstan, de Russie et du Tadjikistan, Communiqué conjoint, Douchanbé, 4 juillet 2000", in *Documents d'actualité internationale* [Paris], n°18, 15 septembre 2000

<sup>168</sup> 'Text' of Shanghai Cooperation Organization Declaration Issued in Shanghai, Xinhua in *Foreign Broadcast Information Service*, FBIS -CHI-2001-0615, 15 juin 2001

<sup>169</sup> Ding, Baozhong, Shen Guofang Urges Peaceful Solution to Afghan Issue, Xinhua in *Foreign Broadcast Information Service*, FBIS -CHI-1999-0828, 28 août 1999

<sup>170</sup> Spokeswoman on PRC's Vote for Sanction against Taliban, Xinhua in *Foreign Broadcast Information Service*, FBIS -CHI-1999-1104, 4 novembre 1999

<sup>171</sup> China FM Spokesman Comments on Issue of Afghanistan, Xinhua in *Foreign Broadcast Information Service*, FBIS -CHI-2000-1221, 21 décembre 2000

<sup>172</sup> Agence France Presse, Chinese Diplomats to Call on Taliban Supreme Leader, 12 décembre 2000



téléphoniques à Kandahar et 5 000 lignes à Kaboul.<sup>173</sup> Durant l'été 2001, une délégation du gouvernement taliban dirigée par l'attaché commercial du régime au Pakistan se rendait également en Chine pour rencontrer des hommes d'affaires privés chinois. Aucune rencontre officielle n'aurait cependant été prévue avec le ministère chinois du commerce,<sup>174</sup> les relations entre la Chine et les taliban ayant été affectées par la destruction des bouddhas de Bâmiyân.<sup>175</sup> Le 11 septembre 2001, jour des attentats de New-York et Washington, Pékin concluait toutefois un protocole d'accord visant à étendre ses relations économiques et sa coopération technique avec le régime des taliban.<sup>176</sup> Dans le contexte des attentats, le ministère chinois des Affaires étrangères s'est empressé de nier la conclusion d'un tel accord.<sup>177</sup> Contrairement aux voisins centrasiatiques de l'Afghanistan à l'exception du Turkménistan, Pékin avait donc réussi à établir des relations presque normales avec les taliban. Fondamentalement, ce sont des raisons de sécurité qui l'ont amenée à développer une politique d'engagement à leur égard. En nouant des liens avec le pouvoir afghan mais aussi en exerçant des pressions sur son allié pakistanais,<sup>178</sup> Pékin cherchait à se prémunir contre un soutien éventuel de Kaboul aux indépendantistes ouïgours du Xinjiang. Certains Ouïgours auraient en effet étudié dans les madrassas du Pakistan et auraient combattu aux côtés des taliban en Afghanistan contre les troupes de l'Alliance du nord. Cependant, le nombre réel de ces militants reste sujet à caution. Les analyses occidentales avancent des chiffres situés entre 200 et 500 individus alors que les autorités chinoises parlent de 2 000 à 3 000 militants ouïgours ayant transité par l'Afghanistan. Pour éviter leur retour au Xinjiang, Pékin a donc offert aux taliban d'accroître les liens économiques bilatéraux.<sup>179</sup> Sous cet aspect, sa politique

---

<sup>173</sup> *Far Eastern Economic Review*, China Firm Trades with Taliban, 15 mars 2001; Murphy, D., Lawrence, S., Beijing Hopes to Gain from U.S. Raids on Afghanistan, *Far Eastern Economic Review*, 4 octobre 2001

<sup>174</sup> Munawar, H., Taliban Team to Visit China to Boost Trade, *The Nation* [Lahore], 4 juillet 2001

<sup>175</sup> Contrairement à ses décisions précédentes, le mollah Mohammad Omar a publié, le 26 février 2001, un décret ordonnant la destruction des statues, tombeaux et sanctuaires non islamiques. Le directeur général de l'Unesco confirmait le 12 mars 2001 que la majeure partie des deux bouddhas géants de Bâmiyân avait été détruit à l'explosif. Centlivres, P., *Les Bouddhas d'Afghanistan*, Lausanne: Favre, 2001

<sup>176</sup> Pomfret, J., China Strengthens Ties with Taleban by Signing Economic Deal, *International Herald Tribune*, 13 septembre 2001

<sup>177</sup> Voir People's Republic of China, Ministry of Foreign Affairs, Spokesperson on the Reported Relations between China and Taliban, 15 septembre 2001, <http://www.fmprc.gov.cn/eng/17986.html> [accès le 31 janvier 2002]

<sup>178</sup> Dans sa lutte contre les mouvements indépendantistes ouïgours, Pékin a obtenu la collaboration des partis radicaux pakistanais. Dans un article paru en mai 2001, on pouvait ainsi lire que "*Important religious and jihadi organizations of Pakistan, including Jamaat-i-Islami, have once again assured the Chinese government that they are ready to help the Chinese government in every way regarding the internal situation in China. [...] In this regard, a meeting took place between Jamaat-i-Islami leaders and the Chinese ambassador before the visit of the Chinese prime minister. Jamaat-i-Islami and jihadi organizations say that China has always supported Muslims on a number of issues, including those of Kashmir and Palestine. Therefore, all the jihadi and religious organizations should help China in solving its internal problems. These organizations have decided to help China in internal issues, including that of Xinjiang.*" in Suharwardi, M., Internal Disturbances in China: Religious Organizations Assure Cooperation, *Rawalpindi Nawa-i-Waqt in Foreign Broadcast Information Service*, FBIS -CHI-2001-0515, 15 mai 2001. Malgré la répression chinoise à l'égard de sa population ouïgoure musulmane, les organisations radicales pakistanaises ne se sentent donc pas solidaires de leur coreligionnaires turcophones. On comparera cette situation avec la violence du discours de ces organisations à l'égard des États-Unis.

<sup>179</sup> *BBC News*, Taleban Assure China over Extremists, 25 juillet 2000

à l'égard de Kaboul peut-être rapprochée de celle mise en œuvre à l'égard des républiques d'Asie centrale depuis 1991.<sup>180</sup>

L'intervention américaine consécutive aux attentats du 11 septembre 2001 change cependant la donne. L'élimination du régime des taliban ouvre en effet la porte à l'incertitude. Si la perspective d'un retour à la stabilité en Afghanistan constitue bien entendu un gain pour la sécurité de la Chine, l'établissement d'un nouveau pouvoir à Kaboul dont les composantes n'ont guère eu de contact avec elle, oblige néanmoins les autorités chinoises à définir dans l'urgence une nouvelle politique étrangère. Très pragmatiquement et pour ne pas être marginalisée sur la scène politique afghane, Pékin s'est attachée à envoyer des messages positifs au nouveau pouvoir à Kaboul. Elle s'est empressée de féliciter le gouvernement de transition pour sa mise en place,<sup>181</sup> envisage de réouvrir rapidement son ambassade dans la capitale afghane - elle a dépêché sur place Zhang Min, le chargé d'affaire en place à Kaboul avant la fermeture de son ambassade en 1993 - et a enfin annoncé qu'elle entendait fournir de l'aide humanitaire aux Afghans et participer à la reconstruction du pays.<sup>182</sup> Pékin tente donc de s'assurer des relais locaux car elle n'ignore pas que son influence sur le nouveau régime afghan est très limitée.

Mais le retour à la stabilité de l'Afghanistan et la disparition de la menace potentielle que constituait le régime des taliban ne doit pas masquer d'autres sources d'inquiétudes. L'intervention américaine risque d'avoir des retombées sur son allié pakistanais. Une déstabilisation de ce pays affaiblirait la position de Pékin face à l'Inde, pays dont elle suit avec attention l'essor des relations avec Washington.<sup>183</sup> La Chine s'inquiète également des tensions entre Islamabad et New Delhi. Dans une période où elle est confrontée à des difficultés économiques mais aussi politiques (la transition entre la troisième et la quatrième génération de cadres du PCC doit avoir lieu en 2002), la Chine n'a en effet aucun intérêt à voir éclater un conflit entre ses deux voisins. Dans la question du Cachemire, elle a adopté, lors du conflit de Kargil en 1999, une attitude de neutralité afin de ne pas encourager les militaires pakistanais à poursuivre leurs actions militaires.<sup>184</sup> Dans la crise actuelle, la Chine a donné des conseils de prudence au Pakistan<sup>185</sup> tout lui en réaffirmant son soutien<sup>186</sup> afin que

---

<sup>180</sup> Voir Kellner, La République populaire de Chine; Djilili, Kellner, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, pp. 99-122.

<sup>181</sup> People's Republic of China, Ministry of Foreign Affairs, Spokesperson on the Establishment of the Afghan Interim Government, 23 décembre 2001, <http://www.fmprc.gov.cn/eng/22737.html> [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>182</sup> Reuters, China Congratulates Afghans on Interim Government, 6 décembre 2001; Reuters, China Envoys to Visit Kabul, Mull Resuming Embassy, 11 décembre 2001; Xinhua, China to Actively Participate in Afghan Reconstruction, 13 décembre 2001

<sup>183</sup> Voir Yang, L., Wang, R., The United States is Cooking Up an Asia 'Containment Net', *Renmin Ribao in Foreign Broadcast Information Service*, FBIS-CHI-2001-0518, 18 mai 2001 et *Renmin Ribao (Guangzhou South China News Supplement)*, Article Accuses the United States of Supporting India in an Attempt to Contain the PRC, in *Foreign Broadcast Information Service*, FBIS -CHI-2001-0830, 29 août 2001

<sup>184</sup> Singh, S., The Kargil Conflict: Why and How of China's Neutrality, *Strategic Analysis*, vol. 23, n°7, octobre 1999, pp. 1083-94. *A contrario*, certains commentateurs indiens ont cependant considéré que la neutralité de Pékin était davantage un blanc-seing donné à l'agression pakistanaise. Pour le cas où l'Inde perdrait militairement sur le terrain, la neutralité chinoise favoriserait en effet le vainqueur. Voir Raghavan, V.R., China, India and Kashmir, *The Hindu*, 15 juin 1999

<sup>185</sup> Smith, C. S., China Asks that Pakistan Show Caution, *New York Times*, 4 janvier 2002

New Delhi ne soit pas encouragé à agir par la perception qu'elle aurait de l'isolement d'Islamabad. Si la Chine tente d'apaiser les tensions régionales, c'est aussi sans doute pour éviter que les États-Unis ne puissent saisir l'occasion du conflit indo-pakistanaï pour pénétrer encore davantage dans la région. Pékin craint en effet un trop grand rapprochement entre Islamabad et Washington. Le déploiement des forces américaines sur quatre bases pakistanaises dont Jacobabad et Pasni, n'a pu qu'alarmer la Chine. C'est pour cette raison qu'elle s'est empressée de renouer des contacts avec la capitale pakistanaïse. Le président Musharraf s'est ainsi rendu deux fois dans la capitale chinoise - ce qui est exceptionnel - sans doute pour essayer de trouver un soutien auprès de Pékin dans la crise du Cachemire mais aussi pour rassurer son allié. Le 11 janvier 2001, il aurait d'ailleurs demandé à Washington d'évacuer les bases occupées jusqu'ici.<sup>187</sup> Il reste cependant à voir si cette information se confirmera et si cela suffira à calmer l'inquiétude de Pékin face au renforcement de l'influence américaine au Pakistan mais aussi face à leur percée stratégique au cœur de l'Asie centrale.

Au regard de cet espace, le retour spectaculaire de États-Unis sur la scène centrasiatique entrave l'essor du condominium sino-russe qui se dessinait depuis plusieurs années<sup>188</sup> et fragilise la position stratégique globale de la Chine face à Washington. Pékin doit constater que des membres de l'organisation de Shanghai - en l'occurrence l'Ouzbékistan mais aussi le Tadjikistan et le Kirghizstan - se sont rapprochés de Washington au point d'accepter le déploiement de forces militaires américaines sur leur territoire, déploiement qui pourrait être de longue durée.<sup>189</sup> Étant donné la méfiance qui s'exprime chez les auteurs chinois à l'égard des États-Unis en général, il est clair que la possibilité de voir des bases militaires américaines installées aux frontières mêmes de sa région autonome du Xinjiang alarme le gouvernement chinois. Cette région abrite non seulement le centre d'essais nucléaires de la République populaire mais elle renferme en outre des réserves d'hydrocarbures encore inexploitées, nécessaires à la poursuite de l'essor économique du pays. Pékin est en outre consciente de sa vulnérabilité au Xinjiang du fait du renforcement du sentiment national ouïgour depuis l'indépendance des Républiques d'Asie centrale en 1991. Elle se méfie des intentions de Washington qui pourrait utiliser un jour cette question pour s'ingérer dans ses affaires au nom de la protection des droits de l'Homme comme ce fut le cas à ses yeux face à la Serbie lors du conflit du Kosovo.<sup>190</sup> Au regard de l'Asie centrale, la position de Pékin est donc aujourd'hui moins assurée qu'avant le 11 septembre. La percée américaine dans cette zone constitue un échec pour sa politique étrangère, politique qui visait - entre autre objectif - à limiter l'influence des Occidentaux dans cette région stratégique, arrière-cour de la Chine. Le doute plane quant au devenir de l'organisation de coopération de Shanghai, créée à

---

<sup>186</sup> Reuters, Pakistan Says China Ready to Give It Support, 4 janvier 2002

<sup>187</sup> Reuters, Les forces américaines s'apprêteraient à quitter le Pakistan, 11 janvier 2002.

<sup>188</sup> Cutler, R. M., The Shattering of the Sino-Russian Entente over the Shape of Central Asia?, *The Analyst*, 21 novembre 2001

<sup>189</sup> Jakypova, C., Kyrgyzstan: U.S. Bolsters Strategic Plans for Region, *IWPR's Reporting Central Asia*, n° 98, 11 janvier 2001

<sup>190</sup> Guo, Yan, Kesuowo zhanzheng dui minzu fenlie wentide qishi, *Xibei Daxue Xuebao*, vol. 30, n°4, 2000, pp. 105-10

l'initiative de Pékin pour mettre en œuvre cette politique. Certains observateurs considèrent d'ores et déjà que les succès américains en Asie centrale la rendent obsolète.<sup>191</sup>

Pour maintenir son influence dans la zone, Pékin s'est empressée depuis le 11 septembre d'offrir sa coopération dans le domaine de la sécurité aux républiques d'Asie centrale frontalières du Xinjiang. Les ministères de l'Intérieur chinois et kirghiz ont ainsi conclu le 20 décembre 2001 un accord de coopération aux termes duquel la Chine devrait fournir une assistance technique aux services de sécurité kirghize pour un montant de 483 000 dollars.<sup>192</sup> Pékin a également offert une assistance militaire au Tadjikistan pour un montant estimé à 1.000.000 de dollars.<sup>193</sup> Enfin, le président chinois a proposé à l'Ouzbékistan d'approfondir la coopération entre les deux États dans le domaine politique mais aussi économique.<sup>194</sup> Il s'agit de ne pas laisser le terrain à Washington seul et ce d'autant qu'il envisage de s'installer à long terme en Asie centrale.<sup>195</sup>

Pékin s'alarme également du rapprochement spectaculaire opéré par la Russie et les États-Unis à l'occasion de l'intervention américaine en Afghanistan, mais aussi de l'aval de Moscou à la dénonciation du traité ABM par le président Bush le 13 décembre 2001.<sup>196</sup> Étant donné le faible nombre de missiles dont dispose la Chine,<sup>197</sup> elle est particulièrement menacée par ce choix de Washington, la dissuasion minimale exercée par ses forces nucléaires étant réduite à néant. Or, elle n'a pas été soutenue par la Russie sur ce dossier. Cette situation jette un doute sur l'état du partenariat sino-russe.

L'intervention américaine en Afghanistan bouleverse donc l'environnement régional de la Chine. Si Washington s'installe à long terme en Asie centrale et accroît sa collaboration avec l'Inde par exemple, Pékin risque de se trouver isolée et même peut-être véritablement encerclée par le dispositif américain en Asie. Comme le rappelle David M. Lampton, "*The ancient Chinese fear has always been encirclement by its enemies, and virtually everything that happened since September has reinforced that.*"<sup>198</sup> Le retour d'influence de Washington

---

<sup>191</sup> Lam, W. W.L., Is China Losing Its High Moral Ground?, *CNN*, 18 décembre 2001

<sup>192</sup> RFE/RL Newline, Chinese, Kyrgyz Interior Ministries Sign Cooperation Agreement", 21 décembre 2001

<sup>193</sup> RFE/RL *Central Asia Report*, In the Shadow of the Bear, Central Asian States Clarify Their Positions on Strikes against Afghanistan, 20 septembre 2001

<sup>194</sup> Xinhua, Chinese, Uzbek Leaders Mark Decade of Relations, 3 janvier 2002

<sup>195</sup> Schmitt, E., Dao, J., U.S. Forces Dig In to Keep Presence in Central Asia for Years to Come, *International Herald Tribune*, 10 janvier 2002

<sup>196</sup> Despici-Popovic, H., Le retrait américain d'ABM ne trouble pas la Russie, *Libération*, 14 décembre 2001

<sup>197</sup> La Chine disposerait de moins de 25 missiles Dongfeng 5 d'une portée de 13 000 km (15 à 20 Dongfeng 5 selon International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 1999-2000*, Oxford: Oxford University Press, 1999, p. 186). Sa nouvelle génération de missiles mobiles à combustible solide, le Dongfeng 31 à tête multiple d'une portée de 8 000 km serait au stade final de développement et devrait être déployée en 2002. En 2015, elle devrait disposer d'une centaine de missiles nucléaires (peut être davantage selon certains). D'après Norris, R.S., Arkin, W., NRDC Nuclear Notebook: Chinese Nuclear Forces 2001, *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 57, n°5, septembre/octobre 2001, pp. 71-2; Associated Press, CIA Highlights China Missile Threat, 10 janvier 2002

<sup>198</sup> Cité in Sands, D.R., China Counters U.S. Influence, *The Washington Times*, 11 janvier 2002

au cœur de l'Eurasie trouve déjà sa traduction dans le communiqué final de la réunion des États de l'organisation de coopération de Shanghai qui s'est tenue le 7 janvier 2002. Contrairement aux déclarations précédentes, ce dernier ne contient pas la condamnation traditionnelle de l'hégémonisme américain.<sup>199</sup> On peut cependant y lire en filigrane l'inquiétude face aux intentions de Washington. Le communiqué insiste en effet sur le rôle des Nations unies dans les opérations diplomatiques et militaires en Afghanistan et rappelle le désir de l'organisation de voir s'établir un "Afghanistan paisible et neutre" exempt de "toute administration imposée ou projet d'influence".<sup>200</sup>

Si Pékin doit aujourd'hui constater le renouveau de l'influence américaine en Asie centrale, elle a cependant cherché à tirer certains bénéfices du contexte international. Ainsi, après quelques hésitations initiales,<sup>201</sup> la Chine a réagi aux attentats du 11 septembre de manière extrêmement pragmatique. Contrairement à ses réactions lors du conflit du Kosovo, elle s'est rapidement alignée sur les positions de Washington en affichant une solidarité de principe. Elle a cependant dévoyé le sens de cette solidarité à son profit en assimilant la lutte contre le terrorisme à celle contre le séparatisme de ses minorités ethniques (Tibet et Xinjiang mais aussi la question de Taiwan).<sup>202</sup> Profitant du climat international, elle a renforcé son dispositif militaire au Xinjiang,<sup>203</sup> accentué sa répression contre les indépendantistes ouïgours et raffermi son contrôle sur les activités religieuses dans la région autonome.<sup>204</sup> Utilisant une méthode similaire à celle du pouvoir russe à l'égard des Tchétchènes, les autorités chinoises se sont lancées dans une campagne de dénigrement visant à criminaliser les organisations ouïgoures désormais systématiquement qualifiées de "terroristes".<sup>205</sup> Malgré les critiques de la presse internationale consciente des manipulations chinoises,<sup>206</sup> la répression contre les

---

<sup>199</sup> *BBC News*, Shanghai Six Face New Realities, 7 janvier 2002

<sup>200</sup> Associated Press, Les Six de Shanghai pour un Afghanistan libéré de toute influence étrangère, 7 janvier 2002

<sup>201</sup> Voir le message du président chinois in *People's Daily*, Chinese President Expressed Sympathy to Bush, US Government and People for Disastrous Attacks, 12 septembre 2001, [http://english.peopledaily.com.cn/english/200109/12/eng20010912\\_79944.html](http://english.peopledaily.com.cn/english/200109/12/eng20010912_79944.html) [accédé le 31 janvier 2002]. Les réactions populaires en Chine, notamment sur internet, n'étaient guère favorables aux États-Unis, mais le pouvoir les a rapidement censurées. Voir Pomfret, J., China Censors Anti-U.S. Reaction, *International Herald Tribune*, 15 septembre 2001

<sup>202</sup> Pomfret, J., China's Support Comes at a Price, *International Herald Tribune*, 19 septembre 2001. Voir Amnesty International, *China: Fight against Terrorism Is No Excuse for Repression*, Londres, 11 octobre 2001; Human Rights Watch, *China: Human Rights Concerns in Xinjiang*, New-York, octobre 2001

<sup>203</sup> Bennett, C., Twin Mission for PLA Troops, *South China Morning Post*, 27 septembre 2001 et Kyodo News Service, Four Divisions Moved to Xinjiang to Quell Uighur 'Separatists', 12 janvier 2002

<sup>204</sup> "China conducts training courses for Xinjiang mosque leaders", *BBC Monitoring*, 12 janvier 2002

<sup>205</sup> Eckkolm, E., China Seeks World Support in Fight With Its Muslim Separatists, *New York Times*, 12 octobre 2001; *People's Daily Online*, Zhu Bangzao Discloses Bloody Cases Created by 'East Tujue' Elements at Home and Abroad, 16 novembre 2001; *People's Daily Online*, Unveiling the Terrorist Nature of 'East Tujue' Elements, 16 novembre 2001

<sup>206</sup> Bowring, P., China's Xinjiang Problem Has Nothing Much to Do with Islam, *International Herald Tribune*, 30 novembre 2001

Ouïgours risque de se poursuivre. Le président chinois l'a réaffirmé dans son allocution de nouvelle année.<sup>207</sup>

Sur le plan international, Pékin a tenté de faire avaliser par Washington la légitimité de sa lutte contre "le terrorisme" ouïgour en échange de sa coopération. Contrairement aux Républiques d'Asie centrale ou au Pakistan qui soutiennent la position de Pékin,<sup>208</sup> il semble que la Maison Blanche se soit jusqu'ici refusée à admettre les termes de ce marché.<sup>209</sup> Mais certains aux États-Unis semblent ne pas partager cette analyse et acceptent la version des autorités chinoises au nom d'un rapprochement peut-être nécessaire avec Pékin. Ainsi, Richard Holbrooke a repris à son compte, sans aucune critique, les allégations des autorités chinoises. Il estime en effet que *"the two countries have a common strategic adversary again, this time not Moscow but terrorism and extreme Islamic fundamentalism - both issues that deeply concern the Chinese leadership, which has faced some groups inside western China with ties to al Qaeda"*.<sup>210</sup> Seule l'ignorance de la nature du problème ouïgour au Xinjiang permet d'expliquer une telle distorsion des faits. A la suite de la réunion de l'organisation de coopération de Shanghai du 7 janvier 2002, le ministre chinois des Affaires étrangères, Tang Jiaxuan a déclaré que *"all members are supportive of the positions and efforts respectively of China concerning East Turkestan terrorists and of Russia concerning Chechen terrorists, and regard these efforts as part and parcel of the international fight against terrorism"*.<sup>211</sup> Les populations ouïgours pourraient bien être en Chine les principales victimes de l'intervention américaine en Afghanistan. L'accélération de la répression à l'égard des Ouïgours doit en effet être mise en parallèle avec la percée stratégique de Washington en Asie centrale. Pékin, consciente de sa fragilité au Xinjiang, tente par sa répression de supprimer par avance une cause d'intervention dont Washington pourrait se saisir. La Chine considère en effet que la protection des droits de l'Homme (*rendao zhuyi*), n'est en fait qu'un instrument politique au service de l'hégémonisme (*baquan zhuyi*) des États-Unis.

## 7 La Russie : retour d'influence ?

Par rapport à l'Afghanistan, à la différence de ce qui s'était passé en Bosnie, puis au Kosovo, les Russes n'ont pas du tout opté pour une attitude d'obstruction. Bien au contraire, à la surprise des observateurs, au lendemain du 11 septembre, Vladimir Poutine, contre l'avis d'une partie de l'armée et de la classe politique, a décidé de soutenir l'opération militaire américaine en Afghanistan et de placer son pays au cœur de la campagne antiterroriste menée par les États-Unis. La décision du président Poutine n'était pas sans risque. En effet, en cas d'échec de la politique américaine en Afghanistan ou si Washington se retirait sans avoir résolu le problème afghan, les Russes seraient eux obligés de rester sur place et de subir les conséquences de ce désastre. Le président russe a ainsi rapidement énoncé les "cinq points"<sup>212</sup> autour desquels s'articulait la participation de son pays : échanges de

---

<sup>207</sup> Agence France Presse, China's Jiang Zemin Targets Terrorism in New Year Address, 31 décembre 2001

<sup>208</sup> Agence France Presse, Musharraf Urges Chinese Muslims to be 'Patriotic', 22 décembre 2001

<sup>209</sup> Vidaillet, T., China, U.S. Cooperation Against Terror Has Limits, Reuters, 6 décembre 2001

<sup>210</sup> Holbrooke, R., A Defining Moment with China, *Washington Post*, 2 janvier 2002

<sup>211</sup> Agence France Presse, Shanghai Six Foreign Ministers Pledge Action against Terrorism, 7 janvier 2002

<sup>212</sup> Bachkatov, N., Pourquoi Moscou a saisi la balle au bond, *Le Monde diplomatique*, novembre 2001

renseignements, permission de survol de l'espace aérien russe pour des missions humanitaires, contribution à d'éventuelles opérations d'extraction en Afghanistan même, utilisation de bases militaires en Asie centrale, aide accrue aux forces de l'Alliance du nord, le relais de Moscou en Afghanistan depuis la montée en puissance des taliban.

Les raisons qui ont amené Vladimir Poutine à opérer ce choix sont multiples. Sans doute cette option s'inscrit en premier lieu dans la continuation d'une ligne déjà définie par Poutine, celle de l'intégration à l'Occident, seul moyen de renforcer l'État russe et unique façon de moderniser le pays. L'occasion d'approfondir les liens avec Washington dans une position avantageuse valait la peine d'être saisie et ce d'autant que l'administration Bush ne s'était pas montrée particulièrement amicale à l'égard de la Russie au début de son mandat. Ce n'est qu'en juin que les relations avaient commencé à se détendre.<sup>213</sup> Par son alignement sur Washington, Moscou a également recherché la légitimation de sa guerre en Tchétchénie. Face aux attentats de New-York et de Washington, le président Poutine a été un des premiers à réagir. Selon lui, ces actes étaient "un défi qui a été lancé à toute l'humanité". Moscou a ainsi appelé la communauté internationale à s'unir dans la lutte contre le terrorisme, "peste du vingt et unième siècle". Il n'a pas hésité à faire le parallèle entre les attentats de New-York et de Washington et la guerre en Tchétchénie. Pour rappel, cette guerre, qualifiée par Moscou d'"opération antiterroriste" a été déclenchée à la suite d'une vague d'attentats en Russie, attentats dont l'origine n'a jamais été prouvée et qui laisse bien des observateurs sceptiques quant à l'implication du mouvement tchétchène. En dressant un parallèle avec les événements de New-York et Washington, Moscou a transmis le message selon lequel les Tchétchènes devaient être assimilés aux "terroristes". Tout en altérant l'image que l'opinion internationale pouvait avoir de la cause tchétchène, le gouvernement a ainsi placé son intervention militaire dans cette région dans le contexte de la campagne internationale de lutte contre le terrorisme afin de réduire les critiques en matière de violation des droits de l'Homme.<sup>214</sup> À ces deux motivations, il faut ajouter une troisième d'ordre économique qui concerne à la fois le rééchelonnement de la dette extérieure de la Russie, la relance des investissements occidentaux dans le pays et éventuellement la mise à disposition de Moscou de nouveaux crédits. La source des moyens financiers se trouve en effet en Occident et non pas chez les "amis" asiatiques de la Russie comme la Chine, l'Inde ou l'Iran. Sur le plan économique, les Russes cherchent également à obtenir un soutien américain sur le dossier de l'OMC. Enfin, Moscou pourrait tirer profit de son alignement sur Washington en renforçant son rôle dans l'exploitation et le transit des richesses pétrolières et gazières de la Caspienne. En retour de la coopération de la Russie, Washington pourrait en effet être amené à prendre encore davantage en considération les intérêts de Moscou dans le tracé des voies de désenclavement des hydrocarbures de cette région. Selon certaines informations, la compagnie russe Gazprom semble intéressée par les perspectives d'un gazoduc à travers l'Afghanistan vers les marchés indien et pakistanais.<sup>215</sup> Étant donné son manque de capitaux, elle pourrait chercher des partenaires américains pour financer cette opération. Si ce type de projet se développe, la Russie se trouvera en position de conserver une certaine influence sur l'Asie centrale, un

---

<sup>213</sup> Voir Bransten, J., 2001 in Review: Russian Foreign Policy Brings Moscow Closer to West, *RFE/RL Features*, 13 décembre 2001; Gorce, P.-M de la, La Russie en quête d'un nouveau rôle, *Le Monde diplomatique*, mai 2001

<sup>214</sup> Human Rights Watch, *Human Rights in the New Russia-U.S. Relationship*, 13 novembre 2001

<sup>215</sup> Hiebert

espace que beaucoup considère encore aujourd'hui en Russie comme une zone d'influence naturelle.<sup>216</sup>

Le soutien de Moscou à la coalition internationale et à la politique américaine est malgré tout teinté d'une certaine prudence. Si le président Poutine continue à vouloir s'aligner sur Washington, les milieux militaires et politiques, mais aussi la population russe ne sont pas unanimes sur le bien-fondé des opérations militaires américaines en Afghanistan.<sup>217</sup> Nombreux sont ceux en Russie qui perçoivent des "arrière-pensées" de Washington potentiellement nuisibles aux intérêts de la Russie. D'autres ne désirent pas que Moscou s'aligne inconditionnellement sur les positions américaines afin de préserver les relations traditionnelles avec le monde musulman. En outre, malgré ses moyens limités, Moscou entend faire valoir ses intérêts en Afghanistan et ne pas laisser Washington dicter seul les conditions de l'après-guerre. C'est sans doute pour cette raison que la Russie, qui n'a pas directement participé aux opérations de bombardement sur l'Afghanistan, s'est empressée - officiellement à la demande de Burhanuddin Rabbani - d'assurer sa présence à Kaboul en envoyant quatre cents "fonctionnaires" du ministère de la Défense, des Affaires étrangères et des "Situations d'urgence" (MTchS, l'humanitaire russe) sur place dès que la ville est tombée aux mains des troupes de l'Alliance du nord.<sup>218</sup> La Russie a donc été le premier État à expédier en Afghanistan une délégation gouvernementale et à réouvrir son ambassade. En outre, preuve de ses bonnes relations avec l'Alliance du nord, la présence de ses "envoyés" paraît selon certains mieux tolérée que celle des militaires britanniques arrivés fin novembre à l'aéroport de Bagram.

Cette initiative russe démontre que la coopération affichée avec Washington dans la crise afghane n'est pas exempte d'une certaine compétition entre les deux puissances dans la zone. Selon Moscou, il n'y aurait aucune présence militaire russe sur le terrain et ses hommes seraient chargés uniquement de missions humanitaires comme l'ouverture de l'hôpital russe de Kaboul. Mais il faut relever que l'homme désigné par Moscou pour diriger les opérations humanitaires en Afghanistan est un ancien du KGB, le général-colonel Valeri Vostrotine, ex-membre de l'unité d'élite Alpha, l'unité qui prit d'assaut le palais d'Hafizullah Amin en 1979.<sup>219</sup> Au risque de créer quelques tensions avec Washington, Moscou entend ainsi s'assurer que ses intérêts en Afghanistan seront pris en considération. Le numéro de la Pravda du 30 novembre 2001 notait à ce propos,

[en] usant de son influence auprès de l'Alliance du nord, la Russie veut avoir son mot à dire dans les décisions qui vont être prises sur le futur de l'Afghanistan. [...] Nos relations avec l'Iran et avec l'Inde sont un atout

---

<sup>216</sup> Djalili, Kellner, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale.*, pp. 67-84 ; Fitchett, J., War Alters Caspian Equation, *International Herald Tribune*, 31 octobre 2001

<sup>217</sup> Nicolet, L., La présence américaine en Asie centrale irrite les Russes, excepté Vladimir Poutine, *Le Temps*, 11 janvier 2002

<sup>218</sup> Torbakov, I., Russia's Growing Presence in Afghanistan Hints at Regional Rivalry with Western Powers, *Eurasia Insight*, 4 décembre 2001

<sup>219</sup> Jego, M., Le retour des Russes en Afghanistan, *Le Monde*, 4 janvier 2002.



supplémentaire. Il suffit de mettre un frein aux ambitions de l'Alliance et nous obtiendrons alors ce que nous n'avons pu avoir en dix ans de guerre.<sup>220</sup>

Avec l'entrée en fonction du gouvernement intérimaire à Kaboul, gouvernement dans lequel l'Alliance du nord occupe une place essentielle, Moscou jouit d'un bon relais local. Contrairement aux États-Unis, elle a en effet tissé de longue date des relations avec cette formation. Sans l'aide logistique de la Russie, l'Alliance n'aurait sans doute pu faire échec aux taliban dans le nord du pays.<sup>221</sup> Moscou va sans doute utiliser ce relais pour tenter d'assurer le respect de ses intérêts en Afghanistan. Certains observateurs pensent en effet que la présence de ses "envoyés" à Kaboul reflète en fait la perception selon laquelle la sécurité de la Russie ne peut être assurée que moyennant sa présence en Afghanistan, sa "frontière stratégique", selon l'expression du célèbre Général Snesev,<sup>222</sup> étant située sur l'Hindou Kouch et non sur l'Amou-Daria.<sup>223</sup> Si tel est le cas, Moscou dispose certes d'atouts mais face à Washington, comme le reconnaît le Colonel-Général Léonid Ivashov, elle ne pourra au mieux jouer que le second rôle.<sup>224</sup> La Russie ne dispose pas non plus des ressources financières que seuls peuvent fournir les Occidentaux. Aussi, sa place risque également d'être secondaire dans le processus de reconstruction de l'Afghanistan qui va être mis en œuvre lorsque le pays sera stabilisé. Dans le cas où les projets de gazoducs ou d'oléoducs en provenance d'Asie centrale en direction du Pakistan seraient réactivés, les compagnies pétrolières russes pourraient nous l'avons vu jouer un rôle non-négligeable. Cela devrait permettre à la Russie de diversifier ses moyens de conserver une certaine influence dans le pays mais aussi au-delà sur l'Asie centrale, qui demeure une partie intégrante de son horizon de politique étrangère.

Alors que la campagne militaire américaine se poursuit, la Russie a fait savoir qu'elle était opposée à toute extension des opérations hors de l'Afghanistan à cause surtout des relations de coopération qu'elle entretient avec l'Irak, la Libye et l'Iran, pays où les compagnies pétrolières, le secteur nucléaire et le complexe militaro-industriel russes ont des intérêts substantiels. Reste pour l'avenir un autre sujet d'incertitude pour Moscou : la présence des soldats et du matériel militaire américains en Asie centrale. Les États-Unis, afin de varier leurs possibilités d'intervention militaire, ont eu besoin de bases militaires et de points d'appui dans les pays situés dans la ceinture nord de l'Afghanistan, zone traditionnelle d'influence russe faisant partie de la CEI. La Russie a accepté cette présence car, d'une part, elle ne pouvait empêcher certains États, comme l'Ouzbékistan, d'offrir ces possibilités aux Américains et que, d'autre part, sa volonté de collaboration étroite avec la coalition aurait été mise en doute. Cette acceptation se double néanmoins d'appréhensions. Moscou craint en

---

<sup>220</sup> Cité in Jego

<sup>221</sup> Sur le rôle de la Russie dans l'approvisionnement en matériels militaires du Front Uni à partir principalement du Tadjikistan (base de Kulyab), voir Human Rights Watch, *Afghanistan: Crisis of Impunity*, pp. 40-5

<sup>222</sup> Voir Snesev, A. E., *Indiia kak glavnyi faktor v Sredne-Aziatskom voprosie : vzgliad tuzemtsev Indii na anglichan i ikh upravlenie*, Saint-Petersburg: Tip. A.S. Suvorina, 1906; Snesev, A. E., *Avganistan*, Moscou: Gos. izd-vo, 1921

<sup>223</sup> Torbakov, I., "Russian Planners Reexamining 'Great Game' Concepts for Clues on Future Policy", *Eurasia Insight*, 28 novembre 2001.

<sup>224</sup> Torbakov, I., "Russia Worries that Afghan Success Will Prompt U.S. Unilateralism", *Eurasia Insight*, 2 janvier 2002

effet de voir les États-Unis prendre pied dans son arrière-cour en Asie centrale, et y contrebalancer son influence. On s'inquiète également à Moscou de l'unilatéralisme grandissant de Washington qui n'a ainsi pas hésité à rejeter le traité ABM sans vraiment considérer l'avis de la Russie, ni d'ailleurs celui de la Chine.

Certains observateurs pensent cependant que le calcul de Moscou est différent. Il consisterait à faciliter la pénétration américaine en Asie centrale pour offrir en fait à Washington un cadeau empoisonné en lui donnant un rôle de stabilisateur des flancs sud, instables, de la Russie.<sup>225</sup> Il est encore cependant trop tôt pour pouvoir se prononcer sur cette hypothèse. Quoi qu'il en soit, la chute du régime des taliban renforce la sécurité de la Russie. Cependant, ce gain important lui ôte en même temps les possibilités de manipulations de la "menace islamiste", menace que Moscou avait utilisé ces dernières années pour maintenir voire accroître son influence dans l'espace centrasiatique. Ahmed Rashid signalait ainsi qu'au cours de l'été 2000, les militaires russes surveillant la frontière entre l'Afghanistan et le Tadjikistan ne s'étaient pas opposés à la pénétration des combattants du Mouvement islamique d'Ouzbékistan sur le territoire tadjik d'où ils avaient lancé leur offensive contre la République kirghize et l'Ouzbékistan. Cette action délibérée était selon lui destinée à aggraver la tension en Asie centrale afin de rendre le recours à Moscou plus nécessaire encore.<sup>226</sup> Dans le contexte de l'après-taliban, la rhétorique consistant à agiter l'épouvantail islamiste afin de renforcer son influence, ainsi que les possibilités de manipuler ces mouvements disparaissent.

## 8 L'Inde : un nouvel acteur ?

Si depuis l'Antiquité, l'Afghanistan s'est trouvé à la croisée des influences politiques et culturelles du monde persan mais aussi indien, l'histoire du sous-continent indien est également marquée par ce pays. Dans la longue durée historique, les soubresauts qui ont agité l'Afghanistan ont très souvent produit des répercussions importantes sur cet espace. Qu'ils s'agissent de conquérants ou de bureaucrates - les fameux zamindars - venus servir la Cour moghole à Agra, les Afghans ont entretenu des relations étroites avec le monde indien. Mais ces considérations historiques ne doivent pas masquer le fait que l'intérêt que l'Inde contemporaine porte à Kaboul s'inscrit surtout dans le cadre de sa rivalité avec le Pakistan. En effet, étant donné les relations tumultueuses afghano-pakistanaïses depuis 1947, l'Afghanistan constitue potentiellement un allié de revers non négligeable pour New Delhi dans sa confrontation stratégique avec Islamabad. C'est pour éviter que cette opportunité ne disparaisse complètement et que le Pakistan ne renforce la position qu'il a acquise dans les affaires afghanes du fait de la guerre contre l'URSS que New Delhi a soutenu l'Alliance du nord face à la montée en puissance des taliban considérés comme l'instrument de la politique d'Islamabad. Les attentats du 11 septembre ont fourni à New Delhi l'occasion de poursuivre cette stratégie parallèlement à l'approfondissement du rapprochement entamé sous l'administration Clinton avec les États-Unis.<sup>227</sup> Avant la crise du 11 septembre, même si les

---

<sup>225</sup> *Le Monde*, 7 novembre 2001

<sup>226</sup> Voir Rashid, A., Islamic Movement of Uzbekistan's Incursion Assists the Taliban, *The Analyst*, 13 septembre 2000; Zamon, N., Is Juma Namangani a Trump Card in a Mysterious Geopolitical Game?, *Eurasia Insight*, 8 février 2001

<sup>227</sup> Subramanyam, R. A., *Democracies at Loggerheads: Security Aspects of US-India Relations*, New Delhi: South Asian Publishers, 2001; Kaul, T. N., *A Diplomat's Diary, 1947-99: China, India, and USA, the Tantalising Triangle*, Delhi: Macmillan India, 2000

investissements américains demeuraient en dessous des attentes indiennes, les États-Unis étaient néanmoins devenus le plus grand partenaire économique de l'Inde juste après l'Union européenne (en 2000, les échanges bilatéraux avaient atteints plus de 14 milliards de dollars<sup>228</sup>). Ces dernières années, malgré les sanctions imposées par Washington en 1998 à la suite des essais nucléaires indiens, on avait pu assister à une amélioration significative des relations politiques entre les deux États qui partagent un certain nombre d'intérêts communs notamment en ce qui concerne la montée en puissance de la Chine en Asie. Ce rapprochement était déjà très significatif, à tel point que la Chine mais aussi Moscou, l'allié traditionnel de New Delhi, commençaient à s'en inquiéter.<sup>229</sup> Après le 11 septembre, l'Inde s'est rangée inconditionnellement aux côtés de Washington. Dans son discours à la nation du 14 septembre, le premier Ministre indien a offert aux États-Unis de coopérer à l'enquête qui débutait et d'approfondir la collaboration indo-américaine dans la lutte contre le terrorisme.<sup>230</sup> Depuis ce moment, New Delhi aurait apporté une aide précieuse à Washington en matière de renseignements, notamment en ce qui concerne les relations entre les militaires pakistanais et les taliban. En retour, Washington a proposé d'approfondir la coopération américano-indienne dans le domaine militaire. Les États-Unis semblent intéressés par la création de bases militaires et une coopération bilatérale approfondie dans le domaine naval avec l'Inde. New Delhi reste cependant prudente même si un rapprochement avec Washington lui apporterait des avantages indéniables (accroissement des échanges économiques et des investissements, pressions accentuées sur le Pakistan pour qu'il restreigne l'action des mouvements musulmans au Cachemire, droit de regard en ce qui concerne le futur politique de l'Afghanistan et renforcement de sa position par rapport à Pékin).<sup>231</sup> Avec le développement de l'intervention militaire américaine en Afghanistan, du fait de la géographie, New Delhi s'est toutefois vu reléguée - provisoirement sans doute - au second rang derrière le Pakistan dans les préoccupations de Washington. Elle s'est parallèlement inquiétée des nouvelles relations que les autorités américaines ont forgées avec Islamabad dont elles ont besoin pour mener à bien leur campagne militaire.<sup>232</sup> Ce sont des considérations géopolitiques qui ont amené Washington à travailler avec le Pakistan dans le cadre de la crise afghane. Dans sa stratégie au regard de l'Asie, Washington désire en fait approfondir ses rapports avec New Delhi. On a ainsi pu s'apercevoir de l'inconfort américain dans la crise du Cachemire qui s'est développée entre New Delhi et Islamabad à la suite de l'attaque du parlement indien par un groupe radical. Pour l'Inde et le Pakistan, les conséquences des attentats du 11 septembre ont en effet dépassé le seul contexte afghan. Depuis l'attentat perpétré contre le parlement indien le 13 décembre 2001, la tension n'a pas cessé de croître entre les deux États. New Delhi considère qu'avec cet attentat, la limite a été dépassée. Lors de son discours du Nouvel An, le premier ministre indien a déclaré que *"Although India has been a victim of cross-border terrorism for the past nearly two decades*

---

<sup>228</sup> International Monetary Fund, *Direction of Trade Statistics Yearbook*, Washington DC, 2001, p. 533

<sup>229</sup> Mosaki, N., New Delhi Becomes Mecca for U.S. South Asia Policy, *Noviye Izvestia in Current Digest of the Post-Soviet Press*, vol. 53, n°30, 22 août 2001, pp. 17-18

<sup>230</sup> Voir India, Embassy of India to the United States, Press Release on Terrorist Attacks in New York & Washington, DC, 13 septembre 2001, <http://www.indianembassy.org/special/2001/world-center.htm> [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>231</sup> Datta-Ray, S.K., India Ponders an Invitation to Align with America, *International Herald Tribune*, 21 novembre 2001

<sup>232</sup> Chellaney, B., Coddling of Pakistan Angers India, *International Herald Tribune*, 15 octobre 2001

*and has lost tens of thousands of innocent men and women and security forces, the outrage of December 13 has breached the limit of the nation's endurance.*"<sup>233</sup>

Si les risques de guerre totale semblent limités, il n'en demeure pas moins que New Delhi et Islamabad ont tous deux massé des troupes le long des 2 900 kilomètres de frontière commune - au détriment de la surveillance de la frontière afghane dans le cas du Pakistan,<sup>234</sup> que l'Inde a réduit sa présence diplomatique au Pakistan, que la frontière entre les deux États a été fermée et que les escarmouches quotidiennes ont déjà fait de nombreuses victimes. Preuve de la détermination de l'Inde : son build-up militaire est très impressionnant. Il s'agit de la plus grande mobilisation militaire indienne depuis cinquante ans.<sup>235</sup> L'objectif de New Delhi dans cette crise est d'obtenir le démantèlement des groupes armés musulmans qui opèrent contre elle au Cachemire. Elle accuse depuis longtemps le Pakistan de les sponsoriser, notamment le Jaish e-Mohammed et le Lashkar-e-Taiba.<sup>236</sup> Ce dernier groupe a revendiqué l'attaque contre l'assemblée législative indienne au Cachemire qui a fait 40 morts le 1er octobre 2001. Ces deux formations sont soupçonnées d'être liées à al-Qaïda et peut-être responsables de l'attentat suicide du 13 décembre 2001 contre le parlement indien.<sup>237</sup> New Delhi a pu saisir le moment où le contexte international lui est favorable pour faire oublier ses propres violations des droits de l'Homme dans le conflit du Cachemire, ternir encore davantage l'image du Pakistan dans l'opinion internationale et forcer progressivement la main de l'administration américaine, plutôt réticente au départ, pour qu'elle accroisse sa pression sur Islamabad.<sup>238</sup> Parallèlement New Delhi refuse toute médiation entre elle et le Pakistan et n'entend pas permettre une internationalisation de la question étant donné sa supériorité militaire sur le terrain. La situation de Washington dans la question du Cachemire<sup>239</sup> est en fait délicate puisque le président Musharraf, dont les Américains ont besoin dans leur campagne contre les réseaux islamistes en Afghanistan, se trouve confronté à un véritable dilemme. D'un côté, il ne peut renoncer à son alignement sur Washington, alignement qui l'oblige à lutter contre le terrorisme, mais de l'autre, il ne peut pas non plus renoncer au Cachemire, dont la cause est considérée au Pakistan comme une sorte de "lutte sacrée",<sup>240</sup> et abandonner les mouvements qui combattent New Delhi dans cette région sous peine de voir ces organisations se retourner contre lui et susciter un mécontentement

<sup>233</sup> Slater, J., Rashid, A., India and Pakistan: Dangerous Manœuvres, *Far Eastern Economic Review*, 10 janvier 2002

<sup>234</sup> Rashid, A., Pakistan and India: Duty Calls, *Far Eastern Economic Review*, 17 janvier 2002

<sup>235</sup> Rashid, A., Give Peace a Chance, *Far Eastern Economic Review*, 17 janvier 2002

<sup>236</sup> Voir Prakash, P., Un terrorisme sponsorisé par le Pakistan, *Libération*, 29 décembre 2001; Sinha, P.B., Pakistan : The Chief Patron-Promoter of Islamic Militancy and Terrorism, *Strategic Analysis*, vol. 22, n°7, octobre 1997, pp. 1015-29

<sup>237</sup> Prakash, P., Attentat suicide au Parlement indien, New Delhi soupçonne un groupe cachemiri de l'attaque qui a fait 10 morts, *Libération*, 14 décembre 2001

<sup>238</sup> Swamy, A.R., America Needs India and Pakistan, but It Can't Satisfy Both, *International Herald Tribune*, 8 octobre 2001

<sup>239</sup> Voir l'évolution de la politique américaine à l'égard de cette question avant les attentats du 11 septembre dans Palit, P. S., The Kashmir Policy of the United States: A Study of the Perceptions, Conflicts and Dilemmas, *Strategic Analysis*, vol. 25, n° 6, septembre 2001, pp. 781-803

<sup>240</sup> Philip, B., Face à l'Inde, le Pakistan est en position de faiblesse, *Le Monde*, 28 décembre 2001

populaire peut-être dangereux pour son autorité. Ce dernier point inquiète particulièrement Washington qui ne désire pas la déstabilisation du Pakistan. Comme le titrait le Washington Post, pour Musharraf, définir qui est un “terroriste” est un exercice très périlleux.<sup>241</sup> Certains dans le pays dénoncent d’ores et déjà le soutien de Washington à New Delhi dans la question du Cachemire.<sup>242</sup> La marge de manœuvre du président Musharraf est donc très étroite entre la pression de New Delhi et sa propre opinion publique. La position intransigeante de l’Inde a produit des résultats puisque Washington, malgré ses réticences, a exercé des pressions sur Islamabad. Si certains dans la capitale pakistanaise avaient misé sur la bienveillance américaine au regard des agissements des groupes armés intervenant au Cachemire étant donné le rôle pivot du Pakistan dans la campagne militaire en Afghanistan, ils se sont lourdement trompés. L’attaque contre le parlement indien, quel qu’en soit l’auteur, a été jugée inacceptable dans le contexte actuel. Face aux pressions,<sup>243</sup> le Pakistan s’est vu contraint de donner des gages. Il a ainsi annoncé que les comptes bancaires de Jaish e-Mohammed et de Lashkar-e-Taiba avaient été gelés. Le chef du Jaish-e-Mohammed, Maulana Masood Azhar, a été arrêté de même que 50 militants.<sup>244</sup> L’Inde a d’abord qualifié ces mesures de “cosmétiques” et de “duperie”.<sup>245</sup> Le Pakistan a fait un pas supplémentaire en arrêtant le 30 décembre 2001 Hafiz Mohammed Saeed, le leader du Lashkar-e-Taiba. Cette arrestation a été davantage appréciée par New Delhi. Le ministre indien des Affaires étrangères, Jaswant Singh, l’a qualifiée de “pas en avant dans la bonne direction”.<sup>246</sup> Pour essayer de renouer le dialogue, à Katmandou, lors de l’ouverture du sommet de l’Association d’Asie du Sud pour la Coopération régionale (SAARC), le président pakistanais a posé un geste fort en tendant “la main d’une amitié sincère” au premier Ministre indien. Mais M. Vajpayee a déclaré que le président Musharraf devait “donner suite à ce geste en ne permettant aucune activité au Pakistan ou dans aucun territoire sous son contrôle qui permette à des terroristes de perpétrer leur violence aveugle en Inde”.<sup>247</sup> Restait cependant à voir si le président pakistanais avait les moyens de contenter New Delhi. Le danger pour la survie politique de Musharraf lui-même réside dans le fait que la position de l’Inde est inacceptable pour une grande partie de l’opinion publique pakistanaise. Si les Pakistanais reconnaissent que l’islamisme existe bien dans le pays - avant la guerre en Afghanistan, le gouvernement avait déjà interdit en août 2001 deux mouvements extrémistes, le groupe sunnite Lashkar-e-Jhangvi et son homologue chiite Sipah-e-Mohammad, accusés de violences communautaires dans le pays alors que le parti sunnite Sipah-e-Sahaba Pakistan et le parti chiite Tehreek-e-Jafria Pakistan étaient également placés en observation par le pouvoir central - ils rappellent toutefois que ce phénomène est bien moins étendu qu’on ne le croit trop souvent à l’étranger. Pour eux, la position de New Delhi n’est pas exempte de critiques étant donné ses violations massives des droits de l’Homme au Cachemire. La position de la communauté internationale

---

<sup>241</sup> Cody, E., Defining Terrorism Tricky for Pakistan, *Washington Post*, 7 janvier 2002

<sup>242</sup> Husaini, A.W., Le Cachemire figure aussi sur l’agenda, *Courrier international*, 13 décembre 2001

<sup>243</sup> Le Jaish e-Mohammed et le Lashkar-e-Taiba ont été inscrites sur la liste des groupes terroristes par Colin Powell le 26 décembre 2001, *The Frontier Post*, Jaish, Lashkar Put on Terror List, 27 décembre 2001

<sup>244</sup> Chandrasekaran, R., Khan, K., Pakistan Arrests Islamic Militant, *Washington Post*, 26 décembre 2001

<sup>245</sup> Agence France Presse, Le Pakistan acculé par des exigences américaines, 30 décembre 2001

<sup>246</sup> Agence France Presse, Islamabad donne des gages de coopération, 31 décembre 2001

<sup>247</sup> *Le Monde*, Le Pakistan fait un geste en direction de l’Inde, 5 janvier 2002

devrait donc être plus équilibrée dans l'analyse de cette question.<sup>248</sup> Malgré les efforts conjugués de la communauté internationale et de Washington en particulier, la tension au Cachemire entre les deux États demeurerait encore vive à la mi-janvier 2002. Aucune solution diplomatique globale n'était encore apparue à l'horizon alors que Washington réaffirmait au ministre indien de l'Intérieur L.K. Advani qu'il attendait du Pakistan "l'abandon de la terreur comme instrument politique".<sup>249</sup> Les pressions de New Delhi sur Islamabad ne se relâchant pas - le commandant de l'armée de terre, le général Padmanabhan, a ainsi déclaré le 11 janvier qu'"il existait une perspective de guerre conventionnelle limitée" avec le Pakistan<sup>250</sup> - le président Musharraf a pris une décision historique le 12 janvier 2002. Tout en réaffirmant la revendication d'Islamabad sur le Cachemire et en invitant l'Inde au dialogue sur cette question sur la base des résolutions des Nations unies et de la volonté du peuple du Cachemire, il a annoncé la prohibition des organisations Sipah-e-Sahaba, Tehreek-e-Jafria Pakistan et Tehrik-e-Nifaz-e-Shariat Mohammadi. Et plus important dans le contexte du Cachemire, il a prononcé l'interdiction du Jaish-e-Mohammad et du Lashkar-e-Taiba.<sup>251</sup> A la suite de son intervention, un millier d'activistes islamiques auraient été arrêtés dans tout le pays par la police.<sup>252</sup> Les madrassas et les mosquées seront désormais contrôlées. Il n'y aura plus d'"État dans l'État", a-t-il déclaré. Il s'agit donc d'un véritable "coup d'arrêt à vingt ans de laisser-faire".<sup>253</sup> Cette décision courageuse du président pakistanais s'est accompagnée d'une mise en garde ferme à l'Inde contre toute tentative militaire en direction du Pakistan. "*The Armed Forces of Pakistan are fully prepared and deployed to meet any challenge. They will spill the last drop of their blood in the defence of their country. Let there be no attempt of crossing the border in any sector as it will be met with full force. Do not entertain any illusions on this count*", a-t-il déclaré. En ce qui concerne le Cachemire, il a tenu à rappeler à New Delhi mais aussi aux États-Unis que "*the legitimate demand of the people of Kashmir can never be suppressed without their just resolution*". La déclaration du président pakistanais, suivie de la mise en œuvre des mesures annoncées, constituent des signes réels d'une prise en charge concrète du problème du radicalisme islamique au Pakistan. Le ton ferme sur la question du Cachemire adopté par le général Musharraf constitue le second volet de ce diptyque. Il ne peut en effet s'attaquer aux groupes radicaux sans rassurer son opinion publique quant à sa volonté de ne pas abandonner ses revendications sur le Cachemire sous peine de se l'aliéner totalement. Le gouvernement indien qui a bien accueilli la déclaration du général Musharraf réserve toutefois sa décision en attendant de constater les développements sur le terrain.<sup>254</sup> Le ministre indien des Affaires étrangères, Jaswant Singh, a ainsi déclaré que l'Inde attendrait des actes concrets de la part d'Islamabad avant d'entamer la "désescalade" militaire à la frontière avec le Pakistan.<sup>255</sup> La presse indienne pour sa part a très

<sup>248</sup> Evans, A., Talibanising Kashmir?, *The World Today*, décembre 2001, pp. 14-16

<sup>249</sup> Agence France Presse, Terrorisme: Bush met en garde l'Iran

<sup>250</sup> *Le Monde*, Épreuve de paix au Pakistan, 11 janvier 2002

<sup>251</sup> Text of President Musharraf's Address to the Nation, in *The Dawn*, 13 janvier 2002 <http://www.dawn.com/2002/01/13/speech020112.htm> [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>252</sup> Agence France Presse, Arrestations massives d'extrémistes au Pakistan, 13 janvier 2002

<sup>253</sup> *Libération*, Pakistan: l'extrémisme hors la loi, 14 janvier 2000

<sup>254</sup> *Le Figaro*, L'Inde salue les efforts du Pakistan, 13 janvier 2002

<sup>255</sup> *Le Monde*, L'Inde salue le discours pakistanais mais veut des actes, 13 janvier 2001

favorablement accueilli les décisions du président pakistanais.<sup>256</sup> Même si l'Inde a engrangé un important succès politique en obtenant l'interdiction des organisations radicales basées au Pakistan, la question du Cachemire reste ouverte. Si les prises de position du général Musharraf continuent à se traduire par des actions sur le terrain, New Delhi va devoir faire également des gestes sous peine de perdre l'initiative. Vu le nouveau climat politique à Islamabad, un processus de règlement de cette question pourrait ainsi progressivement être mis en œuvre. Le chemin sera sans doute encore long et semé d'embûches étant donné les positions, encore aujourd'hui difficilement conciliables, des deux parties. Mais un pas essentiel semble néanmoins avoir été franchi.

Au regard de l'Afghanistan, la disparition du régime des taliban et l'installation d'un gouvernement où l'Alliance du nord occupe une position privilégiée constituent un gain stratégique pour New Delhi dans la mesure où il s'agit d'un revers très important de la politique pakistanaise des 20 dernières années. Au-delà du profit immédiat que constitue le démantèlement probable des camps d'entraînement pour les militants radicaux islamistes qui passaient ensuite au Cachemire, New Delhi se voit également offrir l'occasion d'établir des relations de coopération avec l'Afghanistan, relations qui pourraient contrebalancer un retour d'influence éventuel d'Islamabad à Kaboul. La mise en œuvre de cette option est facilitée par le fait que depuis des années, durant le régime des taliban, l'Inde avait soutenu l'Alliance du nord. Le 13 décembre, avant même l'établissement du gouvernement intérimaire à Kaboul, Abdullah Abdullah s'était entretenu avec Atal Behari Vajpayee alors que Younous Qanooni terminait une visite de six jours en Inde. Au cours de cette visite, il aurait discuté avec New Delhi de la possibilité d'une coopération indo-afghane dans le domaine de l'établissement d'une force de sécurité nationale en Afghanistan. Par cette politique, Kaboul semble indiquer à Islamabad qu'elle peut chercher auprès de New Delhi un moyen de restreindre l'ingérence éventuelle du Pakistan dans ses affaires. L'Inde s'est empressée d'offrir ses services et sa collaboration au gouvernement intérimaire dirigé par Hamid Karzai pour renforcer l'isolement d'Islamabad sur la scène régionale. C'est ainsi que l'envoyé spécial du gouvernement indien en Afghanistan, S. K. Lambah a déclaré que New Delhi ouvrait une ligne de crédit immédiatement utilisable de 100 millions de dollars pour la santé, l'éducation et les infrastructures. Dans un contexte de tensions avec le Pakistan, New Delhi a également annoncé qu'elle comptait nommer rapidement son nouvel ambassadeur à Kaboul et qu'elle voulait reprendre ses liaisons aériennes avec l'Afghanistan en passant, si nécessaire, par l'espace aérien de l'Iran.<sup>257</sup> Jouissant de relais locaux, la position de l'Inde sur la scène politique afghane est donc aujourd'hui assurée. Elle sort donc renforcée de la campagne militaire menée par Washington.

## **9 L'après-taliban et l'islamisme en Asie centrale**

Avant d'exposer quelques pistes de réflexion à propos du problème de l'islamisme en Asie centrale après l'intervention américaine en Afghanistan, une remarque liminaire s'impose. En effet, le caractère spectaculaire des attentats du 11 septembre, le choc créé dans l'opinion publique mondiale par les images retransmises en direct de l'effondrement dramatique des tours du WTC, la désignation de Ben Laden comme auteur de ces actions terroristes et enfin la décision américaine d'intervenir en Afghanistan contre le réseau al-Qaïda, ont créé une perception du danger islamiste dans les républiques d'Asie centrale qui ne correspond pas

---

<sup>256</sup> Agence France Presse, La presse indienne encense Musharraf, 14 janvier 2002

<sup>257</sup> Xinhua, India Outlines 100 million Dollar Aid Plan for Afghanistan, 28 décembre 2001

véritablement à une réalité observable.<sup>258</sup> Nous écrivions ailleurs<sup>259</sup> que la question de la menace islamiste dans ces pays était délicate à évaluer et que les écueils consistant à exagérer ce risque ou au contraire le sous-estimer devaient être évités. Les événements de septembre 2001 et leur conséquence sur le plan international, mais aussi les manipulations opérées par certains gouvernements de la région, ont peut-être conduit les observateurs, mais aussi l'opinion publique internationale, à considérer le danger islamiste comme une menace majeure pesant sur l'ensemble de l'Asie centrale. Cette perception doit cependant être nuancée. Si l'on trouvait bien en Asie centrale un certain nombre de formations politiques fondamentalistes comme le Parti de la Renaissance islamique en Ouzbékistan et au Tadjikistan,<sup>260</sup> des groupes ou des organisations islamistes, ainsi qu'un contexte troublé au Tadjikistan du fait de la guerre civile entre 1992 et 1997, l'islamisme radical était loin de constituer une menace fondamentale, aujourd'hui actualisée, pesant sur l'ensemble de la zone.<sup>261</sup> En fait, si l'on a bien assisté depuis l'indépendance à un "revivalisme" de l'islam en Asie centrale, "revivalisme" destiné sans doute à remplir les demandes identitaires des populations centrasiatiques, ce phénomène demeurerait largement circonscrit dans la sphère privée, mais aussi contrôlé et accompagné par les pouvoirs en place. Des facteurs structurels, comme le legs spécifique de la colonisation russe et de la domination soviétique, mais aussi la faiblesse historique de l'islam au Kazakhstan, en République kirghize et au Turkménistan, et enfin la dimension soufie de l'islam centrasiatique constituent en fait autant d'obstacles limitant potentiellement l'essor de l'islamisme.<sup>262</sup>

Les foyers islamistes apparus en Asie centrale sont en fait récents et géographiquement circonscrits (sud de la République kirghize, sud du Kazakhstan et vallée du Ferghana). En Ouzbékistan où ils semblent les plus puissants, ils correspondent à une identité régionaliste, la vallée du Ferghana étant peu représentée dans les instances gouvernementales. De manière générale, leurs forces politiques sont assez limitées. Elles comptent quelques milliers de membres mais sont en progression. Parmi les formations radicales en Asie centrale, on cite généralement le Hezb-i Tahrir (Parti de la Libération)<sup>263</sup> qui est actif dans la Fédération de

---

<sup>258</sup> Malgré le caractère spectaculaire des attentats du 11 septembre, selon certaines analyses, sur le plan mondial le radicalisme islamique en tant qu'idéologie serait en perte de vitesse. Voir les analyses de Roy, O., *L'Échec de l'islam politique*, Paris: Seuil, 1992; Kepel, G., *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme*, Paris: Gallimard, 2000; Basbous, A., *L'Islamisme, une révolution avortée ?*, Paris: Hachette, 2000. *A contrario*, les remarques in Burgat, F., Les Non-dits du 'déclin islamiste', décembre 2000 in [http://www.elmandjra.org/burgatesprit\\_2001.htm](http://www.elmandjra.org/burgatesprit_2001.htm) [accès le 31 janvier 2002]

<sup>259</sup> Djalili, Kellner, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, pp. 239 et sv.

<sup>260</sup> Roy, O., *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Paris: Seuil, 1997, pp. 233-8; Roy, O., *The Foreign Policy of the Central Asian Islamic Renaissance Party*, New-York: Council of Foreign Relations, 2000

<sup>261</sup> International Crisis Group, *Central Asia: Islamist Mobilisation and Regional Security*, Asia Report, n°14, Och; Bruxelles, 1 mars 2001

<sup>262</sup> On sera cependant attentif au fait que le soufisme ne constitue pas *a priori* et dans tous les cas de figure un facteur inhibant l'essor de l'islamisme. Voir pour le monde arabo-musulman les remarques dans Burgat, F., *L'islamisme en face*, Paris: La découverte, 1996, pp. 105-6

<sup>263</sup> Ce mouvement apparu en 1997 se réclame du parti fondé par Taqieddin Nabhani en 1953 en Jordanie. Il défend le thème d'un retour au Califat et lutte pour la réunification de l'Ummah dans le cadre d'un seul État. Sa vision est internationaliste. Son discours est antisémite et anti-occidental. Il a condamné l'intervention américaine en Afghanistan et aussi les pouvoirs arabes qu'il accuse de collusion avec les Occidentaux. Il dénonce les accords de Bonn présentés comme un prélude à l'occidentalisation de l'Afghanistan et au-delà de l'Asie centrale. Voir la rhétorique de ce mouvement dans: *Alliance With America Is a Great Crime Forbidden*



Russie et dans d'autres parties de la CEI (Ouzbékistan, sud du Kirghizstan et nord du Tadjikistan)<sup>264</sup> et le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, formellement constitué en 1996 et devenu en juin 2001, le Parti islamique du Turkestan.<sup>265</sup> Le Hezb-i Tahrir qui ne prône pas la lutte armée, semble populaire parmi les Ouzbeks du sud du Kirghizstan, les Ouzbeks du Tadjikistan et les Tadjiks d'Ouzbékistan. L'implantation géographique du mouvement démontre bien sa stratégie. Il utilise les frustrations de populations minoritaires se considérant comme exclues de l'espace politique du pays où elles vivent et se pose en alternative crédible au pouvoir en place.<sup>266</sup>

Après l'intégration des combattants tadjiks au gouvernement de coalition formé suite aux accords de paix de 1997, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan restait le seul groupe islamiste armé actif en Asie centrale. Les informations disponibles ne permettent pas véritablement de connaître les liens qu'entretiendraient ces deux formations mais elles laissent à penser qu'un rapprochement s'était opéré à la fin des années 90.<sup>267</sup> Sur le plan des objectifs de ces mouvements, le changement de nom du Mouvement islamique d'Ouzbékistan intervenu à l'été 2001 a amené les observateurs à penser que les ambitions de cette formation ne se limitaient plus seulement à l'Ouzbékistan - la cible principale de ses activités jusqu'ici - mais s'étendaient désormais à l'ensemble de l'Asie centrale avec comme objectif l'établissement d'un pouvoir islamique englobant toute la zone. Avant cette transformation, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan avait principalement concentré son action dans la région de Namangan (dans la vallée du Ferghana) puis s'était replié en Afghanistan, où il bénéficiait de l'aide des taliban. Il avait même participé à leurs opérations militaires contre les positions de l'Alliance du nord lors de l'offensive sur Taloqan en septembre 2000. Tahir Yuldashev,<sup>268</sup> un des dirigeants historiques de ce mouvement, avait établi en mars 1999 un camp d'entraînement militaire dans la région de Mazar i-Sharif, à quelques kilomètres de la frontière ouzbèke. Juma Namangani,<sup>269</sup> autre dirigeant de ce mouvement, avait également

---

by Islam, 18 septembre 2001; Communiqué from Hizb ut-Tahrir - America and Britain Declare War against Islam and the Muslims, 9 octobre 2001; The Bonn Agreement Consolidates the American Control over Afghanistan and Lays the Basis for Uprooting Islam from It, 10 décembre 2001 in <http://www.hizb-ut-tahrir.org/english/english.html> [accédé le 31 janvier 2002]. Également Rashid, A., Interview with Leader of Hizb-e Tahrir, *The Analyst*, 22 novembre 2000

<sup>264</sup> Voir Botobekov, U., Spreading the Ideas of the Hizb at-Tahrir Islami in South Kyrgyzstan in Malashenko, A., Olcott, M.B. (éds), *Islam in the Post-Soviet Newly Independent States: The View from Within*, Moscow: Carnegie Moscow Center, juillet 2001; Babadzhanov, B., On the Activities of Hizb at-Tahrir Islami in Uzbekistan in *Idem*; Igushev, A., Hizb-e-Tahrir Activities in Tajikistan, *The Analyst*, 11 avril 2001

<sup>265</sup> Pannier, B., Central Asia: Militants' Name-Change Signals Growing Ambition, *RFE/RL Features*, 1<sup>er</sup> juin 2001

<sup>266</sup> Cornell, S.E., Spector, R.A., Central Asia: More than Islamic Extremists, *The Washington Quarterly*, vol. 25, n°1, 2002, pp. 200-1

<sup>267</sup> Rashid, A., Confrontation Brews among Islamic Militants in Central Asia, *The Analyst*, 22 novembre 2000

<sup>268</sup> Tahir Yuldashev était le leader du parti Adolat (Justice) en Ouzbékistan. Il a quitté le pays en 1992 pour le Tadjikistan où il aurait participé à quelques combats aux côtés de l'Opposition tadjike unie. En 1993, il serait passé en Afghanistan. Il a été accusé par le pouvoir ouzbek d'avoir organisé l'attentat de février 1999 contre le président Karimov et a été condamné à mort par contumace pour cet acte terroriste en novembre 2000. Basé dans le nord de l'Afghanistan, les Russes l'ont accusé d'entretenir des relations avec des leaders de la guérilla tchétchène comme Shamil Basayev.

<sup>269</sup> Namangani, de son vrai nom Jumabai Khojiev a commencé sa carrière dans les troupes soviétiques envoyées en Afghanistan. En 1991, il aurait tenté un soulèvement islamique dans sa ville de Namangan. Après l'échec de

trouvé un sanctuaire en Afghanistan dans la région de Kunduz. C'est à partir de ces bases arrière qu'en août 1999, ce mouvement comptant entre 2 000 et 7 000 militants - principalement des Ouzbeks mais aussi des Tadjiks, des Kirghiz, des Afghans, des Pakistanais et des Tchéchtènes<sup>270</sup> - avait lancé une opération en direction du Tadjikistan puis de la frontière de la République kirghize dans le district de Batken. A cette occasion, un groupe de géologues japonais, ainsi qu'un général kirghiz et plusieurs autres personnes avaient été prises en otage. L'Ouzbékistan était intervenu en bombardant les positions des preneurs d'otages mais aussi des villages tadjiks et kirghiz, ce qui avait provoqué des tensions avec le Tadjikistan. Après une série de replis, une partie des militants avait réussi à se retirer au Tadjikistan puis en Afghanistan. Durant l'été 2000, de nouveaux accrochages avaient opposé de petits groupes d'islamistes infiltrés aux forces kirghizes et ouzbèkes. A la suite de ces opérations, le mouvement avait été placé sur la liste des groupes terroristes par le département d'État américain en septembre 2000. A l'été 2001, les incursions avaient également repris.

La disparition du régime des taliban en Afghanistan affaiblit sensiblement les mouvements islamistes d'Asie centrale ex-soviétique puisque ces derniers ne peuvent désormais plus trouver soutien et appui auprès de ce régime. Le refuge commode, proche de leurs pays d'origine, que constituait le territoire afghan leur est désormais fermé. Étant donné leur perte de contrôle du territoire afghan mais aussi la lutte internationale lancée contre les réseaux de financement du radicalisme islamiste, la question du financement de leurs activités risquent également de se poser rapidement. Les opérations militaires américaines ont par ailleurs directement touché les bases du Mouvement islamique d'Ouzbékistan. On ignore toujours si Juma Namangani a péri lors des bombardements américains, sa mort n'ayant pas encore été confirmée officiellement.<sup>271</sup> Il faut toutefois rester prudent quant à l'avenir de ce mouvement. La simple disparition d'un de ses chefs ne signifie pas nécessairement la fin de toutes ses activités.<sup>272</sup> Les quelques organisations islamistes de la région rencontreront sans doute plus de difficultés dans la préparation de leurs actions qu'auparavant étant donné la vigilance internationale plus prononcée qui s'exerce depuis le 11 septembre 2001. La menace potentielle de l'islamisme ne disparaît pas pour autant de cette partie du monde.

En effet, les causes tant locales qu'internationales qui ont été à l'origine de l'apparition de ces mouvements politico-religieux - mouvements encore faibles, il faut le rappeler - sont cependant aujourd'hui toujours présentes. Sur le plan local, la situation politico-sociale

---

ce soulèvement, il aurait gagné le Tadjikistan et combattu avec l'Opposition tadjike unie pendant la guerre civile entre 1992 et 1997. En 1998, il est devenu un des membres fondateurs du Mouvement islamique d'Ouzbékistan. Il a quitté le territoire tadjik en juillet 1999 à la demande de S. Nouri. En août 1999, c'est lui qui a dirigé les opérations de Batken au Kirghizstan. En novembre 2000, il a également été condamné à mort par le pouvoir ouzbek pour sa participation présumée à l'attentat contre le président Karimov. En 2001, certaines sources ont fait état des relations qu'il entretiendrait avec Oussama Ben Laden. En novembre 2001, il aurait été nommé commandant des troupes taliban du front nord par le mollah Omar.

<sup>270</sup> Rashid, A., Juma Namangani Returns to Tajikistan for Fresh Offensive, *The Analyst*, 17 janvier 2001

<sup>271</sup> Selon Radio Free Europe, Juma Namangani aurait ~~soit~~ péri avec 24 de ses compagnons soit lors des bombardements américains sur Kunduz le 18 novembre 2001 soit lors d'affrontements avec les troupes de l'Alliance du nord dans la région de Kunduz, mais l'information n'a pas été confirmée. Voir *RFE/RL Central Asia Report*, IMU Leader Reported Dead in Afghanistan, 22 novembre 2001

<sup>272</sup> Shah, A., IMU Likely to Survive Juma Blow, *IWPR's Reporting Central Asia*, n° 94, 14 décembre 2001

fortement détériorée dans l'ensemble des républiques d'Asie centrale<sup>273</sup> mais aussi la clôture totale de l'espace politique par les régimes autoritaires des Républiques centrasiatiques forment un terreau propice à l'éclosion et à l'essor de cette idéologie. Sur le plan économique, entre 1989 et 1999, le produit national brut dans les pays d'Asie centrale a été divisé par deux au Tadjikistan et réduit de plus de 30% en République kirghize, 40% au Kazakhstan et 45% au Turkménistan.<sup>274</sup> Seul l'Ouzbékistan avait réussi à limiter la chute de son PNB à 10% mais au prix d'un complet immobilisme.<sup>275</sup> Si la croissance moyenne pour 2001 devait s'élever en Asie centrale et en Azerbaïdjan à 7,7% contre 7,8% en 2000, la Banque asiatique de développement prévoit cependant un nouveau ralentissement pour 2002 étant donné les incidences de l'attentat du 11 septembre sur l'économie mondiale. Elle ne devrait atteindre que 5,5%. Étant donné la dépendance structurelle des économies des républiques d'Asie centrale à l'égard d'un voire deux produits pour leurs exportations,<sup>276</sup> elles vont demeurer dans l'avenir très vulnérables aux fluctuations du marché des matières premières.<sup>277</sup> La lente reprise des économies d'Asie centrale qui s'est dessinée en 2000-2001 ne règle pas tous les problèmes. Ainsi, par exemple, étant donné le manque de transparence dans leur économie, la BERD a menacé l'Ouzbékistan et le Turkménistan de revoir son engagement dans ces deux pays.<sup>278</sup> La transition économique de ces États est loin d'être achevée et, pour certains, même pas véritablement commencée.

En ce qui concerne le climat social de ces pays, bien que l'on ne dispose pas de chiffres complets, il est clair que malgré une certaine amélioration due aux résultats des deux dernières années, le chômage réel en Asie centrale continue d'être important. Officiellement, il s'élève à 3,8% au Kazakhstan en 2001 contre 4,5% en 2000, 2,5% au Tadjikistan en mars 2001 contre 3% en 2000 et 6% en République kirghize en avril 2001. Mais ces chiffres ne rendent pas compte de la réalité. De nombreux individus ne sont pas repris sur les listes du chômage car de toute façon elle ne donne pas droit à des allocations et la possibilité de trouver un emploi est quasi-nul. Le chômage existe bel et bien mais il est très difficile de l'estimer précisément. Il est également déguisé. On peut par exemple relever que le sous-

---

<sup>273</sup> International Crisis Group, *Incubators of Conflict: Central Asia's Localised Poverty and Social Unrest*, Asia Report, n°16, Och; Bruxelles, 8 juin 2001

<sup>274</sup> Un redressement s'est dessiné en 2000 et renforcé en 2001, en raison de l'accroissement des prix du pétrole pour le Kazakhstan, de la reprise de la production d'or pour la République kirghize et de celle de l'aluminium pour le Tadjikistan. L'Asie centrale et l'Azerbaïdjan auraient connu une croissance moyenne de 7% au premier trimestre 2001 comparé au 6,5% pour la même période en 2000 (6,6% pour la République Kirghize, 7,6% pour le Tadjikistan, 13% pour le Kazakhstan et seulement 2,8% pour l'Ouzbékistan en raison de la sécheresse qui sévit dans le pays pour la deuxième année consécutive.) Le Turkménistan devrait pour sa part profiter en 2001 de l'accroissement de ses ventes de gaz. Voir Asian Development Bank, *Asian Development Outlook 2001: Update*, Manila, 2001, [http://www.adb.org/Documents/Books/ADO/2001/Update/car\\_update.asp](http://www.adb.org/Documents/Books/ADO/2001/Update/car_update.asp) [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>275</sup> Pomfret, R., *Living Standards in Central Asia*, *Moct-Most*, vol. 9, n°4, 1999, p. 399

<sup>276</sup> Le coton et l'or représentent plus de la moitié des exportations de l'Ouzbékistan. L'or comptait pour 55% des exportations kirghizes en 1999 et le Turkménistan est extrêmement dépendant des ventes de gaz pour une large part de ses revenus. Le Tadjikistan dépend de ses exportations d'aluminium, et les hydrocarbures et les métaux représentent 60% des exportations du Kazakhstan.

<sup>277</sup> Raballand, G., *Economics as the Mainspring of Central Asian Destabilization*, *The Analyst*, 28 février 2001

<sup>278</sup> United Nations, *Integrated Regional Information Networks*, *Kyrgyzstan: Last Chance for the Economy*, 13 novembre 2001

emploi des jeunes n'apparaît pas dans les statistiques. Étant donné la natalité dans certaines zones de l'Asie centrale, comme par exemple la vallée du Ferghana, l'arrivée de nombreux jeunes sur un marché de l'emploi sans débouché - un diplomate occidental estimait en novembre 2000 que le chômage y atteignait 80%, ce qui semble surévalué, il tournerait plutôt autour de 30% - renforce les risques d'explosion sociale et constitue sans aucun doute un terrain favorable à l'essor des mouvements islamistes.<sup>279</sup>

En Asie centrale, la pauvreté reste également endémique. A l'époque de l'URSS, on comptait qu'environ 11,1% de la population vivait sous le seuil de pauvreté. Selon Branko Milanovic, la pauvreté est passée de 15% du total de la population en 1987/1988 à 66% en 1993/1995, ce qui signifie que le nombre de pauvres est passé de 6,5 millions d'individus à 30,7 millions et ce chiffre continue à croître.<sup>280</sup> Dans la République kirghize par exemple, la Banque mondiale a estimé que 64% de la population vivaient sous le seuil de pauvreté alors que les estimations locales citent le chiffre de 80%.<sup>281</sup> En 1997, le UNDP classait le Tadjikistan au 115<sup>ème</sup> rang sur 174 pays selon le *Index of Human Factor Development*. 60% de la population tadjike se considèrent comme pauvres alors que selon les critères définis par le gouvernement lui-même, la proportion de pauvres atteint 83% de la population du pays dont 1/3 de "très pauvres". En parité de pouvoir d'achat, 20% de la population sont "très pauvres", c'est-à-dire que les individus vivent avec moins de 1 075 dollars US par jour.<sup>282</sup>

Face aux difficultés économiques et sociales, le commerce de la drogue est devenu en Asie centrale une importante source de revenus pour de nombreux individus voire la seule source de subsistance existante.<sup>283</sup> Cette situation a entraîné une extension de la corruption et une véritable "narcotisation" de certains États de la zone.<sup>284</sup> Le commerce de la drogue représenterait ainsi 30% à 50% de l'activité économique du Tadjikistan.<sup>285</sup> Un rapport récent

---

<sup>279</sup> Rashid, A., Asking for Holy War, *Far Eastern Economic Review*, 9 novembre 2000

<sup>280</sup> Cité in Raballand, G., Is OSCE's Economic and Environmental Dimension Relevant in Central Asia ? Papier préparé pour la conférence The OSCE and the Multiple Challenges of Transition in the Caucasus and Central Asia (1991-2001) organisée par l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, Genève, 6-8 décembre 2001

<sup>281</sup> Chiffres cités in International Crisis Group, *Kyrgyzstan at Ten : Trouble in the 'Island of Democracy'*, Asia Report, n°22, Och; Bruxelles, 28 août 2001, p. 2. Voir également, Kyrgyzstan, *Kyrgyz Republic Interim Poverty Reduction Strategy Paper*, International Monetary Fund, 13 juin 2001, <http://www.imf.org/external/NP/prsp/2001/kgz/01/index.htm> [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>282</sup> D'après Tadjikistan, *Interim Poverty Reduction Strategy Paper*, Dushanbe, 2000, p. 3, <http://www.imf.org/external/NP/prsp/2000/tjk/01/032400.pdf> [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>283</sup> Lubin, N., Hard to Stomach: Drug Trafficking in Central Asia is a Matter of Survival for Some, *Transition Online*, 29 mai 2001

<sup>284</sup> Olcott, M. B., Udalova, N., *Drug Trafficking on the Great Silk Road: The Security Environment in Central Asia*, Working Papers, n°11, Washington: Carnegie Endowment for International Peace, mars 2000, p. 23, <http://www.ceip.org/files/publications/pdf/drugs.pdf> [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>285</sup> Parshin, K., Isamova, L., Tajik, Russian Officials Suggest Tajikistan Is Developing into Drug Production Center, *Eurasia Insight*, 7 août 2001

de l'ICG observait que 50% du personnel des douanes en Asie centrale seraient impliqués de près ou de loin dans ce trafic.<sup>286</sup> Avec l'essor de la contrebande de drogue, la consommation avec pour corollaire l'explosion de la criminalité<sup>287</sup> et le développement du Sida (le pays compterait 50 000 toxicomanes et l'épidémie de Sida s'est propagée notamment à Och et Bishkek) se sont également étendus.<sup>288</sup>

Les observateurs pensent que dans certains cas, il y aurait une imbrication entre le trafic de la drogue et les mouvements islamistes. Les autorités kirghizes ont ainsi accusé Juma Namangani de couvrir ses activités de trafiquant du voile de l'idéologie islamiste. L'inverse peut cependant également être vrai. Des mouvements animés d'un véritable projet politique peuvent utiliser le commerce de la drogue pour financer leurs activités.

De manière générale, le chômage, la pauvreté endémique, l'injustice dans la répartition des richesses, le fossé croissant entre la population et les nouveaux riches souvent liés aux pouvoirs en place, la corruption généralisée constituent le terreau à partir duquel les mouvements islamistes vont pouvoir s'étendre. A ces facteurs, il faut ajouter la clôture de l'espace politique et la répression orchestrée contre toute opposition par les régimes autoritaires en place en Asie centrale.<sup>289</sup> Comme le soulignait Ahmed Rashid, "*by forcing all opposition underground into increasingly extremist positions, the autocratic leaders have fostered an environment in which the population has begun to embrace a volatile force: Islamic militancy*".<sup>290</sup> Le cas de l'Ouzbékistan est sans doute le plus symptomatique. Dans ce pays, les mouvements d'opposition tant laïcs comme Erk ou Birlik qu'islamiques ont été sans discernement interdits par le pouvoir ouzbek, ses leaders arrêtés ou forcés à l'exil.<sup>291</sup> Le président Karimov a utilisé l'argument de la lutte contre le radicalisme islamique pour renforcer son pouvoir personnel et écarter toute critique. Le régime a aussi entretenu la psychose du terrorisme islamiste. Selon *Libération*, le pouvoir aurait en fait

surestimé l'importance [de l'IMU], afin de supprimer toute opposition mais au risque de nourrir en retour les rangs des extrémistes. En visite à Tachkent au printemps 2000, la secrétaire d'État Madeleine Albright avait appelé à plus de

---

<sup>286</sup> Chiffres cités in International Crisis Group, *Central Asia: Drugs and Conflicts*, Asia Report, n°25, Och; Bruxelles, 26 novembre 2001, p. 8

<sup>287</sup> Au Kazakhstan par exemple, 60% des vols seraient liés à la drogue. Les 2/3 des 80 000 à 90 000 détenus du pays auraient été condamnés dans des affaires de stupéfiants. Au Turkménistan, 90% des 700 condamnations à mort prononcées dans le pays l'auraient été pour des affaires liées au trafic de la drogue. D'après International Crisis Group, *Central Asia: Drugs and Conflicts*, p. 15

<sup>288</sup> Voir United Nations, *Integrated Regional Information Networks*, Kyrgyzstan: Drug Abuse Fuelling HIV/AIDS, 29 novembre 2001

<sup>289</sup> Voir International Crisis Group, *Force Is Not the Way to Meet Central Asia's Islamist Threat*, Asia Report, n°14, Och; Bruxelles, 11 mars 2001; *Eurasia Insight*, *Government Response to IMU Threat Fuels Radicalism in Uzbekistan*, 24 juillet 2001

<sup>290</sup> Rashid, *Asking for Holy War*

<sup>291</sup> Détails in International Crisis Group, *Uzbekistan at Ten: Repression and Instability*, Asia Report, n°21, Och; Bruxelles, 21 août 2001

discernement dans la répression ‘entre les simples croyants et les partisans du terrorisme’.<sup>292</sup>

Islam Karimov est resté totalement sourd à cet appel. L’Ouzbékistan n’est pas le seul cas d’État autoritaire en Asie centrale,<sup>293</sup> même la République kirghize, longtemps considérée comme un “îlot de démocratie” dans cette région a connu un infléchissement assez net de son régime politique vers l’autoritarisme.<sup>294</sup> La seule exception est le Tadjikistan où la guerre civile a conduit en fait à un partage du pouvoir et introduit un peu de pluralisme sur la scène politique.

Depuis les attentats du 11 septembre, la situation en Asie centrale ne s’est guère améliorée. Au contraire, très pragmatiquement, au nom de la lutte contre le terrorisme, certains gouvernements ont accentué la pression contre leurs opposants.<sup>295</sup> Dans le même temps, Islam Karimov entamait un processus destiné à se faire nommer président à vie par le parlement ouzbek le 6 décembre 2001.<sup>296</sup> Tachkent n’a pas relâché sa pression sur les dirigeants de l’opposition même exilés à l’étranger puisque profitant du climat international, il a tenté d’obtenir l’extradition de Mohammad Solih, le fondateur du Parti Erk au motif de sa participation présumée à l’attentat perpétré dans la capitale ouzbèke en février 1999. Face aux protestations internationales et, en l’absence de garantie pour le dissident s’il était livré à l’Ouzbékistan, la cour de Prague a cependant rejeté sa demande.<sup>297</sup>

En collaborant sans critique et en renforçant les régimes autoritaires d’Asie centrale au nom de la lutte contre le terrorisme, Washington court le risque de réitérer les erreurs qu’il a commises au Proche-Orient et en Afrique. Au lieu de réduire l’islamisme, il risque au contraire de l’alimenter. Comme le rappelait F. Burgat, “en l’espace de deux décennies, la contestation politique à fondement religieux, autrement dit l’islamisme, s’est imposée comme l’unique langage de la protestation sociale et de l’opposition aux pouvoirs en place dans la majeure partie du monde arabo-musulman”.<sup>298</sup> *Mutatis mutandis* un phénomène similaire pourrait malheureusement se reproduire en Asie centrale. En s’associant à des régimes autoritaires et corrompus, les États-Unis confirment en fait les discours des islamistes et ce d’autant plus que certaines situations internationales qui alimentent l’islamisme n’ont pas disparu avec l’intervention américaine en Afghanistan. Au contraire, le problème de la

---

<sup>292</sup> Soulé, V. L’Ouzbékistan, allié de circonstance, *Libération*, 9 octobre 2001

<sup>293</sup> Cavanaugh, C., The Iron Hands of Central Asia, *Washington Post*, 2 août 2000. Pour l’Ouzbékistan voir Human Rights Watch, *Uzbekistan: Background on Human Rights*, New-York, 26 septembre 2001; Human Rights Watch, Press Backgrounder: Human Rights Abuse in Uzbekistan, New-York 26 septembre 2001; Human Rights Watch, *Uzbekistan: U.S. Cautioned on New Ally : Secretary of Defense Cannot Afford to Turn a Blind Eye to Abuses by Uzbekistan*, New-York, 4 octobre 2001

<sup>294</sup> Détails in International Crisis Group, *Kyrgyzstan at Ten*; Donovan, J., Kyrgyzstan: U.S. Congressmen Concerned about Rights Abuse, *RFE/RL Features*, 13 décembre 2001

<sup>295</sup> Human Rights Watch dénonce ainsi la politique du Kirghizstan et de l’Ouzbékistan après le 11 septembre. Voir Human Rights Watch, *Opportunism in the Face of Tragedy: Repression in the Name of Anti-terrorism*, <http://www.hrw.org/campaigns/september11/opportunismwatch.htm> [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>296</sup> *Eurasia Insight*, Karimov Moves to Bolster Authoritarian Rule in Uzbekistan, 7 décembre 2001

<sup>297</sup> *RFE/RL Features*, Czech Republic: Uzbek Dissident Released in Prague, 11 décembre 2001

<sup>298</sup> Burgat, Les Non-dits du ‘déclin islamiste’

Palestine se pose avec autant d'acuité qu'avant le 11 septembre sinon davantage, les sanctions contre l'Irak sont maintenues et la menace d'une intervention directe de Washington contre Bagdad n'est pas exclue,<sup>299</sup> la question du Cachemire n'est pas réglée et enfin la présence américaine dans le Golfe n'est pas remise en question. Si le déploiement américain se prolonge en Afghanistan ou si Washington décide d'implanter des bases militaires en Asie centrale ou au Pakistan, alors, les islamistes de la région trouveront autant de nouveaux arguments pour fustiger l'Amérique et sans doute trouver du soutien dans les populations locales. La lutte contre l'islamisme exige davantage d'efforts qu'une campagne militaire. Si la métaphore médicale est permise, on peut dire que pour enrayer un mal, il faut d'abord en identifier les causes profondes. C'est sur elles qu'il faut agir. En Asie centrale, cela signifie qu'il faut s'attaquer aux difficultés économiques, politiques et sociales des républiques que nous avons présentées mais ce n'est pas tout. C'est en effet une erreur de penser que les problèmes socio-économiques sont seuls responsables de l'islamisme.<sup>300</sup> Au-delà de sa dimension religieuse, la recherche contemporaine a démontré que cette idéologie pouvait également revêtir une dimension culturelle, identitaire ou nationaliste. Il ne faut pas non plus perdre de vue que dans un espace musulman confronté au choc produit par l'irruption de la modernité identifiée à l'Occident,<sup>301</sup> l'islamisme peut aussi être un vecteur d'une "réappropriation culturelle de la modernité" selon l'expression d'Olivier Roy. S'il est cependant difficile pour l'instant de se prononcer sur ces aspects du phénomène dans le cas de l'Asie centrale - en l'absence, à notre connaissance, d'études empiriques récentes sur ce sujet - il ne faudrait cependant pas occulter la nature complexe de l'islamisme sous peine de voir ce phénomène se développer malgré les efforts que la communauté internationale pourrait consentir dans cet espace géographique en termes d'aides financières par exemple et ce d'autant plus qu'il n'est pas forcément incompatible avec la modernisation sociale et la libéralisation politique.<sup>302</sup> La simple option militaire ne peut en tout cas suffire à éradiquer à long terme un phénomène aussi complexe.

Dans l'immédiat cependant, les mouvements radicaux basés en Afghanistan, qu'il s'agisse du Mouvement islamique d'Ouzbékistan ou du réseau de Ben Laden, ont subi un échec important. Environ 900 combattants étrangers ont été capturés par l'Alliance du nord et Washington a commencé à transférer les prisonniers suspectés d'appartenir au réseau al-Qaïda à Kandahar puis vers Cuba. Leur interrogatoire devrait permettre de récolter un maximum d'informations quant aux contacts éventuels que ces derniers entretiendraient avec d'autres militants de ce réseau dans leur pays respectif ou ailleurs.<sup>303</sup> Au Pakistan également, les services de renseignement américains et des agents du FBI collaborent avec les services de sécurité pakistanais dans la collecte d'informations. On peut penser que dans les mois à venir, d'importantes opérations seront lancées contre les réseaux islamistes un peu partout dans le monde. A court terme, des résultats pourraient donc être engrangés dans la lutte

---

<sup>299</sup> Kissinger, H. A., Phase II and Iraq, *The Washington Post*, 13 janvier 2002

<sup>300</sup> Voir les analyses in Burgat, *L'islamisme en face*

<sup>301</sup> Voir Shayegan, D., *Le regard mutilé*, Saint-Etienne: L'Aube, 1996

<sup>302</sup> Burgat, Les Non-dits du 'déclin islamiste'

<sup>303</sup> Nessman, R., U.S. Seals off Afghan Prison, *Washington Post*, 29 décembre 2001. On estime que al-Qaïda a développé ses opérations dans une cinquantaine de pays. L'organisation entretient des relations avec d'autres groupes radicaux comme les groupes cachemiris, le Jihad islamique égyptien, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, le groupe Abu Sayyaf aux Philippines ou encore le Groupe Islamique armé (GIA) algérien.

contre les réseaux internationaux du radicalisme islamique. Un bémol cependant, au moment de la rédaction de cet article, Ben Laden et les principaux chefs de al-Qaïda n'ont toujours pas été capturés. Les Américains auraient cependant abattu le chef militaire de l'organisation, Mohammed Atef, son trésorier, Ali Mahmoud, mais aussi l'Égyptien Tariq Anwar al-Sayyid, le coordinateur de la logistique Abou Jafar al-Jaziri, et enfin Abou Salah al-Yemeni, un autre officier de haut rang. Ils détiendraient enfin Ibn el Cheikh el Libi et Abdb el-Hadi al-Iraqi, remis aux autorités américaines par le Pakistan.<sup>304</sup>

Dans le cas des taliban cependant, la situation est différente. De nombreux taliban ont en effet trouvé refuge au Pakistan, simplement en franchissant la frontière des zones tribales du nord-ouest du pays qui jouissent d'une large autonomie et sont également peuplées de tribus pachtones<sup>305</sup> ou sont tout naturellement rentrés chez eux, au sein de leur tribu ou de leur clan. Ils n'ont donc pas vraiment disparu du paysage politique afghan et ce d'autant que la campagne militaire américaine en Afghanistan a, semble-t-il, attisé le sentiment national des Pachtones. Le mouvement taliban, il ne faut pas l'oublier, avait tout de même réussi à rassembler des représentants de l'ensemble des tribus pachtones, aussi bien Ghalzays que Durrani. Certains se réorganisent d'ailleurs déjà, comme nous l'avons vu, à Islamabad. Le nouveau mouvement tirera sans doute les leçons de son expérience passée; une modification de stratégie et une amélioration de son image ne sont pas exclues avant peut-être son retour sur la scène afghane.

De manière générale, les soutiens extérieurs des mouvements islamistes, qu'il s'agisse de l'Arabie saoudite ou du Pakistan, vont se réduire dans l'immédiat vu le contexte international. Le gouvernement pakistanais a décidé, semble-t-il, de s'attaquer aux groupes islamistes radicaux sur son territoire. En choisissant cette option et en collaborant avec les États-Unis dans leur lutte contre les mouvements islamistes, il court le risque d'être confronté à des troubles sur son propre territoire. Même si le poids des formations islamistes au Pakistan ne doit pas être surestimé, il n'en demeure pas moins qu'elles possèdent une capacité de nuisance qui pourrait poser des problèmes au pouvoir pakistanais. La question de l'avenir des volontaires pakistanais qui se sont battus en Afghanistan et au Cachemire se pose dès aujourd'hui. Il va sans doute falloir les "recycler". Dans cette optique, si l'aide américaine au Pakistan s'avère être insuffisante ou si les pressions de l'Inde se poursuivent sans contrepartie dans la question du Cachemire, le mécontentement local ne risque-t-il pas de constituer un nouveau terreau pour l'islamisme ?<sup>306</sup> Outre les volontaires pakistanais, la question de l'avenir des volontaires islamistes arabes, tchéchènes ou d'autres nationalités qui auraient pu fuir se pose également. S'ils ont réussi à quitter l'Afghanistan, la possibilité d'une recréation d'un nouveau réseau international ne doit pas être écartée.

---

<sup>304</sup> *Le Figaro*, Les chefs d'Al Qaïda courent toujours, 11 janvier 2002

<sup>305</sup> Il existe sept zones tribales au Pakistan (Khyber, Kurram, Orakzai, Mohmand, Bajaur, Nord Waziristan et Sud Waziristan), toutes peuplées de tribus pachtones. La population de ces zones est estimée à 5,7 millions d'individus. Détails sur les zones tribales du Pakistan in *BBC News*, Analysis: Pakistan's Tribal Frontiers, 14 décembre 2001. Le Pentagone a estimé que vingt-deux chefs taliban avaient trouvé refuge au Pakistan dans les zones tribales du nord-ouest du pays où ils pourraient bénéficier de la solidarité des Pachtones. D'après Piel, J., Islamabad réfute les soupçons. Le Pakistan affirme qu'il fait tout pour éviter de devenir le refuge de Ben Laden, *Libération*, 14 décembre 2001

<sup>306</sup> Rashid, A., Repaying Pakistan, *Far Eastern Economic Review*, 13 décembre 2001



Dernière remarque en ce qui concerne l'islamisme : avant le 11 septembre, pour des raisons historiques, les mouvements islamistes en Asie centrale n'avaient pas pour principale préoccupation l'anti-occidentalisme. Leurs activités visaient à tenter de récupérer les mécontentements populaires afin de lutter contre les régimes en place dans les pays d'Asie centrale. Dans le cas des taliban s'ajoutait un anti-shî'isme militant qui s'est traduit par une opposition soit à l'Iran voisin, soit à la minorité shî'ite à l'intérieur de l'Afghanistan, les Hazaras. Ces derniers ont d'ailleurs été victimes des exactions des taliban dans les régions de Mazar i-Sharif et de Bâmiyân.<sup>307</sup> A l'origine, contrairement aux mouvements islamistes du Moyen-Orient, même les taliban ne prônaient pas un anti-américanisme virulent. Les contacts avec le pan-islamisme prôné par les "Arabo-Afghans" étaient inexistantes avant 1996. Cette ligne s'est maintenue jusqu'au moment où Ben Laden a, semble-t-il, commencé à prendre une ascendance sur les dirigeants taliban vers 1998.<sup>308</sup> Cependant, après les opérations militaires américaines en Afghanistan, il est probable que la mouvance islamiste sera plus encline à radicaliser son discours dans le sens de l'anti-américanisme. Dans l'avenir, un autre problème pourrait également renforcer ce sentiment : le rapprochement entre les États-Unis et les gouvernements autoritaires en place suite à leur coopération durant la guerre. Il risque de nourrir un certain ressentiment des populations locales, surtout si l'aide américaine et plus largement occidentale et japonaise ne contribue pas à améliorer la situation socio-économique des couches les plus défavorisées de la population. Dans cette perspective, après une phase de réorganisation, les mouvements islamistes pourraient essayer de tirer profit de cette situation. Le caractère anti-occidental de ces mouvements sortira alors probablement renforcé de la campagne militaire actuelle.

## 10 Quelques remarques sur les risques de l'après-taliban.

La fin du régime des taliban ne règle pas tous les problèmes de l'Afghanistan, loin s'en faut. Ainsi, dans le domaine de la culture et du trafic de la drogue,<sup>309</sup> la chute des taliban a entraîné des répercussions négatives à court terme. Il faut se souvenir que ce trafic était devenu ces dernières années un véritable fléau en Asie centrale mais aussi dans les autres pays frontaliers de l'Afghanistan, qu'il s'agisse de l'Iran, du Pakistan ou de la Chine.<sup>310</sup> Il portait atteinte à la santé des populations locales, générait de la corruption et aboutissait parfois à une criminalité qui prenait des dimensions internationales et pouvait même miner les structures sociales et les institutions du pays qu'il touchait. Ce trafic avait également acquis une dimension internationale, ses répercussions se faisant sentir jusqu'en Europe occidentale puisque l'héroïne que l'on trouve sur les marchés de grandes villes européennes provenait, en majeure partie, d'Afghanistan.

Historiquement, à l'exception des Ismaéliens du Badakhshan, l'opium n'était traditionnellement pas consommé par les Afghans qui lui préféraient le haschisch. La culture du pavot et le trafic de l'opium ont en fait commencé à se développer d'une manière sans

---

<sup>307</sup> Human Rights Watch, *Afghanistan: The Massacre in Mazar-I Sharif*, New-York, novembre 1998

<sup>308</sup> Rashid, *L'Ombre des taliban*, pp. 181-2

<sup>309</sup> Djalili, Kellner, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, pp. 254-68

<sup>310</sup> L'Iran comptait ainsi entre 1,2 et 1,5 million de toxicomanes durs et entre 2 et 5 millions de consommateurs "ordinaires". Le Pakistan serait passé de 600.000 toxicomanes en 1986 à 5 millions en 1999. D'après Rashid, *L'Ombre des taliban*, p. 161 et Naïm, M., La culture du pavot reprend en Afghanistan, *Le Monde*, 18 décembre 2001

précédent en Afghanistan au moment de la guerre anti-soviétique. Pendant la durée du conflit, comme dans le cas du Vietnam, “les États-Unis choisirent d’ignorer la collusion croissante entre moudjahidins, trafiquants de drogue pakistanais et éléments de l’armée en Afghanistan”.<sup>311</sup> Le départ des soviétiques ayant provoqué l’arrêt de l’aide américaine, les divers groupes armés afghans ont favorisé l’accroissement de la production pour assurer leurs besoins de financement. Entre 1992 et 1995, la production afghane s’élevait à 2 200-2 400 tonnes d’opium par an pour atteindre un record en 1999 avec 4 581 tonnes (l’équivalent de 459 tonnes d’héroïne). La prise de contrôle par les taliban de portions de plus en plus importantes du territoire afghan au cours de la seconde moitié des années 90 avait accéléré dans un premier temps la production contrairement aux espoirs d’amélioration que certains observateurs avaient placés dans ce mouvement du fait de son rigorisme islamique. Sous le régime des taliban, l’Afghanistan était devenu le plus grand producteur d’opiacés de la planète, ravissant la première place à la Birmanie. Cependant, afin d’améliorer leur image auprès des États-Unis, les taliban avaient interdit, le 27 juillet 2000, la culture du pavot dans les territoires sous leur contrôle. Quelles que soient les raisons profondes qui les avaient poussés à prendre ces mesures - certains observateurs pensent qu’il s’agissait en fait de faire monter les prix pour ensuite pouvoir écouler les stocks d’opium qu’ils détenaient au meilleur prix<sup>312</sup> - de l’aveu même d’Antonio Mazzitelli, représentant en Iran du Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), les taliban avaient réussi à éliminer 96% de la production d’opium dans les territoires sous leur contrôle.<sup>313</sup>

Selon l’UNDCP, la production nationale afghane d’opium brut pour 2001 a atteint environ 185 tonnes. Il s’agit d’une réduction de 94% par rapport à la production de 2000 estimée à 3 276 tonnes et d’une réduction de 96% par rapport à la production record de 1999. Cependant, avec la chute de régime de Kaboul, la situation a changé. Les deux districts de production les plus importants pour l’année 2001 sont Jurm et Keshirn, tous deux situés dans la province du Badakhshan, devenue la première province productrice d’opium de l’Afghanistan avec 83% de l’ensemble de la production de cette année.<sup>314</sup> La majeure partie de la production d’opium 2001 a donc été récoltée dans les zones contrôlées par l’Alliance du nord. Le gouvernement de Hamid Karzai va être rapidement confronté à ce problème. Face aux pressions internationales en faveur de l’éradication de la culture du pavot en Afghanistan, il va lui falloir négocier avec les différents chefs de guerre sur le terrain afin qu’ils mettent fin à cette culture très lucrative, ce qui n’est sans doute pas une mince affaire.

En outre, selon le PNUCID, les paysans afghans, face aux difficultés économiques liées à la sécheresse et à la disparition des marchés d’échanges agricoles à l’intérieur du pays, n’ont d’autres choix que de replanter du pavot. Il est donc très probable que la culture du pavot reprendra.<sup>315</sup> La disparition du régime des taliban ne signifie donc pas la fin du problème de

---

<sup>311</sup> Rashid, *L’Ombre des taliban*, p. 159

<sup>312</sup> Les stocks détenus par les taliban ont été évalués à 3 000 tonnes d’opium. Perl, R.S., *Taliban and the Drug Trade*, Washington: Congressional Research Service, 5 octobre 2001, [http://www.fpc.gov/CRS\\_REPS/crstalib.pdf](http://www.fpc.gov/CRS_REPS/crstalib.pdf) [accédé le 31 janvier 2002].

<sup>313</sup> Cité in Naïm, La culture du pavot reprend en Afghanistan

<sup>314</sup> United Nations International Drug Control Programme, *Afghanistan: Annual Opium Poppy Survey 2001*, Islamabad, 16 octobre 2001, p. III et 12, [http://www.undcp.org/pakistan/report\\_2001-10-16\\_1.pdf](http://www.undcp.org/pakistan/report_2001-10-16_1.pdf) [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>315</sup> Agence France Presse, “La chute des talibans a relancé la culture de l’opium”, 31 décembre 2001

la production d'opium même si le nouveau gouvernement afghan a déclaré sa volonté de l'éradiquer. Si la menace islamiste se trouve réduite à court terme, le trafic de la drogue et ses corollaires risquent, pour leur part, de demeurer une menace très sérieuse pesant sur l'avenir des voisins de l'Afghanistan.<sup>316</sup> Kaboul pourrait trouver dans ce domaine des espaces de coopération avec les États frontaliers. Téhéran a déjà fait part de son intérêt dans ce domaine.<sup>317</sup> Reste à voir si les efforts conjugués de Kaboul, de ses voisins et de la communauté internationale seront suffisants pour déraciner ce fléau. La réduction de cette menace est une bataille de longue haleine dont l'issue reste aujourd'hui très incertaine.

Autre point, l'après-taliban en Afghanistan ne signifie pas non plus nécessairement le retour immédiat à la stabilité dans l'ensemble du pays. L'insécurité demeure un peu partout sur le territoire où les armes circulent encore en très grand nombre. Le gouvernement doit établir son autorité sur l'ensemble de l'Afghanistan ce qui est encore loin d'être le cas comme le démontrent les tensions entre Kaboul et Kandahar à propos du sort réservé aux taliban locaux,<sup>318</sup> le fait que le général Dostom batte sa propre monnaie à Mazar i-Sharif ou que encore que les Hazaras suivent davantage les avis de leurs leaders que ceux du pouvoir à Kaboul.<sup>319</sup> Un difficile processus de réconciliation nationale va devoir se mettre en place et nul ne peut aujourd'hui prédire quels en seront les résultats. Nous avons vu que la brutalité de la guerre civile entre les différents groupes ethniques a laissé des séquelles profondes qu'il va falloir surmonter, ce qui n'est pas une tâche aisée. Les risques d'affrontements entre groupes rivaux ou entre seigneurs de la guerre locaux ne doivent pas non plus être minimisés. Ainsi le 12 décembre 2001, de violents combats ont opposé des forces anti-taliban rivales pour le contrôle de la ville de Pol-i-Khomri au nord du tunnel de Salang. Les accrochages ont opposé l'Alliance du nord, qui contrôle la ville depuis novembre, et les hommes de Sayid Jaafar Naderi, chef de la communauté ismaïlienne de la province de Baghlan, tout deux alliés de Washington. Les Ismaïliens - branche du shî'isme fidèle à l'Agha Khan, présente également dans le Haut-Badakhshan - constituaient environ 60% de la population de cette ville avant l'arrivée des taliban en 1997. La moitié des 20.000 familles ismaïliennes de la province avaient fui à l'époque soit vers l'Iran soit vers le Pakistan. Avec l'effondrement des taliban, ils espèrent regagner la prédominance dans cette ville qu'ils considèrent comme la leur.<sup>320</sup> Ce type de problème n'est pas isolé, la vieille rivalité entre Ismaïl Khan et le général ouzbek Rashid Dostom, une des voix les plus critiques à l'égard des accords de Bonn avant sa nomination au poste de vice-ministre de la Défense, ne semble pas encore aplanie.<sup>321</sup> De manière générale, c'est l'ensemble de la structure étatique de l'Afghanistan qui reste à reconstruire. Les difficultés de cette entreprise ne doivent pas être minimisées au risque de se

---

<sup>316</sup> Olcott, M. B., Preventing New Afghanistans: A Regional Strategy for Reconstruction, Policy Brief, n° 11, Washington DC: Carnegie Endowment for International Peace, janvier 2002, <http://www.ceip.org/files/pdf/Policybrief11.pdf> [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>317</sup> Agence France Presse, L'Iran et l'Afghanistan veulent coopérer dans la lutte anti-drogue, 9 janvier 2002

<sup>318</sup> Le Monde, Tensions entre Kaboul et Kandahar, 10 janvier 2002

<sup>319</sup> Aubenas, F., En pays hazara, le pouvoir du chef avant celui de Kaboul, *Libération*, 2 janvier 2002

<sup>320</sup> Shihab, S., Violents combats entre forces anti-talibanes rivales dans le Nord du pays, *Le Monde*, 13 décembre 2001

<sup>321</sup> Withington, T., Warlords Threaten Afghan Peace Process, *IWPR's Reporting Central Asia*, n° 93, 13 décembre 2001

heurter rapidement à la dure réalité. L'histoire de la construction de l'état afghan invite aujourd'hui au mieux à un optimisme prudent.<sup>322</sup>

## 11 Conclusion

Après les tragiques événements du 11 septembre, il semble évident qu'à court, et peut-être à moyen terme, l'attention de la communauté internationale portée à la région de l'Asie centrale et à ses problèmes va sans doute être plus grande que par le passé. Mais, une fois encore, on ne peut que constater qu'il faut attendre que se produisent des événements spectaculaires pour que cette communauté internationale s'intéresse et s'investisse dans des zones où la gravité des problèmes est connue depuis longtemps, problèmes qui peuvent générer des menaces pour la sécurité internationale. Par rapport à l'Afghanistan, une fois le régime extrémiste des taliban installé au pouvoir, il aurait été sans doute plus judicieux pour tout le monde d'appliquer, dès le milieu des années 90, les règles de toute bonne diplomatie que nous rappelle J. Gracq : "savoir afin de prévoir et prévoir afin de pourvoir".<sup>323</sup>

Quoi qu'il en soit, avec l'intervention américaine en Afghanistan et la fin du régime des taliban les données des problèmes et les enjeux politico-stratégiques en Asie centrale ont été considérablement modifiés. Par rapport à ces changements, les constatations suivantes que l'on peut articuler autour de quatre volets - islamisme, économie, dimensions internationales et questions de principe - s'imposent.

S'agissant de l'islamisme, il est probable que l'on va assister à un repli du radicalisme et du militantisme islamiques dans cette partie du monde. Les activistes islamiques, ne trouvant désormais plus de soutien à travers l'Afghanistan et ce pays n'étant désormais plus pour eux un refuge, auront de plus en plus de difficultés pour agir. De plus, l'heure n'étant plus aux démonstrations de force, ces mouvements vont adopter un profil bas. Mais ce repli risque d'être temporaire car la lutte menée contre le terrorisme se limite pour l'instant à en attaquer les symptômes et à en négliger les causes profondes. Les facteurs, aussi bien endogènes qu'exogènes, ayant favorisé le développement de l'islamisme radical n'ont pas disparu du jour au lendemain à la suite de la campagne militaire américaine menée en Afghanistan. À terme, l'essor de l'islamisme dépendra, pour partie du moins, des choix politiques de Washington. Ainsi, une poursuite indiscriminée de la lutte contre le terrorisme pourrait apparaître tournée uniquement contre le monde musulman, et cela d'autant plus que des situations considérées comme injustes par une large frange des opinions publiques musulmanes perdurent voire se sont aggravées. Il semble évident que le non-règlement de la question palestinienne, les sanctions de moins en moins justifiées contre l'Irak et la poursuite du conflit du Cachemire, etc., nourrissent les ressentiments populaires et contribuent à la montée du radicalisme islamique. Si par ailleurs, rien n'est fait pour atténuer l'approche "deux poids deux mesures" s'appliquant par exemple aux pays arabes, d'une part, et à Israël, d'autre part, alors l'action internationale contre le terrorisme n'aura pas les effets positifs escomptés, elle pourrait même être contre-productive. Dans ce cas, les États-Unis risquent de ternir davantage leur image, de s'aliéner plus sûrement encore le monde musulman et d'encourager le radicalisme islamiste plutôt que de le réduire.

---

<sup>322</sup> Ottawa, M., Lieven, A., *Rebuilding Afghanistan: Fantasy Versus Reality*, Policy Brief, n°12, Washington DC: Carnegie Endowment for International Peace, January 2002, <http://www.ceip.org/files/pdf/Policybrief12.pdf> [accédé le 31 janvier 2002]

<sup>323</sup> Gracq, J., *Le Rivage des Syrtes*, Paris: La Pléiade, 1989

Cependant, même une conduite prudente et réfléchie de Washington ne suffira pas à elle seule à régler tous les problèmes. En effet, il ne suffit pas de s'attaquer aux seuls facteurs exogènes qui ont favorisé la montée de l'islamisme pour contrer cette idéologie. Il faut aussi tenir compte des facteurs endogènes qui conditionnent son apparition. Le caractère autoritaire des régimes en place et les difficultés économiques en Asie centrale sont certes des facteurs endogènes importants qu'il faut réduire et non pas renforcer par un soutien inconditionnel aux gouvernements de ces pays ou une atonie dans le domaine de l'assistance économique. Mais ils ne sont pas les seuls. L'islamisme est un phénomène complexe et hétérogène, les situations varient de pays à pays, il est nécessaire d'entamer une réflexion de fond sur ce sujet car les revendications identitaires qui parfois le sous-tendent sont beaucoup plus complexes que la simple injustice dans la redistribution socio-économique à l'intérieur des pays ou entre les États. C'est le rapport à la modernité qui est ici en cause, une modernité souvent identifiée à l'Occident d'où des réactions anti-occidentales. L'Occident doit sans doute prendre conscience de ce fait. Mais lui non plus n'est pas le seul en cause. Les événements de septembre 2001 interrogent également le monde musulman lui-même. C'est aux sociétés musulmanes et aux intellectuels musulmans à entamer une réflexion en profondeur certes sur la question de l'islamisme, mais aussi sur celle du rapport de leur culture à la modernité, avec l'esprit critique nécessaire.<sup>324</sup> Cela exige l'existence d'un minimum de liberté et la promotion d'un espace public de discussions et de débats où les opinions se confrontent, conditions trop souvent absentes dans le monde musulman. C'est ici que l'Occident peut jouer un rôle moteur en conditionnant son assistance à la libéralisation politique, à l'ouverture de ces espaces publics de discussion, espaces nécessaires à l'examen de ces questions fondamentales.

Du point de vue économique, les pays d'Asie centrale qui ont aidé les États-Unis dans leur intervention en Afghanistan attendent des dividendes sous forme d'aide fournie par l'ensemble des pays occidentaux. Cette aide économique occidentale est bien entendu nécessaire à tous les pays de la région dont au moins la moitié des populations vivent en dessous du seuil de pauvreté. Mais ici aussi, il faut savoir agir avec discernement. Il est nécessaire que l'ensemble de la population tire profit de l'aide et pas seulement les oligarchies locales souvent corrompues. Les modalités de l'assistance doivent donc être particulièrement étudiées pour en prévoir les conséquences.

La dimension économique de notre problématique ne se réduit pas à la question de l'aide. Il y a aussi une dimension plus globale qu'il ne faut pas négliger, elle concerne les réserves d'hydrocarbures de l'Asie centrale. Il ne fait à nos yeux aucun doute que l'intervention militaire américaine en Afghanistan a comme objet principal la lutte contre le terrorisme. Dans cette guerre, contrairement à la guerre du Golfe, les considérations économiques par rapport au pétrole et au gaz ne jouent qu'un rôle secondaire. Cependant, ce conflit peut indirectement influencer les questions relatives aux ressources énergétiques de la zone de la mer Caspienne. En effet, la coopération qui s'est développée ces derniers mois entre Russes et Américains augure de l'apparition de conditions favorisant une collaboration plus étroite entre les deux nations pour la mise en valeur et l'acheminement vers le marché de consommation internationale du pétrole et du gaz de la région. Si depuis dix ans il existait entre Russes et Occidentaux une rivalité feutrée sur cette question, l'heure est désormais à la

---

<sup>324</sup> Voir Shayegan, D., *La lumière vient de l'Occident*, Paris: L'Aube, 2001

coopération et même à la co-gestion, situation qui ne manquera pas d'avoir des conséquences positives pour les pays producteurs de la région.

Sur le plan international, on pouvait espérer que les événements du 11 septembre allaient rapprocher les États-Unis des autres acteurs du système international et amener Washington à avoir plus de considération pour une approche multilatérale des problèmes globaux. Bien que l'on relève, par exemple, un renouveau des relations entre la Russie et les États-Unis, force est de constater que quelques mois après ces événements, c'est la tendance inverse qui semble se dessiner. Washington a écarté non seulement ses alliés traditionnels de la conduite de la guerre mais aussi obligé les Nations unies à jouer un rôle marginal. Apparemment, les tendances à l'unilatéralisme semblent aujourd'hui se renforcer plutôt que se réduire, ce qui ne manque pas de recéler des dangers pour l'avenir. Mais néanmoins, à y regarder de plus près, on constate que le nouvel unilatéralisme américain est un unilatéralisme pragmatique, utilitaire et, en quelque sorte, à la carte. En fait, les États-Unis agissent seuls lorsqu'ils pensent que leur efficacité s'en trouve accrue, mais n'hésitent pas à faire appel à leurs partenaires en fonction des capacités d'action de ceux-ci. C'est en tout cas de cette manière que les opérations militaires ont été menées en Afghanistan. Reste à savoir si, aux "opérations politiques" qui devront suivre, les États-Unis pourront appliquer les mêmes méthodes.

Les événements de septembre 2001 constituent également une véritable leçon pour l'ensemble de la communauté internationale. Ils démontrent de manière éclatante le danger qu'il y a à laisser se développer des "zones grises" de par le monde. Par ailleurs, en ce qui concerne les États-Unis, l'idée d'une sanctuarisation du territoire américain s'est écroulée avec l'effondrement des tours du World Trade Center et d'une partie des bâtiments du Pentagone. Ces deux questions invitent, d'une part, à davantage d'implication des États dans les questions épineuses comme la propagation des "zones grises" et leurs conséquences néfastes pour les relations internationales et, d'autre part, à une appréciation plus juste des questions relatives aux menaces et à la sécurité surtout en provenance des acteurs non-étatiques.

Outre les problèmes idéologiques, économiques et internationaux, il faut aussi tenir compte des questions de principe relatives aux droits de l'Homme. En effet, la guerre d'Afghanistan et ses suites peuvent aussi recéler un risque grave pour les valeurs démocratiques que les pays occidentaux défendent et qui, surtout dans la situation actuelle, justifient la lutte menée contre le terrorisme. Or, il est clair qu'au nom de cette lutte, les pouvoirs étatiques, généralement très autoritaires en Asie centrale, sortent renforcés de leur collaboration avec Washington. La conscience de leur utilité pour l'opération américaine ne les incitera sans doute pas à se réformer pour adopter les mesures nécessaires à plus d'ouverture et plus de démocratie. Le risque, c'est au contraire, de voir accroître les violations des droits de l'Homme et la clôture de l'espace public et, pour les pays occidentaux, de retomber dans les erreurs déjà commises ailleurs au Proche-Orient ou en Afrique. Malheureusement le bilan en Asie centrale sur ce plan risque de ne pas être meilleur qu'ailleurs.

En Afghanistan même, la tâche qui attend la communauté internationale mais aussi les Afghans eux-mêmes est extrêmement complexe. On ne peut pas passer d'une situation de guerre de plus de vingt ans, dans un pays construit sur le modèle autoritaire, à la démocratie même si l'on considère que les accords de Bonn favorisent ce passage. Par ailleurs, le processus de réconciliation nationale sera lent et semé d'embûches étant donné le traumatisme de la société afghane et peut-être le manque de volonté de coopérer ensemble des différents groupes politiques qui évoluent sur la scène politique afghane. A ce stade, on

ne peut pas non plus complètement écarter les possibles interférences des puissances voisines dans les affaires de ce pays. Mais le cas de l'Afghanistan est paradoxal car si la reconstruction politique fonctionne, l'Afghanistan passera du statut d'État le plus arriéré de la région à celui d'un État engagé sur la voie d'un changement qualitativement important, ce qui donne en même temps une idée de la difficulté de la tâche à accomplir.